

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LA BOSNIE
ET
L'HERZÉGOVINE

ÉTUDE D'HISTOIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue

PAR

ÉTIENNE KNELL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1899-1900

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (*, I. ☉), correspondant de l'institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

- MM. TOUTAIN (*, I. ☉), professeur de *Droit administratif*.
DANJON (I. ☉), assesseur du doyen, professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.
EDMOND VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.
LAISNÉ DES HAYES (☿, A. ☉), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Droit civil*.
GUILLOUARD (*, I. ☉, C. ✱), professeur de *Droit civil*.
LEBRET (I. ☉), professeur de *Droit civil* (député du Calvados, ancien ministre de la Justice).
CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public* et *privé*, et de *Législation industrielle*.
AMBROISE COLIN (I. ☉), professeur de *Droit civil*.
BIVILLE (A. ☿), professeur de *Procédure civile*, chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français*.

AGRÉGÉS :

- MM. DEBRAY, chargé du cours de *Pandectes*.
RENÉ WORMS (I. ☉, ☿, C. ✱), chargé des cours d'*Économie politique* et d'*Histoire des Doctrines économiques*.
LE FUR, chargé des cours d'*Histoire du Droit public français* et d'*Éléments du Droit constitutionnel*.
ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit romain* et du cours d'*Histoire de la Coutume de Normandie*.
DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel*.

CHARGÉS DE COURS :

- MM. ARON, docteur en droit, chargé d'un cours de *Droit romain*.
PILON, docteur en droit, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

- M. GILLET (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LA BOSNIE ET L'HERZÉGOVINE

ÉTUDE D'HISTOIRE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Samedi 7 Avril 1900, à 2 heures

PAR

ÉTIENNE KNELL

Jury d'examen :

MM. CABOUAT,

PRÉSIDENT.

Suffragants : { RENÉ WORMS, }
LE FUR, } *agregés.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900





Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- Arbois de Jubainville** (H. d'). — Les premiers habitants de l'Europe. Paris, 1889.
- Auerbach** (B). — Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie. Paris, 1898.
- Avelot et La Nézière**. — Monténégro, Bosnie, Herzégovine. Paris, 1895.
- Avril** (A. d'). — Saint-Cyrille et Saint-Méthode. Paris, 1885.
- Beksics**. — La question roumaine et la lutte des races en Orient, 1895.
- Blanqui**. — La Turquie d'Europe. Considérations sur son état social et la polygamie. Paris, 1843.
- Bogisic**. — Le droit coutumier des Slaves méridionaux d'après les recherches de M. Bogisic. Revue de législation ancienne et moderne. Paris, 1876.
- De la forme dite Inokosna de la famille rurale chez les Serbes et les Croates. Paris, 1884.
- Boué** (A.). — La Turquie d'Europe. Paris, 1840.
- Quelques mots sur l'ethnographie de la Turquie d'Europe. Mémoire de la Société de géographie. Genève, 1861.
- Brunswick**. — Le traité de Berlin. Paris, 1878.
- Études pratiques sur la question d'Orient. Paris, 1869.

- Caix de Saint-Aymour** (V^{te}). — Les pays Sud-Slaves de l'Austro-Hongrie, Paris, 1883.
- Capus** (G.). — A travers la Bosnie et l'Herzégovine. Paris, 1896.
- Tatouages en Bosnie-Herzégovine. Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris, IX, 1894.
- Challemel-Lacour**. — Les hommes d'État de la Turquie. Revue des deux Mondes, 15 février 1868.
- Charles Benoist**. — L'Autriche future et la future Europe. Revue des deux Mondes, 15 juillet 1898.
- L'Europe sans Autriche. Revue des deux Mondes, 15 novembre 1899.
- Charmes** (G.). — L'avenir de la Turquie, Paris, 1883.
- La question religieuse en Bosnie et en Herzégovine. Revue des deux Mondes, 1885.
- Chaumette des Fossés**. — Voyage en Bosnie. Paris, 1822.
- Chélard** (R.). — L'Autriche-Hongrie. Paris, 1896.
- Colonna**. — Contes de la Bosnie. Paris, 1897.
- Cons** (H.). — La province romaine de Dalmatie. Paris, 1881.
- Coquelle**. — Histoire du Monténégro et de la Bosnie. Paris, 1895.
- Daniel**. — L'année politique, 1878-1889.
- Dareste** (F.-R.). — Les constitutions modernes. Paris, 1891.
- Dareste** (R.). — Études d'histoire du droit. Paris, 1889.
- Darmesteter** (J.). — Essais orientaux. Paris, 1883.
- Debains** (F.). — Étude sur le régime de la propriété foncière en Bosnie. Paris, 1876.
- Debidour**. — Histoire diplomatique de l'Europe. Paris, 1891.
- Desprez** (H.). — Les questions sociales dans la Turquie d'Europe. Revue des deux Mondes, 1^{er} juin, 1848.
- La grande Illyrie et le mouvement illyrien. Revue des deux Mondes, 15 mars 1847.
- Dozon**. — L'épopée serbe. Paris, 1888.
- Dumont** (A.). — Le Balkan et l'Adriatique. Paris, 1873.

- Engelhardt.** — La Turquie et le Tanzimat. Paris, 1882.
- Funck-Brentano** (Th.). — La civilisation et ses lois. Paris, 1876.
- Gaidoz.** — Les nationalités de la Hongrie. Revue des deux Mondes, 15 août 1876.
- Georgiadès** (D.). — La Turquie actuelle. Paris, 1892.
- Himly.** — Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale. Paris, 1876.
- Jekelfalussy.** — L'État hongrois millénaire et son peuple. Budapest, 1896.
- Jouannin et Jules Van Gaver.** — Histoire de la Turquie. Paris, 1840.
- La Jonquière.** — Histoire de l'empire ottoman. Paris, 1881.
- Klaczko** (J.). — Les évolutions du problème oriental. Revue des deux Mondes, 1878.
- Kohn-Abrest** (F.). — Un printemps en Bosnie. Paris, 1887.
- Korczak-Branicki** (X.). — Les nationalités slaves, 1879.
- Kovalevsky** (M.). — Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété. Stockholm, 1890.
- Lamouche** (L.). — La péninsule balkanique. Paris, 1899.
- Laveleye** (E. de). — La péninsule des Balkans. Paris, 1888.
— De la propriété et de ses formes primitives. Paris, 1877.
- Lefèvre** (A.). — Origines européennes. Paris, 1895.
- Léger** (L.). — Cyrille et Méthode. Paris, 1868.
— Contes slaves. Paris, 1882.
— La Save, le Danube et le Balkan. Paris, 1889.
— Russes et Slaves. Paris, 1890.
— Le monde slave. Paris, 1897.
- Lejean** (G.). — Ethnographie de la Turquie d'Europe, 1861.
- Lyall** (A.-C.). — Etude sur les mœurs religieuses et sociales de l'Extrême-Orient. Paris, 1885.
- Mac-Farlane** (C.). — Constantinople et la Turquie en 1828. Paris, 1829.
- Marbeau** (E.). — La Bosnie depuis l'occupation austro-hongroise. Paris, 1880.

- Massieu de Clerval.** — Rapport sur une mission en Bosnie, 1855. Archives des missions scientifiques, 1856, t. V.
- Mathieu (H.).** — La Turquie et ses différents peuples. Paris, 1857.
- Maury (E.).** — Aux portes de l'Orient. Paris, 1896.
- Mayer (S.).** — Étude sur le Code de procédure pénale pour la Bosnie et l'Herzégovine. Paris, 1892.
- Meignen (E.).** — Huit jours en Bosnie. Paris, 1897.
- Millet (R.).** — Souvenirs des Balkans. Paris, 1891.
- Nanteuil (de la Barre de).** — L'Orient et l'Europe. Paris, s. d.
- Parmentier.** — Voyage dans la Turquie d'Europe. Paris, 1890.
- Perrot (G.).** — Souvenirs d'un voyage chez les Slaves du Sud. Tour du Monde, 1870.
- Pertusier (C.).** — La Bosnie considérée dans ses rapports avec l'empire ottoman. Paris, 1822.
- Pricot de Sainte-Marie.** — De Saraïevo à Tachlidja Bulletin de la Société de Géographie. Paris, 1868.
— L'Herzégovine. Paris, 1878.
- Revue militaire de l'étranger.** — Journal officiel, 6 février 1882.
- Rivière (A.).** — La Zadruga. Bulletin de la Société de législation comparée. Paris, 1888.
- Robert (C.).** — Les deux Panslavismes. Leipzig, 1847.
— Le monde slave, son présent, son passé, son avenir. Paris, 1851.
— Les Slaves de Turquie. Paris, 1852.
- Rousseau (A.).** — Géographie générale de la Bosnie et de l'Herzégovine. Bulletin de la Société de géographie. Paris, 1868.
- Rousset (L.).** — États du Danube et des Balkans. Paris, 1888.
- Saint-René Taillandier.** — La Serbie. Paris, 1872.
- Sorel (A.).** — La question d'Orient au XVIII^e siècle. Paris, 1889.
- Spalaïkovitch (M.-J.).** — La Bosnie et l'Herzégovine (étude

d'histoire diplomatique et de droit international). Paris, 1897.

Starcke (C.-N.). — La famille primitive. Paris, 1891.

Sumner Maine (Henry). — De l'organisation juridique de la famille chez les Slaves du Sud. Paris, 1880.

— Études sur l'histoire des institutions primitives. Paris, 1880.

— Études sur l'histoire du droit. Paris, 1889.

Thiers (Henri). — La Serbie. Paris, 1862.

Thomson (G.). — L'Herzégovine. Paris, 1875.

Ubicini et Pavet de Courteille. — État présent de l'empire ottoman. Paris, 1876.

Viquesnel. — Voyage dans la Turquie d'Europe. Paris, 1868.

Yriarte (Ch.). — Bosnie et Herzégovine. Paris, 1876.

INTRODUCTION

Au nord-ouest de la Turquie, entourées par la Serbie, le Sandjak de Novi-Bazar, le Monténégro, la Dalmatie et la Croatie, la Bosnie et l'Herzégovine forment un plateau entrecoupé de montagnes et de hauteurs.

La Bosnie où la nature apparaît dans toute sa grandeur sauvage et triste, avec ses montagnes aux crêtes aiguës et ses vastes forêts, dont les arbres semblent aussi vieux que la terre où ils sont plantés, a un charme austère, mais très pénétrant. L'Herzégovine, au lieu de forêts, de cascades, de vallées fertiles, ne possède que des montagnes nues, déchirées et d'un accès difficile, des cours d'eau torrentueux. L'une, plus productive, connaît des hivers rigoureux et des étés brûlants ; l'autre jouit d'un climat plus doux, les hivers y sont tièdes et l'ardeur de l'été y est tempérée par les brises de l'Adriatique.

Bien que si profondément séparées par la nature, l'histoire les a réunies par leur commun amour de la liberté et leurs communes misères. Elles furent toujours associées dans leur régime politique et leur organisation intérieure, inséparables dans la bonne comme dans la mauvaise fortune ; opprimées et sujettes l'une et l'autre, confiantes

cependant en leur destinée et, dans les heures de péril, se donnant un mutuel appui pour la conquête de cette indépendance qu'elles croyaient toujours saisir et qui fuyait incessamment. Nous ne les séparerons plus, car leur âme étant commune, leur histoire doit être unique.

Le sort ne leur a pas été favorable, en les plaçant à l'extrémité occidentale de la péninsule des Balkans. La force, qui a tant fait dans le monde, semble s'être exercée avec plus de violence en Bosnie et en Herzégovine. C'est elle qui les donna aux Romains, c'est par elle que les Barbares s'en saisirent, que les Turcs les opprimèrent et que l'Autriche-Hongrie les posséda.

Quand Rome tenta de s'en emparer, elles se défendirent avec tant d'opiniâtreté qu'il fallut de nombreux et courageux efforts des légions pour les subjuguier. Mais ni la puissance romaine, ni la foi chrétienne ne parvinrent à dompter le peuple bosniaque. Et lorsque les Barbares accablèrent l'empire romain, impuissant à les arrêter, la Bosnie redevint libre.

Des Slaves descendirent alors des Karpathes et s'y établirent définitivement.

Après l'effroyable désordre qui suivit les invasions de ces peuples barbares lancés à l'aventure à travers l'Europe, s'ouvrit pour la Bosnie une ère nouvelle. Elle secoua le joug de Byzance et de la Hongrie, le reprit, le rejeta à nouveau et apparut enfin avec le titre glorieux de royaume. Elle eut des jours de grandeur et de prospérité sous ses rois, dont les chants nationaux rappellent encore

les hauts faits. Mais les hérésies vinrent jeter le trouble dans les consciences ; le fanatisme détruisit toute idée de patrie ; la fureur dogmatique bouleversa l'Etat et, pendant qu'une partie du peuple égorgeait l'autre, les Turcs s'approchèrent. A la faveur de la guerre civile, Mahomet II trouva facilement des alliés et devint maître du pays presque sans combat.

C'est vers les premières années du xv^e siècle que le despotisme ottoman s'appesantit sur la Bosnie. L'Herzégovine fut soumise un peu plus tard. Les deux provinces allaient devenir la tête d'attaque de l'islam contre le christianisme. Placées entre l'Occident et l'Orient, ces deux mondes sans cesse occupés à s'envahir et à se dominer mutuellement, elles vécurent dans le choc perpétuel de la force contre la force.

Le pouvoir absolu se fait aisément des amis et des complices ; à côté du peuple s'éleva une noblesse fière et oisive, riche et privilégiée, qui s'attacha fidèlement au vainqueur. Dès lors sujettes, vassales, accablées par les violences des pachas, écrasées par des impôts disproportionnés avec leurs ressources, trahies par les beys renégats, plus cruels que les Turcs eux-mêmes, la Bosnie et l'Herzégovine éprouvèrent toutes les angoisses de l'esclavage. Les guerres ne leur apportaient que la dévastation et la ruine, et, pendant la paix, elles n'étaient conduites que par la crainte. Contraintes de vivre pour le vainqueur, elles perdirent toute énergie. Il arrivait cependant que parfois, souffrant trop, la haine latente se

transformant en fureur, le paysan s'insurgeait, occupait les montagnes, et fusillait impitoyablement ses ennemis. Mais la faim, le froid, l'épuisement de ses munitions, le rappelaient dans ses chaumières qu'il retrouvait dévastées, et la misère devenait plus terrible encore. Les vaincus n'avaient alors qu'à se courber, tout en conservant au fond du cœur la haine la plus implacable contre l'oppresseur. La vie semblait reprendre son cours normal, mais le grand silence qui pesait sur les Balkans n'était que plus douloureux, car il égalait l'immense désespoir de ce peuple impuissant à reconquérir le plus sacré des droits, sa liberté. La pauvre Bosnie n'existait plus que de nom : « une société, dit quelque part Spinoza, où la paix n'a d'autre base que l'inertie des sujets, ce n'est pas une société, c'est une solitude. »

Toutefois au ^{xix}^e siècle, la Turquie sentit, sous la pression de l'Europe, que le temps des conquérants brutaux était passé et qu'il fallait se résigner à adopter quelques idées nouvelles. Mais les réformes, mal comprises par les Bosniaques, encore plus mal appliquées par les fonctionnaires turcs, ne firent qu'aggraver l'état de trouble et d'anarchie. Tenus dans une terreur continuelle, les montagnards devinrent plus audacieux, rien ne les arrêta plus dans leurs tentatives, et bientôt une insurrection éclata en Herzégovine.

Les événements qui se précipitèrent pendant trois ans aboutirent au congrès de Berlin. Un article du traité de Berlin remet à l'Autriche-Hongrie l'administration, pour

un temps illimité, des deux provinces turques, tout en laissant la souveraineté au Sultan. Mais cette souveraineté n'est plus qu'une fiction, et la domination austro-hongroise est définitive. La mission, que les puissances donnèrent à la monarchie, fut délicate et difficile, car elle eut à tout prévoir et à tout organiser. Aussi son œuvre est-elle une véritable colonisation en Europe au xix^e siècle.

PREMIÈRE PARTIE

LA BOSNIE-HERZÈGOVINE, PROVINCE ROMAINE

CHAPITRE PREMIER

L'ILLYRIE ANCIENNE

Avant l'ère chrétienne, la Bosnie fait partie des pays qui, sous le nom d'Illyrie, forment un royaume puissant.

L'ethnographie de ces régions ne peut être qu'une suite d'hypothèses, mais dont la probabilité, aussi complète que possible, nous tiendra lieu de certitude.

De nombreuses controverses ont été soulevées sur l'origine des Illyriens et, si tout le monde est à peu près d'accord pour reconnaître de nombreux restes de cette ancienne population chez les Albanais de nos jours, on est loin de s'entendre sur la part qu'il faut donner dans les mœurs et le langage des Chkipetars au vieux fond illyrien

et à l'influence des éléments étrangers qui sont venus se mêler à lui.

Abandonnant sur sa route là une nation, là des tribus errantes, le flot indo-européen atteignit la vallée du Danube. Le groupe qui, le premier, pénétra dans la péninsule des Balkans se composait des populations que l'antiquité connaissait sous le nom de Thraces, d'Illyriens et de Ligures. Ces trois peuples n'étant séparés par aucune ligne de démarcation bien précise, il est permis de supposer qu'à l'origine ils étaient un même peuple. Les Illyriens, qui ne seraient ainsi qu'un démembrement des Thraces, semblent être les Thraces occidentaux. C'est à partir du v^e siècle avant notre ère, que la domination thrace et illyrienne atteignit son plus grand développement dans la vallée du Danube, entre les Celtes à l'ouest et les Scythes à l'est.

Les Illyriens s'étendaient au sud le long de la mer Adriatique. A la chute de l'empire scythique au iv^e siècle, ils s'avancèrent vers le nord et occupèrent la Pannonie. Non contents de ces succès, ils attaquèrent les Thraces et les chassèrent de la vallée de la Morava. Le peuple illyrien à qui revient l'honneur de ces conquêtes était connu sous le nom d'Autariates.

Les Autariates étaient maîtres de la Pannonie et d'une grande partie de la Thrace, quand, vers la fin du iv^e siècle, l'invasion celtique vint porter un coup terrible à leur puissance. C'est alors, en effet, que les Celtes, maîtres de presque toute l'Allemagne moderne, de la Gaule, de

l'Espagne et de l'Italie, entreprirent la conquête des contrées orientales de l'Europe et s'emparèrent des pays allant des rives du Danube au bord de l'Adriatique.

Des Illyriens, les uns furent refoulés vers le sud et pénétrèrent plus avant dans la péninsule, les autres se mêlèrent aux envahisseurs. Bien que Tacite nous dise que les Illyriens ne parlaient pas la même langue que les Gaulois, le mélange des deux races fut tel qu'Appien put établir la plus étroite parenté entre les Illyriens et les Celtes, et que la même tribu fut considérée tantôt comme illyrienne et tantôt comme gauloise.

D'ailleurs, nous n'avons que fort peu de renseignements sur ces populations. « Les hommes de ces régions, dit « Hérodiën, sont grands et vigoureux de corps, toujours « prêts pour la guerre et le massacre, mais épais d'esprit « et ne pouvant que difficilement saisir les finesses et les « ruses (1). »

Quoique adonnés à l'ivresse et fameux par leurs orgies, ils vivent très longtemps. L'un de leurs plus illustres chefs, Bardylis, l'adversaire de Philippe de Macédoine, combattait encore à cheval à l'âge de 90 ans. S'il faut en croire Strabon (2), ils ont de tout temps cultivé la musique et fait usage d'instruments à vent et à cordes.

Leur superstition les poussait à immoler des victimes humaines ; nous voyons, dans Arrien (3), un de leurs

(1) Hérodiën, II, 9.

(2) Strabon, VII, 5, 7.

(3) Arrien, I, 5.

rois, Clitos, immoler avant un combat trois jeunes garçons, trois jeunes filles, et trois béliers noirs.

Pêcheurs ou pirates sur la côte, bergers ou brigands dans l'intérieur des terres, ils sont tous d'une égale férocité. Les uns sont soumis à l'autorité d'un chef, les autres sont en monarchie, d'autres forment des petites républiques et se gouvernent eux-mêmes. La guerre est leur unique passion, et partout où elle se fait on les trouve.

« Pour qui ne les connaît pas, écrit Thucydide, l'aspect de ces barbares est effrayante. L'aspect de leur multitude épouvante, leurs cris assourdissent ; la vaine agitation de leurs armes produit une impression de terreur. Mais à côté de cela, n'ayant point d'ordre de bataille, ils ne rougissent pas d'abandonner leur poste dès qu'ils sont pressés. Chacun n'obéissant qu'à son impulsion personnelle trouve dans son indépendance un prétexte plausible pour se sauver. Au lieu de joindre l'ennemi corps à corps, ils trouvent plus prudent de l'intimider de loin (1). »

Malgré ce manque de discipline, Lucien (2), dans ses *Dialogues*, fait dire à Philippe que ses victoires sur les Illyriens sont de plus grands exploits que les succès de son fils sur les Perses.

Nous verrons que les insurrections de l'Illyrie furent parmi les plus terribles que Rome eut à réprimer, et que les Illyriens domptés devinrent d'admirables soldats.

(1) Thucydide, IV, 126.

(2) Lucien, *Dialogues*, X, 44.

Quelle est la part de l'élément slave dans l'ethnographie de l'ancienne Illyrie ?

Pendant longtemps on a admis que les Slaves n'étaient arrivés en Europe qu'au v^e ou au vi^e siècle, et qu'ils se seraient établis alors pour la première fois sur les bords de l'Adriatique. Mais il résulte de l'induction, d'une étude plus approfondie de l'histoire et de la philologie, que les Slaves étaient établis au bord du Danube et sur les montagnes de l'Illyrie depuis la plus haute antiquité. Les chants populaires des Slaves méridionaux parlent fréquemment d'Alexandre et de la conquête romaine. Même il est une légende (l'orgueil national la fit naître), qui raconte que trois frères, Tcheck, Leck et Russ, pour se soustraire aux vexations d'un proconsul, partirent de l'Illyrie et allèrent fonder les trois grands royaumes slaves du nord, la Bohême, la Pologne et la Russie.

Si nous interrogeons l'histoire, nous voyons que parmi les peuples qui habitaient la future province romaine d'Illyricum, il en est un dont le nom est répété sans cesse, c'est celui des Vendes ou Vénètes. Hérodote (1) nous les représente comme des marins habitant les bords de l'Adriatique. Ils faisaient le commerce important de l'ambre qu'ils recevaient des côtes de la Baltique et portaient ensuite aux peuples de la Méditerranée et de l'Asie. Ils transportaient aussi des fourrures qui étaient très recherchées des Orientaux.

(1) Hérodote, livre III, ch. cxv.

Ce peuple, grâce à son esprit commerçant et aventureux, acquit une grande étendue et une grande puissance. Il colonisa en Lydie et en Phrygie ; il connut la Gaule, la Belgique et la Grande-Bretagne.

Tacite voyait chez les Vendes un peuple germain (4), mais il est fort probable qu'ils étaient les Slaves de l'antiquité.

Ce fut l'opinion de tous les chroniqueurs du moyen-âge et en particulier du goth Jornandès (2). Cet écrivain reconnaît, en effet, que les Slaves avaient formé une vaste unité sous le nom antique de Vinides.

La présence des Slaves avant notre ère dans les provinces illyriennes et sur le Danube est prouvée en outre par une foule de noms de lieux, de fleuves et de montagnes, qui ne trouvent leur explication que par les dialectes slaves.

Enfin, le plus ancien des historiens slaves, le vieux Nestor, fait venir les Russes de l'Illyrie (3).

Mais les premiers Slaves de l'Europe ne tardèrent pas à tomber sous le joug de leurs voisins. Le peuple celtique des Bastarnes ruina une partie de leur puissance en isolant les Vendes de l'Illyrie des Vendes de la Pologne.

Puis les Slaves, marins et cultivateurs paisibles, ne surent résister à l'oppression des Thraces, et devinrent

(1) Tacite, *Mœurs des Germains*, XLVI.

(2) Jornandès, *de Getarum sive Gothorum, origine et rebus gestis*, ch. V.

(3) Chronique dite de Nestor, traduite par L. Léger, Paris, 1884.

une proie facile pour les Liburnes, pirates asiatiques, qui avaient trouvé des alliés chez les Étrusques.

Arrivés peu après les dévastations étrusques, les Gaulois furent accueillis presque comme des libérateurs. Cette attitude des Slaves contribua beaucoup à l'établissement de la domination gauloise en Illyrie. Les descendants de Bellovèse y devinrent si puissants, qu'ils se crurent assez forts pour disputer aux Grecs la Méditerranée.

Sur le continent, selon l'habitude barbare, ce peuple illyrien, mélange d'éléments slaves et celtiques, ne pouvait rester en paix avec ses voisins. Par la terreur qu'il inspire, par son ardeur belliqueuse et sa manière de combattre, il soumet les Macédoniens, et Amyntas, père de Philippe, doit lui payer tribut. Un de ses chefs, Bardylis, semble avoir constitué un véritable empire illyrien, et son autorité s'étendait de la Thrace à l'Adriatique.

Philippe est constamment en guerre contre les Illyriens, et Plutarque rapporte que le jour même de la naissance d'Alexandre, Parménion, son lieutenant, remportait une victoire décisive sur eux.

Alexandre les dompte entièrement grâce à la discipline et à la solidité de ses troupes, mais, à sa mort et profitant de l'état d'anarchie qui en fut la conséquence, les Slavo-Gaulois d'Illyrie purent reconquérir leur liberté première.

Dès lors ce ne fut pas seulement contre la Macédoine que les Illyriens exercèrent leur intrépidité. On les vit sur tous les champs de bataille. Ce fut surtout sur mer qu'ils

devinrent redoutables. Appien (1) nous apprend, en effet, que de tous les peuples de la Méditerranée, ils étaient ceux qui savaient construire les meilleurs vaisseaux de guerre, que ces vaisseaux, par leur légèreté et la vitesse de leur course, l'emportaient sur tous les autres, et volaient sur les mers pareils à des oiseaux de proie.

(1) Appien, *Illyr*, 2.

CHAPITRE II

LA CONQUÊTE ROMAINE

I

Tandis que les Illyriens, par leurs pirateries, devenaient les ennemis communs de tous les peuples, Rome jetait les premiers fondements de sa puissance maritime.

Les attentats chaque jour plus fréquents, les attaques continuelles enlevaient toute sécurité au commerce ; les navigateurs, les marchands étaient sans cesse exposés à l'esclavage ou à la mort.

Les Romains, vainqueurs de Carthage, ne pouvaient tolérer de pareils abus. L'Illyricum, qui devait devenir une des plus belles provinces de l'empire et lui donner deux de ses plus puissants empereurs, n'était alors considéré que comme un nid de pirates qu'il fallait non pas conquérir, mais soumettre et occuper solidement pour le réduire à l'impuissance.

Teuta, reine des Illyriens, reçut un jour deux ambassadeurs qui venaient lui demander raison de ses méfaits. La reine promit de veiller avec soin à ce que les Romains

n'eussent pas à souffrir des attaques des forces publiques, mais ajouta que les rois illyriens n'avaient pas de loi qui leur permit de priver les particuliers des bénéfices de la mer. — « Les Romains, répond le jeune Coruncanius, ont l'habitude de venger avec les forces publiques les offenses faites aux particuliers et, avec l'aide des dieux, s'efforceront de vous contraindre promptement à redresser les coutumes des rois d'Illyrie. »

Ces fières paroles coûtèrent la vie aux ambassadeurs, et à Rome la guerre fut immédiatement résolue (229).

Deux consuls menèrent activement la campagne et au printemps suivant Teuta demanda la paix. Elle paya désormais tribut et perdit la plus grande partie de ses états.

En 222, l'Illyrie en lutte avec la Macédoine se souleva contre Rome; le Sénat inquiet décida l'envoi de deux consuls; Livius Salinator et Æmilius Paulus entrèrent en campagne. Les Illyriens effrayés se soumirent et protestèrent de leur grande amitié pour les Romains. Les deux consuls obtinrent les honneurs du triomphe; ce fut le seul résultat de leur brillante campagne, car la soumission des Illyriens était encore loin d'être définitive.

Rome, dont toute l'attention et toutes les forces étaient dirigées du côté d'Annibal, dut se désintéresser pendant quelque temps de sa nouvelle conquête.

Le roi de Macédoine fut très heureux de saisir cette occasion pour s'emparer d'une partie de l'Illyrie. Mais bientôt Gentios, roi d'Illyrie, après avoir longtemps

hésité, s'allia contre Rome avec le roi de Macédoine. La guerre recommença immédiatement.

Rome gagna une partie des sujets de Gentios, et avec leur concours le battit en 20 jours. Si l'on en croit Tite-Live (1), ce fut la seule guerre dont on apprit à Rome l'achèvement avant même d'avoir su qu'elle était entreprise.

Gentios, qui ne fut en somme qu'un chef de corsaires, à la seule vue des aigles romaines, se jeta aux pieds du préteur en implorant sa grâce.

Le Sénat organisa la conquête avec beaucoup de modération. Il envoya en Illyrie des commissaires qui proclamèrent libres les peuples de la contrée. Toutefois, elle était annexée à l'empire romain.

Les impôts furent réduits de moitié, mais malgré ces sages mesures les exactions des proconsuls et des préteurs firent souvent regretter les rois.

L'Illyrie fut divisée en trois districts, les magistrats furent électifs, mais les individus d'un district ne purent contracter alliance, ni acquérir des immeubles dans le district voisin. C'était pour étouffer tout réveil de l'esprit de nation.

Malgré cette atteinte à la liberté, les villes nommèrent régulièrement leurs magistrats annuels, et jouirent des avantages accordés aux villes « immunes et liberae. »

La soumission définitive des Illyriens devait coûter

(1) Tite Live, XLIV, 30, 32.

encore bien des efforts à Rome. Sans cesse les peuplades alliées avaient à se plaindre d'eux. La République faisait des menaces, les pillages continuaient, elle envoyait une armée, et la frayeur dictait les plus belles promesses, toujours renouvelées, jamais tenues, jusqu'au jour où les Romains se décidaient à recourir à la force. Il est vrai que Rome ne songeait pas encore à la véritable conquête, elle ne cherchait qu'à pacifier le pays pour sa propre sûreté, sans penser à tirer un autre parti de ses succès.

Ces peuples, d'ailleurs, étaient dans l'état le plus complet de barbarie. Rien de plus sauvage que ces hommes qui sacrifiaient leurs prisonniers à Bellone et à Mars, buvaient le sang humain dans des crânes et qui, d'après Strabon (1), ont mérité d'être appelés brigands par les brigands eux-mêmes.

Dans la répression, Rome montra une impitoyable rigueur. On retourna contre eux leurs habitudes cruelles, le fer, le feu, la torture, tout était bon, « par un raffinementinouï, dit Florus (2), on leur coupait les mains « en les laissant survivre à cet affreux supplice. »

César reçut de la loi Vatinia le commandement pour cinq années de la Gaule cisalpine et de l'Illyrie.

Défenseur naturel de ces provinces, non seulement il avait mission de les défendre, mais il pouvait, en cas de

(1) Strabon, VII, 5, 42.

(2) Florus, III, 4.

besoin, commencer lui-même la guerre s'il le jugeait nécessaire à la sécurité de la province.

En 54, il réprima un léger soulèvement; quelques années plus tard, vingt cités dalmates s'unirent à soixante villes illyriennes pour rejeter le joug de Rome. Les troupes envoyées par César furent détruites, mais il ne les vengea pas, car il ouvrait alors les hostilités contre Pompée.

L'Illyrie se déclara pour Pompée, non par conviction, mais parce que César, qui l'avait gouvernée pendant dix ans comme proconsul, lui représentait plus directement l'autorité romaine dont elle voulait s'affranchir.

Les lieutenants de César et de Pompée se rencontrèrent dans l'Illyrie supérieure, c'est-à-dire la Bosnie et la Rascie, et se firent une guerre opiniâtre. Après la bataille de Pharsale, Vatinius reprit la province. César rentrait à Rome, les Illyriens offrirent leur soumission.

César repoussa leur alliance, mais leur promit le pardon, s'ils payaient un tribut et donnaient des otages.

La nouvelle de la mort de César ralluma partout l'insurrection, et Octave dut entrer lui-même en campagne. En fait, depuis plus de dix ans, l'Illyrie était indépendante.

Dès que les événements le lui permirent, désireux d'exercer et de s'attacher ses soldats, Octave acheva la soumission des peuples de la côte; puis s'avancant dans l'intérieur du pays, il dompta tous ceux qui s'étaient révoltés contre Rome. Le Sénat lui vota les honneurs du triomphe, et le butin fait dans la guerre servit à la construction à Rome

d'un portique et d'une bibliothèque qui fut appelée Octavienne.

A l'époque où la République romaine allait faire place à l'empire, l'Illyrie semblait donc pacifiée.

Jusque-là, ses habitants, grossiers et cruels, étaient restés étrangers à toute civilisation, mettant leurs qualités naturelles d'énergie et de courage au service de luttes fratricides et de brigandages.

Rome, en leur apportant la paix, la prospérité et des institutions régulières, allait les transformer en soldats disciplinés et intrépides qui formeraient un solide obstacle aux invasions des Barbares.

Mais toute conquête, quels que puissent être ses bienfaits, crée toujours des haines immédiates. Toute civilisation supérieure entraîne plus de charges que l'état de barbarie. Tout chef d'un peuple de brigands paraît moins despotique qu'un gouverneur étranger, fût-il envoyé par le plus grand législateur de l'Occident. Les Romains policèrent les Barbares vaincus, les uns après les autres, des bords de l'Adriatique à l'Euphrate, mais ne purent que bien difficilement étouffer en eux l'amour de l'indépendance.

Déjà quelques peuplades s'étaient affranchies des exigences de Rome, mais le danger n'était pas imminent, aussi, dans le partage des provinces entre Auguste et le Sénat, ce dernier reçut la Dalmatie. Comme dans toute province sénatoriale, on mit à sa tête un proconsul.

En l'an XV av. J.-C., les provinces de l'intérieur s'agi-

tèrent, et, en plein hiver, Agrippa dut marcher contre elles.

Son approche arrêta le mouvement, mais trois ans après, les griefs naturels de tous les vaincus étant envenimés par la rapacité des fonctionnaires romains, l'insurrection éclata terrible des Alpes au Danube.

A Rome, l'alarme fut grande ; des levées extraordinaires eurent lieu. Auguste fit appel à Tibère. Celui-ci ne ménagea ni le pays, ni les habitants, détruisa toute la région, désarma la population et vendit les plus braves comme esclaves.

Dès l'année suivante, ce peuple avait déjà retrouvé des armes et des guerriers. Tibère, obligé de se multiplier pour combattre à la fois tantôt les uns, tantôt les autres, ne put conjurer le péril que grâce à beaucoup de force et d'habileté.

La fermentation continuait cependant dans les provinces danubiennes, la Thrace s'agitait, les Daces se jetaient sur la Pannonie. Toute la Germanie était en mouvement, des nouvelles alarmantes arrivaient d'Illyrie.

En l'an VI, la révolte éclata. Tibère commit l'imprudence de faire armer les Dalmates pour combattre les Germains. Quand ils furent rassemblés et qu'ils se virent jeunes et vigoureux, au souvenir de leur indépendance perdue, ils se sentirent les alliés naturels de tous les peuples soulevés contre le joug de la ville éternelle, et, au lieu de suivre les aigles romaines, ils massacrèrent les premières légions qui se présentèrent.

Ce fut le signal de l'insurrection : Pannoniens, Dalmates, Illyriens, tous unis dans leur œuvre commune de dévastation, parcoururent le pays en semant partout la ruine et massacrant les Romains qu'ils rencontraient.

« Le nombre des peuples et des nations soulevés s'élève en tout à plus de 800.000 individus, dit Velleius Paterculus; ils avaient réuni environ 20.000 fantassins exercés et 9.000 cavaliers. Obéissant à des chefs ardents et expérimentés, une partie de cette immense multitude avait résolu de gagner l'Italie (1). »

« Ce fut, dit Suétone, la plus sérieuse de toutes les guerres étrangères après les guerres puniques (2). »

Tibère arriva précipitamment à la tête de son armée, mais dans un pays coupé de fleuves et de montagnes, si favorable à une guerre de partisans, il ne chercha pas à engager d'actions générales. Il préféra bloquer l'ennemi et le prendre par la famine. Il prit ses quartiers d'hiver, laissant les insurgés se livrer au pillage le plus effréné.

Quand les hostilités reprirent, le système d'attente de Tibère porta ses fruits. Les Barbares, qui faisaient tête si courageusement à 200.000 Romains, n'avaient pas compté sur un ennemi plus terrible encore, la faim. Les terres sans culture ne donnèrent pas de moissons. Une mortalité affreuse, causée par des aliments détestables, les décima. L'état de désolation où ils se trouvaient engendra

(1) Velleius Paterculus, II, 440.

(2) Suétone, Tib, 16.

parmi eux la désunion. Une révolution obscure vint jeter le trouble dans leurs rangs. Sans avoir été vaincus, ils durent se soumettre ; ils ne rendirent pas leurs armes, elles leur tombèrent des mains.

Ces milliers de jeunes gens si arrogants, qui menaçaient l'Italie de la servitude, vinrent se prosterner aux pieds de Tibère.

« Les armes des vaincus, écrit Florus, ne furent point
« brûlées selon l'usage de la guerre, on les jeta dans le
« courant et elles allèrent annoncer cette victoire à ceux
« qui résistaient encore (1). »

Afin d'étouffer sous des ruines les dernières étincelles de l'incendie, on soumit la Dalmatie et la Pannonie à une dévastation régulière.

Baton, un des chefs de l'insurrection, fut poursuivi jusque dans les montagnes et les forêts impénétrables de la Bosnie orientale ; ses compagnons furent chassés, traqués et tués comme des bêtes fauves.

Les dernières bandes se défendirent avec héroïsme. C'est ainsi que lors de la prise et de l'incendie d'Arduba par Germanicus, les femmes, plutôt que de devenir esclaves, saisirent leurs enfants et se précipitèrent les unes dans le feu, les autres dans le fleuve.

Par cette guerre qui avait employé quinze légions et un nombre égal d'auxiliaires, « tout l'Illyricum, dit Suétone, « c'est-à-dire le pays qui est compris entre l'Italie, le

(1) Florus, IV, 12.

« royaume de Norique d'un côté, la Thrace et la Macé-
« doine de l'autre, du Danube à l'Adriatique était dompté
« et réduit à la sujétion (1) ».

Le résultat obtenu était donc très grand et cette guerre fut célèbre par le courage et l'héroïsme des Illyriens autant que par les expéditions de Tibère.

Quelques bandes restèrent dans les montagnes, le reste releva ses cabanes, se remit à défricher ses terres, apprit à exploiter ses mines, et, ne pouvant être libre, pensa que le meilleur parti à prendre était de devenir Romain.

Des marchands accoururent, apportant avec eux les mœurs et la langue de l'Italie et bientôt, s'il faut en croire Florus (2), beaucoup parmi ces Barbares cultivèrent les lettres et se familiarisèrent avec les exercices de l'esprit.

Tibère dota le pays de grandes voies, aussi utiles à la stratégie qu'au commerce. Se souvenant de ce mot d'un chef dalmate qui lui reprochait de n'envoyer pour garder ses troupeaux, ni des chiens, ni des bergers, mais des loups, il choisit pour l'œuvre d'apaisement et de civilisation qui restait à faire, des gouverneurs excellents. Le prince portait beaucoup d'intérêt à l'Illyrie. « Il veillait, « nous dit Tacite, à ce que de nouvelles charges ne portassent point l'effroi dans les provinces, et il empêchait « que les anciennes ne fussent aggravées par l'avarice ou « la cruauté des magistrats (3). »

(1) Suétone, Tib, 16.

(2) Florus, IV, 12.

(3) *Annales*, IV, 6.

II

Désormais la Bosnie et l'Herzégovine, comprises dans les districts de Salona et de Naron, firent partie de la province romaine d'Illyricum.

L'ordre régna, les mœurs se polirent, et la province devint prospère. Les descendants des anciens Illyriens, mêlés aux Celtes et aux Romains, devinrent des travailleurs actifs et laborieux.

Au point de vue administratif, tout était à créer. Les Romains n'eurent à tenir compte que d'une organisation de clans et de familles, très primitive, mais où se conservaient pourtant des traditions d'indépendance qu'ils ne durent toucher qu'avec beaucoup de prudence. Tout au plus ces peuples choisissaient-ils un chef pour la guerre ; ce chef n'avait du reste aucune autorité sur les hordes qu'il était censé commander.

L'organisation de la province fut très hésitante jusqu'au jour où elle devint province impériale. Au régime barbare fait de désordre, de violence et de faiblesse, succéda l'habile système d'administration qui fut une des causes principales de la grandeur de Rome.

Le légat propréteur résidait à Salona et tenait des assises à Naron et à Scardona. Il était nommé par l'empereur qui restait le proconsul et le chef direct de la province. Représentant du prince, il marchait dans les cérémonies précédé de cinq licteurs. Toutes les légions étaient

sous ses ordres. Entouré d'assesseurs nommés par l'empereur, il était l'autorité judiciaire la plus haute dans la province, pouvait envoyer aux mines et condamner à mort.

Mais l'empereur proconsul avait toujours le droit de modifier par un édit du préteur, plus tard on dira une constitution, les institutions établies.

Toutefois l'organisation municipale fut toujours respectée. Rome savait en effet tempérer l'extrême sujétion qu'elle imposait aux vaincus en leur laissant quelques apparences de liberté. Partout en Dalmatie nous rencontrons des cités avec leurs curies. Mais le nombre et les attributions des magistrats municipaux différaient suivant les villes. La forme duumvirale était la plus répandue.

Remarquons que les cités pouvaient s'associer entre elles.

Quant aux finances locales, le gouverneur avait sur elles un droit de contrôle absolu. Et cela bien avant que les libertés municipales eussent disparu sous Dioclétien.

L'État percevait le produit des mines, carrières et salines qui étaient en grande partie sa propriété. Les droits de douane et de péage étaient également perçus pour son compte. Certaines villes avaient établi à leur profit des droits analogues.

L'impôt qui pesait le plus lourdement sur la province était le *tributum* que chacun devait payer d'après le cens et l'estimation de ses biens. Aboli à Rome après la conquête de la Macédoine, dans toute l'Italie après la guerre

sociale, cet impôt fut rétabli par Auguste. Il comprenait une capitation et un impôt sur les terres exigible en argent ou en nature. Des levées extraordinaires, des corvées pour les routes, le transport du matériel de guerre augmentaient encore ces charges. Les non-propriétaires payaient comme équivalent à l'impôt foncier une capitation dite *plebeia*.

Malheureusement, le trésor ne recevait qu'une partie de ce que payaient les contribuables, les collecteurs d'impôts en retenant une forte part, et le gouverneur lui-même n'était pas toujours irréprochable. Continuellement les armées romaines passaient en Dalmatie, de là pour les habitants les corvées de transport, l'obligation de logement et des réquisitions sans nombre à un prix rarement rémunérateur.

Le service militaire n'était pas exigé personnellement des Dalmates, mais chaque propriétaire devait, en proportion de sa fortune, contribuer au recrutement de l'armée, en fournissant un soldat, seul, ou en commun avec d'autres propriétaires, ou en payant une contribution spéciale. Quelquefois on obligeait au paiement de la contribution, sans laisser le choix.

Le commerce était très actif en Illyrie. Une grande partie des marchandises de l'Orient arrivaient à Rome par cette province. Aussi le *portorium illyricum* était-il un des principaux aliments du trésor de l'empire.

Tous les pays composant l'Illyrie étaient réunis en une seule ferme. L'adjudicataire ou *conductor* avait des sous

ordres, affranchis le plus souvent, qui percevaient le montant des droits, soit dans les ports, soit aux frontières.

Une taxe du huitième était perçue à la frontière de l'empire sur tous les objets de luxe importés, et une autre du quarantième frappait les objets de première nécessité entrant dans l'empire et, en outre, circulant de province à province.

Il existait à la sortie un certain nombre de prohibitions et quelques droits d'exportation, sans compter beaucoup de péages, de droits de passage, et droits de quai.

Sous la tutelle des magistrats de Rome et la protection des légions, la Bosnie et l'Herzégovine, comme toute la province de Dalmatie, pendant plus d'un siècle à partir de Vespasien, purent jouir d'une paix profonde. Elles participèrent à l'immense essor que prirent les travaux publics; et encore aujourd'hui, on voit à Mostar un pont d'une seule arche construit, suivant la tradition, sous le règne de Trajan. Les empereurs montraient d'ailleurs une très grande sollicitude pour les provinces, se faisant rendre un compte rigoureux de leurs revenus, pour compléter ce qui leur manquait, et leur faisant remise des sommes considérables qu'elles devaient au trésor.

Mais déjà les cris des Barbares, qui devaient détruire l'œuvre romaine, commençaient à se faire entendre. L'Illyrie était menacée, et Marc-Aurèle tentait d'arrêter les premiers envahisseurs. Il dut faire appel à des contingents dalmates. Ces troupes irrégulières, quoique très dangereuses pour qui les employait, étaient néanmoins pré-

cieuses par leur force de résistance. Mais la misère suivait leur passage, car elles n'attendaient pas d'être en pays ennemi pour exercer leurs pillages.

L'empereur occupé de la protection de ses frontières, oubliait les intérêts matériels des provinces, et négligeait des mesures de la plus haute importance, comme l'entretien des routes. On laissait aux villes le soin de pourvoir aux travaux d'utilité générale.

En 229, les Germains franchirent le Danube. Le danger devenant chaque jour plus grand, les charges augmentaient, le commerce diminuait, la province commençait à souffrir.

Elle fut bientôt ruinée par une incursion des Goths, qui ravagèrent tout le pays jusqu'à l'Adriatique.

La Dalmatie, placée entre la Pannonie et la Mésie, ne recevait pas les premiers coups, mais, située sur le chemin de l'Italie, objet de toutes les convoitises des Barbares, elle était appelée à disparaître.

Rien n'eût pu arrêter leurs efforts, car il n'est pas d'armée, ausssi courageuse et disciplinée qu'on la suppose, qui puisse résister à des peuples entiers contraints de s'expatrier par nécessité.

Parmi les empereurs illyriens qui retardèrent la chute de Rome, Dioclétien modifia le système administratif des provinces.

La Dalmatie forma deux provinces : la Dalmatie proprement dite et la Prévalitane qui comprenait l'Herzégovine et la Bosnie en partie du moins.

Chacune était administrée par un *præses* entouré d'un grand nombre de fonctionnaires et ayant directement sous ses ordres un chef des secrétaires, un chancelier, deux secrétaires archivistes, un greffier, deux substituts, un rédacteur et des expéditionnaires.

L'administration civile était absolument distincte de l'administration militaire.

Le *præses* avait certains droits en matière de finances, mais à côté de lui existait toute une administration financière distincte, sous les ordres du comte des largesses sacrées et du comte des largesses pour l'Illyrie.

Un contrôleur général pour la Dalmatie avait la surveillance des services financiers, jugeait les réclamations en matière d'impôts et les procès relatifs aux mines. Il tenait le compte de tous les revenus de la province, faisait rentrer les fonds dus au trésor et avait le droit de faire vendre le bien du débiteur.

Ses sentences étaient susceptibles d'appel devant le comte des largesses sacrées.

Tous les fonds perçus par les collecteurs étaient centralisés à Salona dans la caisse centrale de la province et transmis au comte.

En raison des manufactures de l'État, comme la teinturerie impériale de Salona et des ateliers de tissage et lissage que l'on trouvait en Dalmatie, il y avait un *comes commerciorum* qui surveillait le commerce, le trafic des matières rares et précieuses et contrôlait le monopole du sel.

L'État surveillait avec soin l'exploitation des mines d'or; le *comes metallorum per Illyricum* était chargé de ce service sous les ordres du *comes sacrarum largitionum*.

La réorganisation de Dioclétien qui augmenta beaucoup les charges de l'empire n'eut pas un grand effet en Dalmatie. Les Barbares ne lui en donnèrent pas le temps.

En outre, dans son œuvre civilisatrice, Rome n'avait pu triompher des mœurs des populations qui, au fond, restaient primitives. Et pourtant, pourquoi cette Illyrie, qui s'était si bien défendue contre les Romains, céda-t-elle tout d'un coup aux Barbares ? C'est qu'elle était habitée par des hommes libres luttant pour leur indépendance lorsque les légions l'attaquèrent, tandis que, sous le joug de Rome, elle ne fut plus composée que d'esclaves, trop souvent dominés par des maîtres amollis.

Si nous en croyons Juvénal, les descendants des indomptables peuples de l'Illyrie étaient les porteurs de litières les plus recherchés des dames romaines (1).

(1) Juvénal. *Satires*, III, IV.

CHAPITRE III

INVASIONS DES BARBARES. — LES ANCIENS SLAVES

En 323, Constantin devenait maître de tout l'empire. La fondation de Constantinople eut un contre-coup désastreux sur la province d'Illyrie. L'Italie tomba quand Constantinople s'éleva. Il semble que Constantin ait immolé l'Occident à l'Orient.

Tant que la Dalmatie avait servi de rempart à Rome, elle avait été l'objet de toute l'attention des empereurs. Désormais, loin de la capitale, sa situation devint celle d'une province malheureuse, mal défendue, continuellement menacée, abandonnée en quelque sorte aux Barbares.

Ils s'arrêtent d'abord dans la région du Danube, le pays est fertile, Constantinople naissante ne les attire pas encore, Rome est loin.

Mais tous ces peuples courent au pillage les uns après les autres ; de nouveaux envahisseurs arrivent, et refoulent les anciens. L'Illyrie est mal gardée, ils y pénètrent, et se livrent aux plus grandes violences. Ils ne viennent pas en effet en conquérants, pour augmenter

leur puissance, ou donner des lois aux vaincus, ils viennent, chassés de leur pays par la famine ou la guerre, chercher une nouvelle demeure, et exterminer les populations pour vivre de ce qui les faisait vivre.

Quelquefois on leur donne des terres, essayant ainsi de les arrêter dans leur marche; quelquefois on les bat, et on jouit de quelques années de repos. Mais bientôt la paix est violemment rompue par une nouvelle invasion.

L'état de toutes ces provinces, où la disette et les tremblements de terre s'ajoutaient à de tels désastres, inspirait à saint Jérôme quelques-unes de ses plus belles lettres. « Depuis plus de vingt ans, écrit-il, l'on voit tous
« les jours couler du sang humain entre Constantinople
« et les Alpes Juliennes... Partout, ce n'est que deuil et
« que gémississement, et l'on est frappé en tous lieux et à
« toute heure de l'image affreuse d'une mort présente et
« inévitable... Hélas, nous voyons tomber toute la puis-
« sance et toute la gloire de l'empire romain, et néanmoins
« notre orgueil se soutient toujours au milieu de ses
« ruines (1). »

En 370, l'empereur Valens permet aux Goths de s'établir sur la rive droite du Danube. Ils se soulèvent bientôt, l'empereur est battu et tué à Andrinople.

Théodose traite avec eux et ils se fixent en Thrace.

En 395, Théodose meurt, Alaric pénètre en Grèce; quelques années encore et Rome cessait d'être Rome.

(1) Saint Jérôme. *Lettre à Héliodore sur la mort de Népotien.*

Tout l'empire d'Occident dévasté et déchiré par des sauvages allait disparaître en droit et en fait. Les empereurs d'Orient n'allaient se maintenir qu'en se rendant tributaires des chefs barbares.

L'Illyrie languissait sous les coups des Barbares qui l'accablaient sans relâche, et, après avoir connu des institutions sages et bienfaisantes, elle allait retomber dans l'état de sauvagerie dont elle n'était sortie que par des convulsions terribles.

Néanmoins le premier rang dans l'histoire appartient désormais à ces Barbares, dont la férocité fera place aux mœurs plus douces et aux croyances des vaincus. Ils vont constituer les grands peuples modernes.

Demandons-nous maintenant quel fut le sort de la race slave au milieu de ces invasions.

Nous avons vu que les Vendes ou Slaves primitifs s'étaient mêlés dans de fortes proportions à des colonies celtiques. Après la conquête de Rome, le nom de Vendes disparaît et fait place à celui plus général d'Illyriens, mais il subsiste encore en Occident pour désigner les Slaves restés libres. C'est en ce sens que l'emploie Jornandès de Ravenne (1).

Procopé de Byzance (2), organe de l'Orient, les appelait Spores, d'où est venu le nom de Serbes. Vers l'an 950,

(1) Jornandès. *De Gothorum origine*, V, xxiii.

(2) Procopé. *De Bello gothico*, III, 14.

l'empereur Constantin Porphyrogénète divisait les Serbes en deux branches : les Serbes blancs ou libres, et les Serbes noirs ou subjugués.

Le nom de Slaves n'apparut que plus tard. Ce nom désignait l'ensemble de leur race et de leurs petites républiques. Les tribus, qui portaient des noms empruntés aux rivières et aux montagnes, étaient toutes plus ou moins confédérées, mais sans aucune espèce de centralisation, ni d'unité politique.

Vers le III^e siècle, d'autres Slaves s'avancèrent insensiblement vers l'Illyrie. Ils étaient poussés par les hordes asiatiques qui pénétraient dans la Scythie européenne.

Mais dans le mouvement de toutes ces peuplades qui se heurtaient et se succédaient aux mêmes lieux, il nous est impossible de suivre le sort des Slaves encore indépendants.

Ce qu'on peut recueillir de plus probable au milieu de tant de doutes, c'est que les Slaves furent tributaires des Sarmates et furent en lutte avec les Goths.

Au IV^e siècle, le plus puissant chef des Goths, Ermanrik, se précipita sur les Sarmates, puis sur les Slaves et, après vingt ans de combats, ces derniers furent totalement réduits en esclavage. Le grand panégyriste des Goths, Jornandès, nous apprend en effet qu'aucune des peuplades slavones n'échappa au joug d'Ermanrik.

La domination des Goths dût être très oppressive, car nous voyons les Slaves se déclarer pour les Huns, quand ceux-ci firent irruption dans l'empire gothique.

Le triomphe des Huns rendit la vie des Slaves plus facile. En raison de leur forte organisation militaire, les Huns devinrent les protecteurs de tout le pays. De leur côté, les Slaves apportèrent un concours dévoué à toutes leurs entreprises.

Grâce à eux, Attila put lancer sur tous les points de l'Europe ses immenses armées. Seul chef des Huns du Danube, en y comprenant les Slaves subjugués, il pouvait lever une armée parfaitement aguerrie de sept cent mille combattants. Aussi se faisait-il un jeu des terreurs des empereurs faibles et cruels de Byzance, qui, à la moindre menace, lui envoyaient de l'or.

Laissons Attila se jeter sur les Goths et les Romains, et occupons-nous de ces colons slaves qui suivaient les hordes dévastatrices et mettaient toute leur ardeur à repeupler et à remettre en culture les contrées ruinées par les nomades.

Les migrations slaves d'Orient en Occident, qui commencèrent 400 ans avant Jésus-Christ, n'avaient pas cessé. Ce qui est le plus remarquable dans ce mouvement, c'est que les historiens ne mentionnent aucune guerre importante soutenue par les Slaves. Les autres races s'entre-tuaient avec acharnement, puis, après la guerre, les Slaves venaient remplir les vides qu'elle avait produits.

La moitié de l'Europe allait tomber en leur pouvoir, et une si grande conquête n'était opérée qu'avec la charrue, comme arme offensive.

Nous touchons au dernier établissement des Slaves au sud du Danube. Et celui-là fut définitif.

A partir du règne de Justinien, les courses des Avars devinrent si fréquentes et si sanglantes, que Constantinople fût menacée de devenir elle-même barbare.

On eut recours aux expédients ordinaires ; mais ne pouvant leur acheter leur retraite, au début du vi^e siècle, Héraclius tenta de les arrêter en leur opposant d'autres Barbares. Il appela les Croates.

Ce fut vers l'an 634, qu'à l'appel de l'empereur grec, ils descendirent des Karpathes et franchirent le Danube.

Il leur concéda des terres sur les bords de la Save et ils formèrent ainsi ce que M. Louis Léger a appelé « une marche slave contre les Barbares (1) ».

L'empereur leur cédait en outre, sous la condition d'un tribut, toutes les parties du littoral de l'Adriatique, d'où ils chasseraient les Avars.

Ce fut pour les Slaves l'affaire de trois ans. Au bout de ce temps, les Avars étaient subjugués. Une conquête aussi rapide ne peut s'expliquer que par la complicité des Slaves déjà établis sur les bords de l'Adriatique et qui étaient opprimés par les Avars.

Le succès de cette colonisation slave encouragea de nouvelles tribus à quitter les Karpathes et à se diriger vers les régions adoucies du sud.

Les Serbes vinrent demander asile à Héraclius. Il les

(1) Louis Léger. *Le Monde slave, voyages et littérature*.

chargea d'expulser les Avars des bords de la Save, de la Drina et de la Bosna.

La victoire les mit en possession de ces riches contrées, dont ils reconnurent la propriété à l'empire.

Pendant près de deux siècles, les Serbes et les Croates vécurent vassaux de Constantinople, un archijupane recevant pour tous les ordres de l'empereur grec.

Le situation ethnique de la Bosnie-Herzégovine ne subit plus dès lors aucun changement; aussi, avant d'entreprendre l'étude des institutions politiques de ces pays, jetons un rapide coup d'œil sur les coutumes des anciens Slaves.

Grands et robustes, se contentant d'une nourriture grossière, les Slaves sont nomades et vivent dans de misérables huttes séparées les unes des autres. Procope (1) nous dit qu'ils avaient la peau brune, les cheveux ni blonds ni noirs, mais tirant sur le roux et qu'ils ressemblaient aux Messagètes quant à la malpropreté. Ils ne sont, ajoute-t-il, ni méchants ni vindicatifs; ils ont de la bonne foi, qualité qu'ils tiennent des Huns.

Les colonies slaves, essentiellement agricoles et portées à la vie tranquille et sédentaire, s'arrêtaient de préférence loin des grands États, dans de vastes solitudes ou dans des forêts, pour les défricher et cultiver le millet et le blé.

Aimant avant tout la paix, leurs mœurs familiales paraissent assez douces; ils vivent en communautés de

(1) Procope, II, 14.

famille ; l'autorité appartient tantôt au plus âgé — le respect des années étant une des vertus caractéristiques des Slaves — tantôt à un chef élu.

La femme n'était pas esclave, elle jouissait même d'une certaine considération. Mais plus d'une tribu ne connaissait point le mariage. Les unions étaient passagères, et ce fait a été donné comme l'explication du rôle dominateur, dans l'ancien droit slave, du frère de la mère, de l'oncle utérin. Il justifierait l'importance des liens qui existent encore aujourd'hui entre frère et sœur. Ce qu'il y a de plus cher au monde, dit une ancienne maxime, c'est le bonheur de posséder une sœur.

Là où le mariage existait, la polygamie était admise, mais à cause de la pauvreté générale, elle devait être l'exception. Il est certain que l'exemple de ce chef qui avait huit cents femmes, qu'il entretenait dans trois localités, ne put être bien suivi.

Les Slaves avaient un grand amour des institutions libres. Procope (1) nous apprend qu'ils n'obéissaient à aucun roi ; de temps immémorial leur gouvernement était démocratique. Ils délibéraient en commun sur leurs intérêts et avaient des lois qui réglaient les rapports entre citoyens.

Dans les combats, leur force physique et leur audace les rendaient redoutables, le plus grand nombre combattait à pied, n'ayant que de petits boucliers et des javelots. « On « ne voit pas chez eux de cuirasses, dit leur historien, il

(1) Procope, *ibid.*

« en est qui n'ont aucune espèce de vêtement et qui ne se
« couvrent que les jambes pour marcher à l'ennemi. »

Les superstitions slaves, comme toutes celles des peuples primitifs, empruntent beaucoup aux phénomènes naturels, au ciel, aux orages, aux saisons, à la lumière, aux ténèbres.

La personnification des forces physiques, voilà la source commune de tous les dieux, de même que les songes et les rêves introduisirent les mêmes superstitions dans toute la terre.

Procope affirme que les Slaves adoraient un dieu supérieur.

Le seul dieu qu'ils reconnaissent, dit-il, est celui qui dispose de la foudre (1). Ce dieu qui réside au ciel ne s'occupe que des choses célestes. Il est entouré d'autres dieux de moindre importance qui sont originaires de son sang.

Ce Péroun ou dieu du tonnerre n'est autre que le Perkoun des Lithuaniens et le Perendi des Albanais. On lui sacrifie des bœufs et des animaux de toute espèce.

Mais à côté de ces divinités supérieures, il y en avait une foule d'autres, qui vivent encore aujourd'hui dans l'imagination populaire. Le polythéisme slave nous apparaît sous des formes aimables, avec les divinités champêtres, protectrices des troupeaux et inspiratrices des poètes, la déesse des céréales, le génie du beau temps couronné de fleurs bleues, et son amante, jeune nymphe,

(1) Procope, *ibid.*

qui répandait autour d'elle un délicieux parfum et portait une ceinture de roses.

Les plus connues sont les Vilas, dryades à la chevelure verdâtre, dansant au clair de lune des rondes fantastiques, habitant les bois, les rochers ou les eaux et se mêlant à la vie des hommes.

A côté, nous ne voyons pas de divinités bien malfaisantes ; à part de malicieux satyres qui, pour effrayer les passants, peuvent à leur gré se grandir ou se rapetisser, nous ne trouvons que les vampires.

Pour apaiser ou se concilier toutes ces divinités, les Slaves faisaient des sacrifices. Ils brûlaient des animaux dans les bois ou sur les collines, offraient leurs fruits à leurs idoles, mais les sacrifices humains paraissent avoir été rares.

Il n'y avait ni temples, ni prêtres, l'exercice du culte appartenait au chef de famille ou au prince.

Tels sont les usages slaves que nous connaissons. Ils nous donnent l'idée d'un peuple barbare et superstitieux, mais sans cruauté, et capable de se transformer aisément en une nation forte et éclairée.

DEUXIÈME PARTIE

LA BOSNIE-HERZÉGOVINE ROYAUME INDÉPENDANT

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIERS BANS

Dès que les Slaves eurent occupé la province située entre la Save et l'Adriatique, ils se formèrent en tribus isolées, jouissant d'une autonomie absolue. Entre les Serbes et les Croates, s'étendait une vallée formée par une rivière importante qu'ils appelèrent Bosna. Les habitants se dirent Bosnier, nom qui nous a donné Bosniaques ou Bosniens.

La Bosnie fut-elle d'abord occupée par les Serbes ou les Croates, c'est une question que le manque de documents ne nous permet pas de résoudre ; mais ce qui est hors de doute, c'est que, se sentant l'objet des convoitises de leurs

voisins, les petites tribus durent se réunir autour d'un grand jupan, sorte de chef électif. De bien faibles frontières les séparaient en effet des rois de Hongrie, de Croatie, de Serbie, des empereurs byzantins. Aussi les verrons-nous passer sous la domination de tous ces princes avant qu'elles n'arrivent à une entière indépendance.

Les premiers chefs de cette confédération de jupanies furent d'abord les rois de Dalmatie et de Croatie. Puis le tzar des Bulgares, Siméon, occupa la Bosnie, mais sa possession fut éphémère, ainsi que celle du prince serbe Tcheslas.

A sa mort, la Bosnie eut quelques années de liberté. Mais en 958 un roi de Croatie, Krestimir, la réunit à son royaume.

Byzance, déchirée par les guerres civiles et les intrigues de palais, avait perdu toute influence dans ces régions. Les empereurs, en proie au délire des querelles théologiques, assemblaient des conciles, et se souciaient fort peu de leur empire.

Toutefois, avec l'empereur Basile, l'empire d'Orient, qui semblait près de s'éteindre, donna de nouveaux signes de vie. Ce prince reprit la Rascie, la Bosnie, l'Herzégovine et la Dalmatie. Grâce au feu grégeois, à l'or accordé sans mesure, aux promesses plus brillantes encore, la soumission du pays fut complète. Mais à la mort du vainqueur, tout l'édifice qu'il avait élevé croula et la suprématie de Byzance fut à tout jamais détruite en

Bosnie. Pendant toutes ces luttes, la puissance hongroise se consolidait et les rois pensaient à agrandir leur royaume. Koloman, roi de Hongrie et de Croatie, en 1103, s'emparait de la Dalmatie, puis de la Bosnie, et s'affirmait comme un rival des empereurs dans la péninsule balkanique.

Bela II, en 1141, ajouta à ses premières conquêtes celle du pays de Rama. Il sut gagner l'amitié des Bosniens, se proclama lui-même ban de Bosnie, et transmit ce titre à son second fils, Ladislas, quand il fut en état de régner. La Bosnie était ainsi devenue un fief hongrois.

Ladislas est le premier ban de Bosnie. A partir de son règne, le banat eut toujours des titulaires. Le pouvoir politique était définitivement fondé.

Dans la guerre que l'habile et impétueux Manuel Comnène fit à la Hongrie, ses armées passèrent souvent en Bosnie, en rasant sur leur route tous les châteaux et tous les postes fortifiés. Le ban était alors Boritch qui, n'ayant pas reconnu Étienne III comme roi de Hongrie, fut battu par les Hongrois et disparut sans qu'il ait été possible de le retrouver.

A la mort de l'empereur Manuel, les Bosniens purent se ressaisir. Les liens qui les unissaient aux rois de Hongrie s'étaient relâchés pendant les quatorze ans d'incursions byzantines, et le banat était indépendant de fait.

Il se donna un prince, le ban Kulin (1180-1204), sous le règne duquel il entre réellement dans le domaine de l'histoire.

Son règne est considéré comme le plus remarquable de la Bosnie chrétienne. Peu belliqueux par nature, il fut plus soucieux d'augmenter la richesse de sa principauté que d'étendre ses frontières. Le commerce de ses sujets avec les peuples voisins semble avoir attiré tout particulièrement son attention. Nous en avons une preuve dans le traité qu'il passa le 29 août 1389 avec la République de Raguse, en vue de faciliter les échanges entre les deux pays. Les Ragusains commencèrent ainsi à pénétrer en Bosnie, et exploitèrent les mines d'argent et de fer. Kulin fut le premier prince qui fit battre monnaie à son effigie et, grâce à la paix qu'il s'efforça de maintenir et à la sollicitude éclairée dont il entoura le commerce et l'agriculture, il assura à son pays une prospérité inconnue depuis l'occupation romaine. La richesse publique devint considérable pour l'époque, et le peuple conserva l'habitude de dire dans les années riches en récoltes : « Le temps du ban Kulin est revenu. »

A sa mort, le légat du pape put écrire : « La Bosnie est réellement un royaume. »

Mais son règne fut marqué par une grave erreur. Il favorisa l'hérésie des Bogomiles. Peut-être espérait-il s'en faire une arme contre la Hongrie, en élevant entre les Bosniaques et les Hongrois une barrière infranchissable, la différence de religion ; mais il fut à son insu la cause première de la ruine de son pays. Cette hérésie, que nous étudierons en détail, eut des racines si profondes dans les âmes frustes et mystiques de ces peuples, qu'elle a dominé

toute leur histoire et, en faisant naître le fanatisme religieux, assuré la conquête turque.

Toute la famille du ban et plus de dix mille de ses sujets suivirent son exemple, et abandonnèrent la religion de leurs ancêtres.

Ce fut contre le prince bosniaque un soulèvement général, et son apostasie, loin d'écarter le danger hongrois, ne fit que l'augmenter, en donnant au roi Bela III un excellent prétexte pour intervenir en Bosnie comme défenseur de la religion chrétienne.

Craignant encore plus la puissance du ban que les progrès de l'hérésie, il se saisit de l'occasion qui lui était donnée de la ruiner et, fort de l'appui du pape et de l'évêque de Spalato et de Vouk, puissant seigneur, frère du roi de Serbie, il somma Kulin de renoncer à la religion patarienne. Le ban refusa. Mais apprenant qu'une expédition était préparée contre lui, il s'aperçut de la faute politique qu'il avait commise. De là à reconnaître son erreur religieuse, il n'y avait qu'un pas, et il se soumit aux sommations du pape, en arguant de sa bonne foi et en se montrant très étonné qu'il pût y avoir quelque hérésie dans les propositions des patariens.

Un légat du pape Innocent III vint le convertir, et, au mois d'avril 1203, dans une assemblée solennelle tenue à Biélopolje, le ban Kulin renonça à l'hérésie. Son fils, les magnats, le peuple, imitèrent son exemple. Une amende de 1000 marcs d'argent devait être payée au pape, si les hérétiques étaient à nouveau tolérés dans le banat. Enfin,

le Saint-Père portait de un à quatre les évêchés de Bosnie. A la mort de Kulin, tout semblait rentré dans l'ordre.

Quand son fils Étienne prit le pouvoir, son banat comprenait la haute Bosnie, la vallée de la Drina, les trois provinces d'Usora, de Soli, de Dolnij Kaij, enfin quelques districts situés sur les confins de la Croatie et de l'Herzégovine. Mais malgré cette prospérité matérielle, les discordes religieuses allaient profondément diviser le pays.

La conversion n'avait été que superficielle, et après l'avènement d'Étienne, les magnats et une grande partie de la nation s'empressèrent de retourner à leur hérésie. Le pape fit appel au roi et à tous les évêques de Hongrie, mais les Bosniaques ne voulurent pas se soumettre et opposèrent une résistance invincible. Le pape se décida à prêcher une croisade. Le pauvre ban Étienne, qui était resté catholique, se trouvait dans le plus grand embarras. Il ne savait qui écouter, de Rome qui lui ordonnait de convertir immédiatement son peuple, ou de son peuple qui se révoltait contre la conversion ordonnée par Rome. Les magnats tranchèrent la question en le déposant, et en mettant à sa place un bogomile.

Pour venger un tel affront, Grégoire IX, de concert avec le roi de Hongrie, prépara une terrible croisade. Mathieu, le ban patarien qui avait succédé à Étienne, envoya sa soumission au pape et abjura l'hérésie, car il n'était pas encore préparé à la lutte. Néanmoins, il parut si sincère, quand il fonda, dans son saint zèle, une cathédrale et demanda de nouveaux évêchés, que sa conver-

sion causa une grande joie à la curie romaine. Mais l'année suivante, se sentant suffisamment fort, il redevint ouvertement hérétique.

A Rome, l'étonnement fut grand et la consternation profonde, mais on ne se découragea pas, et la croisade fut de nouveau prêchée. Le pape donna l'absolution pleine et entière à tous ceux qui succomberaient au cours de la lutte, ou qui prêteraient main-forte aux croisés, ou même qui protégeraient leurs propriétés pendant leur absence.

Mathieu, malgré son appel au patriotisme de tous les Bosniaques, fut écrasé par les forces supérieures des croisés et chassé de Bosnie.

Koloman de Hongrie devenu ban rétablit le catholicisme, éleva des églises et surtout des forteresses, ce qui était encore le plus sûr moyen de conversion.

Mais Mathieu ne se tenait pas pour battu; il revint et recommença la lutte avec tant d'audace, que le roi de Hongrie fit la paix.

Innocent IV organisa une nouvelle croisade, mais n'eut aucun succès. Il prit alors le parti de pardonner, et voulut bien croire la déclaration que fit le ban qu'il n'avait jamais cessé d'être chrétien, depuis sa première conversion de 1233, et qu'il se bornait à défendre ses sujets contre l'ingérence de la Hongrie. C'était le triomphe de la Bosnie hérétique.

Quelle était-elle donc cette hérésie puissante contre laquelle venaient se briser les efforts de la papauté et de la Hongrie, il est temps de nous le demander.

CHAPITRE II

L'HÉRÉSIE DES BOGOMILES

En Bosnie-Herzégovine, ainsi que dans tout l'Orient, le problème religieux présente non moins d'importance que de complication. Aux rivalités religieuses se mêlent les rivalités de races, aux querelles théologiques les ambitions et les haines politiques.

Avec l'occupation romaine, le culte officiel de la République fut accepté de la plus grande partie des Bosniaques. C'était pour eux une conséquence évidente de la conquête. Parmi la foule des dieux que Rome introduisit en Bosnie, on préféra les derniers venus comme devant être plus puissants.

Les dieux de Syrie comme ceux d'Égypte furent très bien accueillis.

Le christianisme le fut encore mieux. Son apparition dans ces provinces semble des plus anciennes. Elle date du 1^{er} siècle de notre ère. Saint Paul dit en effet aux Romains : « J'ai répandu l'Évangile en circuit depuis Jérusalem jusqu'à l'Illyrie (1). » Le vieux chroniqueur Nes-

(1) Saint Paul, *Épître aux Romains*, XV, 49.

tor écrit : « L'apôtre Andronic est l'instituteur de la nation slave, et il est venu en Moravie. De même l'apôtre Paul a enseigné là, car là est l'Illyrie où est venu l'apôtre saint Paul et là se trouvaient les Slaves avant que saint Paul y vînt (1). »

Malgré cette affirmation, il paraît probable que ce furent surtout les colons romains qui se convertirent, et que les races illyriennes ne subirent encore que très superficiellement l'influence du christianisme.

Toutefois la religion nouvelle dut faire des progrès assez rapides dans ces régions, puisque vers le ^{vi}^e siècle certains auteurs mentionnent une organisation du culte et nous parlent de six à sept évêchés.

C'est alors que les peuplades barbares, se précipitant sur les pays danubiens, emportèrent toutes les institutions existantes. Dans la confusion qui suivit le passage des Huns, la hiérarchie catholique disparut, et les superpositions incessantes de races païennes firent perdre le christianisme aux habitants : au ^{ix}^e siècle l'œuvre de saint Andronic était à refaire.

« Cependant, écrit M. André Lefèvre dans ses *Origines européennes*, au dessus des clameurs et des épouvantes de cette horrible époque, s'élève un chant grêle et plaintif d'abord qui lentement grandit, s'enfle, éclate en chœur triomphal. C'est la psalmodie des moines, des apôtres obstinés, souples et violents, vertueux et avides, mar-

(1) *Chronique dite de Nestor*, traduction L. Léger, page 21.

« tyrs et dominateurs, qui par l'humilité montent à la
« puissance, par l'abnégation à la richesse (1). »

Les deux apôtres qui allaient ainsi marcher à la conquête des conquérants en Bosnie furent Cyrille et Méthode.

Ces deux frères étaient originaires de Thessalonique où leur père occupait une place importante dans l'administration locale. Méthode, brillant gouverneur d'un district, connut les plaisirs avant de méditer sur leur vanité. Constantin, qui devait plus tard s'appeler Cyrille, bibliothécaire de la cathédrale de Sainte-Sophie, employa sa jeunesse à déchiffrer des parchemins, et mérita le nom de savant.

Après avoir vécu dans la familiarité des grands, en philosophes et en lettrés, ils partirent, appelés par des princes slaves et furent, dans leur mission, indulgents, persuasifs, habiles. Méthode, par son imagination et sa fougue, savait captiver les foules, Cyrille créait un alphabet pour rendre les sons slaves et traduisait les livres saints.

Le pape voulut les voir; ils allèrent à Rome et la première messe en langue slave fut célébrée en grande pompe. Le Saint-Père, dont les vues étaient profondes, trouvait bien qu'il était préférable, quand on aspirait à l'unité des âmes, de faire d'abord l'unité des mots; mais les apôtres étaient si éloquents quand ils défendaient les

(1) André Lefèvre. *Origines européennes, Les Indo-Européens du Nord*, extrait de la tribune médicale, 1895.

langues jougo-slaves qu'il approuva leur œuvre et les investit du caractère épiscopal.

Cette mission des deux frères Cyrille et Méthode, dont l'effet fut immense, est un des événements les plus remarquables de la seconde moitié du ix^e siècle.

Mais déjà le schisme oriental commençait à diviser les consciences. La chaire patriarcale de Constantinople, comme le trône objet de l'ambition, était sujette aux mêmes révolutions. Photius et ses successeurs voulurent être les premiers évêques du christianisme. Ils ne pouvaient souffrir que l'évêque de Rome, qu'ils regardaient comme une ville barbare, jouît de la préséance sur l'évêque de la ville impériale. Photius, tour à tour excommunié, hérétique, et pardonné, eut plus de revers que de gloire, et mourut malheureux, après avoir été déposé par des intrigues de cour. Mais les patriarches qui le suivirent, attachés à ses prétentions, les soutinrent avec violence et consommèrent le schisme.

Désormais la frontière de l'Orient et de l'Occident fut marquée surtout par la différence des croyances. L'Orient commença là où régna l'orthodoxie.

D'un côté on vit une église dont la forte discipline sut protéger le dogme et réprimer le goût du surnaturel, des Pères érudits, pieux, mais hommes d'action, ayant le sens pratique de la vie et ne sacrifiant rien de la dignité humaine ; de l'autre, des ascètes, des rêveurs, des visionnaires, s'abandonnant aux caprices de la spéculation, et aux égarements de l'amour du merveilleux, un culte demi

asiatique, purement machinal, où l'extase, un peu fatigante pour être durable, fit place aux pratiques de convention.

Tandis que Rome étendait sa puissance sur les bords de l'Adriatique, toutes les régions voisines de la mer Noire se laissaient gagner par l'orthodoxie. Les Croates, en raison de leur situation à l'ouest, restèrent sous l'autorité du Saint-Siège, tandis que les Serbes subirent l'influence byzantine. Placés entre ces deux courants, les Bosniaques se partagèrent entre les deux confessions.

L'ouest de la Bosnie resta catholique; à l'est et au sud, le rite grec, surtout au VIII^e siècle, fit de grands progrès, mais jusqu'au XII^e siècle, les deux cultes avancèrent parallèlement sans entrer en conflit.

La curie romaine, en 1067, rattacha l'évêché de Bosnie à celui de Dioclea-Antivari, puis l'en sépara pour le joindre à l'évêché de Raguse. Il en résulta entre les deux évêchés une querelle qui contribua à la décadence de l'église latine.

Nous savons déjà combien la politique envenimait tous les conflits religieux. Les ambitions hongroises étaient en complète opposition avec les intérêts de Byzance. Les Arpads se firent les défenseurs du catholicisme romain contre les empereurs; avaient-ils quelques succès, le christianisme triomphait. Si les armées byzantines l'emportaient, aussitôt le schisme s'étendait.

Malgré l'ancienneté du catholicisme et les efforts de la papauté, le schisme orthodoxe fut prépondérant en

Bosnie. Tout imprégné de vieilles coutumes, il répondait mieux aux instincts profonds des Bosniaques et à leurs croyances, singulier assemblage de superstitions grossières et de mysticisme. De plus, ses missionnaires parlaient slave et connaissaient bien les mœurs des populations, tandis que les prêtres de Rome, plus cultivés, mais ne connaissant que très mal la langue slave, étaient moins en communauté de sentiments avec le peuple.

L'état de trouble et d'incertitude qui suivit cette grande crise religieuse était favorable à l'éclosion d'une nouvelle hérésie. C'est alors qu'apparut le bogomilisme.

Le bogomilisme, appelé tantôt secte patarienne et tantôt secte catharienne, était destiné à jouer dans l'histoire bosniaque un rôle si considérable que son influence se fait encore sentir aujourd'hui. C'est la confusion qu'il fit naître qui ouvrit le passage aux Turcs, ce sont les haines qu'il souleva qui assurèrent leur conquête.

Tour à tour persécutés, tolérés ou triomphants, les hérétiques qui comptaient beaucoup d'adeptes avoués, encore plus d'occultes, obéirent au sentiment de la plus basse vengeance, quand, sacrifiant tout patriotisme, ils appelèrent les Ottomans.

Et lorsque Mahomet II fut devenu le maître du pays, ils abjurèrent leur foi et se concilièrent les faveurs de leur nouveau maître en devenant musulmans. « Toute
« l'activité intellectuelle du moyen-âge, dit M. Thalloczy,
« s'épuise dans l'origine et l'expansion de cette doctrine
« et dans les luttes qu'elle a provoquées. Depuis le com-

« commencement du banat de Bosnie, depuis le règne du ban
« Kulin jusqu'à la chute du royaume national, il n'est pas
« une feuille de l'histoire de la Bosnie, qui ne garde les
« traces de cette profession de foi (1). »

Dans le vaste tableau des démenances humaines, où les superstitions, les hérésies, les fanatismes tiennent une si grande place, le bogomilisme n'occupe qu'un rang secondaire. Il n'est qu'une reproduction du manichéisme appropriée au génie slave. Il ne s'adresse ni à la raison, ni au cœur, mais à l'imagination. C'est une fable philosophique qui a pour point de départ la lutte perpétuelle du bien et du mal. Le monde est mauvais, c'est visible, la vie est une souffrance, tout le monde s'en aperçoit, mais en revanche il y a des hommes honnêtes et des moments heureux. Comment expliquer cette apparente contradiction? C'est très simple. Dieu pour faire le monde eut un collaborateur, Satan. Or voici comment cela est arrivé.

Dieu avait deux fils, Satan et Jésus. Satan régnait sur l'empire céleste, il avait même le pouvoir créateur. Mais l'orgueil le perdit, avec plusieurs esprits célestes il complota contre son père et fut chassé du ciel. N'ayant pas d'abri, il se fit un ciel et une terre, ce sont les nôtres. Puis ayant conservé son pouvoir créateur, il créa et avec un peu de terre produisit Adam, le premier homme. Il voulut

(1) Cité par M. G. Capus, *A travers la Bosnie et l'Herzégovine*, page 117.

alors lui insuffler son mauvais esprit, mais le mauvais esprit n'entra pas dans Adam, il se trompa de direction et pénétra dans le serpent, qu'une bien imprudente curiosité avait conduit jusque là. L'homme ne pouvait pas cependant rester sans âme. Satan eût recours à Dieu, qui consentit à en donner une à l'homme. C'est ainsi que notre âme peut-être pure, puisqu'elle n'est pas comme notre corps, viciée dans son origine. Mais il en résulta cette conséquence que l'homme obéirait à deux maîtres toujours en lutte, Dieu et Satan.

La naissance d'Ève fut la même que celle d'Adam; avec elle Satan créa Caïn. Il paraît que le diable, après avoir formé la première femme, chercha longtemps ce qu'il pourrait faire de pire. Il ne put trouver que Caïn.

Après cet effort, il se reposa et, son pouvoir créateur étant épuisé, il se repose encore aujourd'hui.

Il n'eût qu'à régner sur son nouveau royaume, qui était, comme on doit bien le penser, livré à toutes les perversités.

Mais sa tranquillité fut de courte durée, car Dieu, miséricordieux et bon, envoya sur terre son second fils Jésus, sauveur des hommes.

Satan y envoya Jean-Baptiste pour arrêter par le baptême de l'eau, le baptême de Jésus qui se faisait par l'imposition des mains. Jésus triompha de Satan, pourtant les hommes ont encore à craindre sa vengeance, car le génie du mal ne cesse d'intriguer contre l'humanité. Ainsi il fallait veiller nuit et jour dans les églises, pour que le diable

ne vint pas tourner les pages du livre saint. C'était le mauvais esprit qui induisait en tentation, et à qui revenait la responsabilité de tous les péchés. Et les péchés étaient plus nombreux pour les Bogomiles que pour d'autres.

Il était interdit de posséder des biens terrestres, de se marier, de faire la guerre, de faire usage de nourriture animale. Leurs doctrines religieuses n'étaient pas très nouvelles. On avait déjà vu maintes fois des enthousiastes qui tendaient à une perfection outrée pour dominer sur les esprits ; mais ce qui fit le succès des Bogomiles, ce furent leurs théories sociales. Ils voulaient appliquer à la lettre en ce monde les enseignements des premiers apôtres. Ils développaient cette vérité alors dangereuse, qui est dans tous les cœurs, que les hommes sont nés égaux. Non seulement ils parlaient de charité, mais ils réclamaient les droits du genre humain. Ils s'élevaient avec grande violence contre la richesse, et menaçaient les riches. Ces « vrais chrétiens », comme ils s'appelaient, furent les socialistes chrétiens de l'époque, et c'est là la raison profonde de la guerre à outrance qui leur fut faite.

Il ne faut cependant pas omettre la large concession qu'ils firent à la faiblesse humaine. L'application stricte de leurs principes était très rigoureuse et eut beaucoup nui à la propagation de l'hérésie. Les Bogomiles distinguèrent deux catégories de fidèles : les parfaits, *perfecti electi*, qui étaient prêtres et les *credentes* qui étaient aïques.

Les parfaits, qui se disaient successeurs des apôtres,

appliquaient le précepte dans toute sa rigueur, tandis que les autres, moyennant une redevance payée aux parfaits, se mariaient, faisaient usage de bonne nourriture bien réconfortante, confiants dans le mérite des parfaits qui, pendant ce temps, leur gagnait l'absolution. Le mariage s'obtenait aisément, la séparation encore plus et cette dernière facilité procura d'innombrables prosélytes à la nouvelle religion.

Tout fidèle devait, il est vrai, devenir un parfait, mais comme la secte était très indulgente, elle permettait qu'on le fit le plus tard possible, même *in extremis*.

Les Bogomiles avaient des évêques, et les évêques des vicaires. Leurs églises, distinctes des églises chrétiennes, n'avaient ni croix, ni images, ni cloches. Sur une table recouverte d'une nappe blanche était posé le Nouveau Testament et c'était tout. De l'Ancien Testament, ils n'acceptaient que les Prophètes et les Psaumes. Ils n'admettaient pas le dogme de la transsubstantiation, mais pratiquaient la confession et la pénitence qui étaient publiques. Leur culte consistait presque exclusivement dans la lecture et le commentaire des livres saints.

Tel était le bogomilisme.

C'est de 925 à 950 qu'il s'introduisit comme secte en Bulgarie. Il dut son nom au pope Bogomil, appelé aussi Jérémie, qui vivait dans ce pays. Sa doctrine fut réprimée par les évêques, mais non étouffée. Jérémie fut exilé par ordre du roi, il s'enfuit à Duklja. Au ^x^e siècle il avait de nombreux disciples dans les villes de Dalmatie.

C'est par cette route que l'hérésie pénétra en Bosnie.

Toute la péninsule des Balkans en fut ébranlée, car là tout lui était favorable, depuis la diversité des races, jusqu'à l'influence du soleil d'Orient, qui rend les intelligences plus rêveuses, plus excitables, les imaginations plus fécondes, et tend à faire de chaque moine un rénovateur.

Mais l'hérésie suspectée, combattue par tous les pouvoirs établis, disparut de la péninsule et se réfugia dans les montagnes de Bosnie où elle fut plus durable. Il paraît qu'il y eût une sorte de pape bogomile qui aurait fait reconnaître son autorité même par les Albigeois, frères des Bogomiles.

La faveur, l'enthousiasme même avec lesquels les Bosniaques accueillirent la nouvelle secte eut plusieurs causes.

Cette foi fabuleuse et fantaisiste, remplie de bons et de mauvais esprits, mais en même temps très simpliste, était bien appropriée aux sentiments et aux tendances des Slaves. Les Bosniaques étaient incapables de comprendre le christianisme et encore plus de se l'assimiler, et ils furent heureux de retrouver un culte plus païen, moins élevé, où Satan leur rappelait le Cerni-Bog, le dieu noir, que leurs ancêtres adoraient avec terreur.

La secte fut favorisée par les conflits ecclésiastiques sans cesse renouvelés qui diminuaient l'autorité des représentants de la religion romaine. Elle fut exploitée par les partis politiques, qui s'en servirent pour augmenter leur influence ou réduire celle de leurs adversaires. Elle

fut enfin le prétexte de la révolte contre l'autorité et servit d'excuse aux protestations contre le despotisme et l'oppression.

D'ailleurs, dans la majorité des cas, ni le peuple ni ses chefs, qui n'avaient qu'une idée vague et obscure de la plupart des mystères, ne se rendirent bien compte que la nouvelle doctrine fut une hérésie.

L'Eglise catholique lutta cependant avec énergie et mit en mouvement de puissants moyens de répression. De nombreuses croisades furent prêchées contre les dissidents. Mais une extermination de tous les hérétiques n'était pas aussi facile dans les montagnes bosniaques que dans les plaines provençales.

La papauté fit appel, ce qui valait mieux, aux Dominicains, puis aux Franciscains. Les membres de ce dernier ordre, fondé en 1208 par saint François-d'Assise, par le désintéressement et la pauvreté dont ils faisaient profession, devinrent rapidement très populaires. A la politique d'extirpation violente tentée par la Hongrie, ils substituèrent la persuasion et la douceur. Les papes comprirent la force de leur système et leur abandonnèrent la direction complète des intérêts religieux de la Bosnie.

Sortant des classes inférieures de la population, connaissant bien la langue du pays, faisant preuve d'autant d'énergie que de discipline, les Franciscains acquirent l'estime et l'affection de tous. Etant les seuls qui connus-
sent l'écriture et les questions diplomatiques, ils furent

souvent les auxiliaires des bans et parvinrent ainsi au pouvoir politique.

C'est grâce à eux qu'une partie de la Bosnie est restée catholique.

CHAPITRE III

LES ROIS DE BOSNIE ET LA CONQUÊTE TURQUE

La Bosnie allait entrer dans la période la plus brillante de son histoire, elle allait devenir un royaume indépendant. Mais avant le règne d'Etienne I^{er}, elle subit pendant un siècle la domination hongroise. S'appuyant sur les catholiques, et malgré la lutte sourde que lui faisaient les Patariens, la forte Hongrie fut sa suzeraine de 1250 à 1353. Ce fut cependant une époque de progrès, car on sentait grandir, au milieu de toutes les convulsions qui agitaient ce malheureux pays, le sentiment de son indépendance et le besoin de sa liberté.

Le roi de Hongrie, pour gouverner plus facilement, commença par diviser la Bosnie en deux banats : le banat de Haute-Bosnie et le banat de Basse-Bosnie. Il mit à la tête de chacune de ces provinces un de ses lieutenants. Souvent il y plaça ses fils, quelquefois ses filles et Ladislas IV nomma même sa propre mère Elisabeth ban de Bosnie. Elle poursuivit d'ailleurs les Bogomiles avec la plus sauvage énergie.

De tous ces gouverneurs, nous ne mentionnerons

qu'Etienne Kotroman, ban de Haute-Bosnie de 1272 à 1299. Les descendants de ce personnage d'origine allemande jouèrent en effet un rôle important dans les événements qui suivirent.

Il administrait son banat en homme pacifique, quand un de ses voisins, le ban de Croatie, Paul Subitch, batailleur, entreprenant, habile, vint s'emparer de la Haute-Bosnie.

Kotroman accepta ce revers de la fortune, céda de bonne grâce sa place au vainqueur et devint même son plus chaud partisan. Paul Subitch, rappelé dans son banat, laissa la direction de la Haute-Bosnie à son fils Mladen. A ce prince croate revient l'honneur d'avoir secoué le joug hongrois et réuni le banat tout entier sous son autorité.

C'est alors que Kotroman reçut la récompense de sa conduite à l'égard de Paul Subitch.

Il persuada à Mladen de partager le pouvoir avec son propre fils Etienne Kotromanitch. Cette imprudence allait causer la ruine du jeune prince. Malgré tous les services qu'il avait rendus à la Bosnie, il représentait toujours l'élément étranger, l'élément ennemi.

Cela ne justifie pas, mais explique la conduite ingrate des magnats bosniaques à son égard. On souleva le peuple contre lui, et ne pouvant se défendre, il dut fuir. On proclama Etienne Kotromanitch.

Une idée va dominer le règne d'Étienne Kotromanitch, la crainte des Serbes. La Serbie prenait alors, sous Étienne Ouroch VI, des proportions qui la rendaient redoutable

pour les peuples voisins. Étienne songea qu'une attaque des Serbes le trouverait très faible, car il n'avait pas d'allié et ne pouvait se fier à la neutralité des Croates après l'affront fait aux Subitchs. C'est alors qu'il songea à se rapprocher de la Hongrie. Un traité d'alliance fut conclu entre lui et Charles Robert, roi de Hongrie. Il y a là un fait historique que l'on ne peut laisser passer sans réflexion. N'est-il pas remarquable, en effet, de constater que les Bosniaques préférèrent se rapprocher de leurs anciens maîtres, les rois de Hongrie, ce qui est la dernière extrémité pour un peuple qui a conquis son indépendance, plutôt que de devenir la proie de l'ambition serbe ?

Étienne Kotromanitch, après avoir combattu sans succès les magnats croates, tourna ses armes contre l'Herzégovine. Deux mots sur le passé de cette contrée.

Tour à tour soumise aux rois de Dalmatie et de Croatie, aux bans de Rascie, et aux princes de Serbie et de Bulgarie, l'Herzégovine est conquise en 1019 par l'empereur Basile. Administrée jusqu'en 1250, tantôt par des préfets byzantins, tantôt par des princes nationaux, elle demeura sous la domination de Constantinople.

Dix ans plus tard, Radoslaf I^{er}, roi de Dioclétie, s'en empare, mais en est chassé par le grand jupan de Serbie, Étienne Némanja.

Puis l'Herzégovine est reprise par les rois de Dalmatie, perdue par eux et gouvernée par des aventuriers, enfin en 1300, elle est sous la domination de Dragoutine, ex-roi de Serbie, prince de Basse-Bosnie et de Matchva. Telle est

la province dont Étienne Kotromanitch s'empara en 1325. Il battit le Knèze Nikola de Hum, mais comme gage de réconciliation lui donna sa sœur Catherine en mariage.

Étienne vécut en très bons termes avec Raguse qui se montra très complaisante pour ses vues ambitieuses. Des traités de commerce du 23 mai 1323, de 1329, 1332 et 1333 consacrèrent les privilèges dont les commerçants de Raguse jouissaient en Bosnie, tandis que la République, par mesure de réciprocité, mettait ses navires à la disposition du ban.

Deux autres traités, l'un encore avec Raguse de décembre 1334, l'autre avec Venise du 15 mars 1335, montrent le soin qu'Étienne prenait de faciliter le commerce de ses sujets et d'augmenter ainsi leur bien-être.

Étienne Kotromanitch était patarien. L'hérésie, loin de diminuer, commençait à s'étendre sur les pays voisins. Le pape Jean XXII voulut convertir le ban, mais n'y réussit pas. Benoit XII plus énergique prépara contre lui une croisade de magnats croates. Le ban se défendit avec courage et en 1340 battit les Croates.

Puis tout à coup on apprit qu'Étienne venait de renoncer à toutes ses erreurs, qu'il s'était fait catholique et que le légat du pape, Gerardo Odonis, était reçu par lui avec la plus grande solennité. Les magnats imitèrent son exemple et ce fut une si grande et si rapide victoire que le pape lui-même en fut étonné.

N'oublions pas que nous sommes en Bosnie, et si nous voulons l'explication de ce miracle, cherchons-la dans la

politique. Les Serbes et les Bosniaques ne cessaient de se jalouser, ces derniers craignant pour leur liberté, les Serbes ne pouvant tolérer une Bosnie indépendante.

La guerre éclata sous le règne de Douchan, le fameux tzar de Serbie. Etienne s'adressa à son allié le roi de Hongrie, qui ne lui assura son appui que s'il renonçait à l'hérésie. Etienne n'hésita pas et se convertit.

Malheureusement l'héroïque défense du ban ne put protéger la Bosnie de la domination des Serbes. Etienne dut rendre hommage à leur empereur et ce n'est qu'à cette condition qu'il conserva son banat, qui entra dans l'empire fédératif serbe.

La puissance du ban n'en souffrit pas, elle augmenta encore quand le roi de Hongrie demanda la main de la belle Elisabeth, fille unique du ban.

Etienne était devenu un fervent adepte du catholicisme et le bogomilisme, qui ne trouvait plus de secours auprès de lui, cessa de progresser.

Le 28 septembre 1353, cinq mois après le mariage de sa fille, mourut Etienne Kotromanitch. Il fut enterré dans le cloître des Franciscains qu'il avait fondé et construit.

Ses successeurs prendront le titre de rois de Bosnie.

Le règne d'Etienne I^{er} Turtko, (1353-1391), fut le plus long et le plus important de l'histoire du royaume de Bosnie.

Comme à la mort de son oncle Etienne Kotromanitch, il était encore enfant, sa mère Hélène prit en main le gouvernement. Sa régence fut malheureuse, elle dut rendre

hommage au tzar de Serbie, puis abandonner l'Herzégovine au roi de Hongrie. Mais quand Etienne I^{er} parvint à l'âge d'homme, les événements se modifièrent. Son esprit était juste, sa volonté inébranlable ; prince courageux, actif, tolérant, il fit entrer la Bosnie dans une ère de prospérités et de conquêtes.

La Serbie, avec le règne d'Ouroch V, tombait sous les coups de ses ennemis. Ses voisins se la partageaient.

Etienne se fit donner la principauté de Travvnja avec la ville de Trebinje et la forteresse fameuse de Miletsevo. Puis il reprit l'Herzégovine et pensa qu'ayant la puissance d'un roi, il pouvait en prendre le titre. En 1376, dans le couvent grec de Miletsevo, au milieu d'une nombreuse assistance de prélats et de magnats bosniaques et dalmates, il se fit couronner roi de Serbie, de Bosnie, et de la côte maritime et se proclama Etienne I^{er}. Venise, Raguse, la Hongrie lui reconnurent ce titre. Dans sa nouvelle résidence de Bobovac, il déployait un luxe égal à celui de Byzance, et la foule des magnats qui l'entouraient était une preuve de sa puissance.

Il ne manquait à la Bosnie que des ports qui lui permissent de commercer avec l'étranger. Etienne s'empara des bouches du Cattaro, de Clissa qui appartenaient à la Hongrie, puis, la guerre se changeant en intrigues, il occupa la Croatie, la ville de Trau, et enfin Spalato.

C'est durant son règne que se produisit la terrible défaite des Serbes à Kossovo, défaite qui ouvrit la Bosnie au flot envahissant des Turcs.

Mourad I^{er}, alors calife des Ottomans, maître de la Thrace et de la Thessalie, avait transporté le siège de son empire à Andrinople. Devant le danger, Valaques, Hongrois, Slaves oublièrent leurs rivalités et s'unirent contre le Turc. Lazare I^{er}, roi de Serbie, rassembla toutes les forces de la coalition dans la plaine de Kossovo, mais, après une lutte acharnée, les chrétiens furent taillés en pièces (1388).

Ce désastre n'ayant pas eu de suites immédiates pour la Bosnie, Turtko put se consacrer à l'organisation de son royaume. Il y introduisit le code des lois de Douchan et fut le fondateur de la capitale actuelle, Sarajewo. Il mourut en 1394. Il laissa un trône affermi et respecté au dehors, des sujets, pauvres il est vrai, mais ardents, belliqueux, quoique soumis. Il ne se livra à aucune persécution religieuse ; il professa la religion orthodoxe, favorisa et enrichit les églises et les couvents grecs.

Sous ses successeurs, son œuvre tomba en ruine. Son royaume lui survécut à peine trois années.

La Bosnie, déchirée par les guerres civiles, troublée par le fanatisme des bogomiles et ensanglantée par la répression de l'hérésie, rentra dans une période de souffrances.

Les compétitions et les rivalités des Dabiscis, Ostoja's et Hervoja's facilitant l'intervention des Turcs, approchèrent le moment de la conquête. Mais les magnats ne songeaient qu'à satisfaire leur ambition ou leur vengeance ; pour cela les armées ottomanes leur étaient d'un

puissant secours, et ils les appelaient sans se soucier de l'avenir de leur patrie. « Les hommes imitent souvent, « dit en effet Machiavel, ces faibles oiseaux de rapine, qui « poursuivent avec un tel acharnement la proie que la « nature leur indique, qu'ils ne s'aperçoivent pas d'un « autre oiseau plus fort et plus puissant qui s'élance sur « eux pour les déchirer. »

Le plus curieux exemple de cet aveuglement des grands seigneurs bosniaques nous est donné par le knèze Hervoje Voukitchitch. Ce patarien hardi et brave, qui refusa toujours la couronne, préférant, disait-il, être un magnat souverain qu'un prince impuissant et faible, dirigea toute la politique de son pays; il mit son plaisir à faire des rois et à les détrôner. D'abord soutien d'Ostoja, il s'acharne contre les Hongrois, puis renverse Ostoja et sollicite l'amitié du roi de Hongrie. Et cet homme, qui avait été le plus courageux défenseur de son pays, vint le saccager à la tête d'une armée étrangère.

Hervoje devait être satisfait, puisque sa vengeance contre Ostoja était complète, mais il devint jaloux du voyvode Landalij Heranitch qu'il accusait de prendre trop d'influence en Bosnie, et se précipitant sur les domaines de son rival, il les pillait pendant son absence.

Le roi de Hongrie déclara Hervoje coupable de haute trahison; le fier voyvode se prépara à la lutte, fit appel aux Turcs et dans les plaines de l'Usora, on vit un des plus grands magnats bosniaques, par son intrépidité, assurer la victoire aux Ottomans.

Voilà, dans un seul épisode, résumée toute la vie des derniers jours de la Bosnie indépendante.

Sous le règne d'Etienne V Turtkovitch, la situation devient plus grave, car les Turcs n'attendent plus qu'on les appelle. Ils entrent en Bosnie à la faveur de la guerre civile, s'emparent de la ville d'Urbosna, saccagent seize cloîtres et églises ; ils se retirent avec un immense butin et des milliers de captifs. Le roi dut se reconnaître le vassal d'Amurat II et lui payer un tribut annuel de 25.000 ducats. Mais les succès éclatants de Jean Hunyade retardèrent encore la chute définitive de la Bosnie.

Sous son successeur Etienne VI Thomas, les choses changèrent encore une fois de face.

Thomas était patarien. Le pape Eugène IV s'efforça de ramener les Bosniens à la foi catholique romaine. Son légat, Thomas de Lesina, convertit le roi et les magnats suivirent comme toujours en pareille circonstance l'exemple que leur donnait leur souverain. Des églises s'élevèrent partout et affirmèrent la sincérité de toutes ces conversions.

Le roi ne se contenta pas de se faire catholique ; ce prince à l'âme rude et cruelle devint un fanatique. Il tenta d'implanter le catholicisme par la force. Les Bogomiles furent persécutés ; à côté des maux qu'ils subirent alors, les persécutions précédentes avaient été légères. Leurs églises furent détruites, leurs prêtres chassés, leurs maisons livrées aux flammes.

Les édits étaient dictés par le grand inquisiteur Zarai

et leur rigueur était telle que des émigrations en masse commencèrent. Quarante mille Bogomiles fuirent la terre de Bosnie. Il y avait là un autre danger ; les Franciscains, trouvant que le roi allait trop loin, lui conseillèrent de se modérer pour éviter le dépeuplement du pays. Les ordonnances trop sévères furent rapportées et un régime de tolérance relative fut inauguré dans le pays.

D'ailleurs, à cette époque, la crainte des Turcs augmentait ; Constantinople venait de succomber ; en présence du danger commun, les confessions des Balkans se rapprochaient instinctivement. A la mort de Jean Hunyade, dont les victoires protégeaient toute la région, la crainte fit place à l'effroi. Une espérance restait en Thomas. Il eut bien la pensée d'une croisade contre les Turcs, mais malheureusement il était trop tard, les Slaves qui s'étaient épuisés dans leurs guerres intérieures manquèrent d'audace, car ils se sentaient faibles, et ne surent qu'acheter une paix de sept années.

Etienne VI Thomas en profita pour tenter de se mettre dans les bonnes grâces du Sultan. Il lui envoya une ambassade pour lui rendre hommage et lui demander son amitié.

Pendant ce temps, une autre ambassade s'avancait sur le chemin de Rome. Elle avait pour mission de dépeindre au pape la situation lamentable de la Bosnie et de lui demander des secours.

Le Saint-Père envoya au roi et à sa famille sa bénédiction, et ce fut tout.

Le Sultan était plus exigeant à mesure qu'il devenait plus puissant et bientôt il réclama la remise de quatre forteresses. Mais son échec devant Belgrade l'arrêta dans sa conquête.

A la nouvelle de cette défaite de Mahomet II, Thomas, redevenant subitement intrépide, refuse le tribut annuel. Plein d'espoir et d'enthousiasme, il se met à la tête d'une croisade prêchée par le pape Calixte III ; tous les magnats se serrent derrière son étendard ; le Saint-Père leur annonce à tous un éclatant triomphe sur l'Infidèle. L'Infidèle paraît et les vaillants magnats implorent la paix. Ils se trouvent heureux de n'avoir qu'à payer un tribut un peu plus fort que par le passé.

Le dernier roi de Bosnie fut Etienne VII Thomasevitch. Les bruits des préparatifs de guerre de Mahomet II consternaient la Bosnie et alarmaient son roi. Aussi demanda-t-il à la papauté son appui moral. Il fut couronné par un légat au milieu de ses magnats et prit le titre pompeux de roi de Serbie, Bosnie, Dalmatie, Croatie, Herzégovine. Mais si la force trouve facilement des titres, les titres ne donnent pas la force, et le nouveau prince était bien faible.

Toutefois il pouvait espérer quelques années de répit, mais il fut trahi par des patariens réfugiés en Turquie. Ils poussèrent Mahomet II à marcher contre la Bosnie. Il exigea le tribut annuel. Le roi le refusa. Le Sultan occupé en Valachie remit sa vengeance à l'année suivante.

Pendant cet intervalle Etienne VII Thomasevitch se prépara à la guerre. Cependant il regretta bientôt d'avoir re-

fusé le tribut et envoya une ambassade porter sa soumission à Mahomet II. Le Sultan, par ruse, accepta ces propositions, mais immédiatement marcha à la tête de son armée et atteignit les frontières bosniennes. Etienne VII, dans cette extrémité, voulut au moins mourir en roi et, se retirant dans la forteresse de Jaïce, se prépara à lutter jusqu'à la dernière limite. Mais il fut abandonné par son peuple, toutes les villes se rendirent à discrétion à Mahomet II, qui soumettait tout sur son passage sans avoir même à combattre. Les habitants se jetaient à ses genoux et lui demandaient grâce. Cette nation, naguère si jalouse de sa liberté, semblait accepter le joug turc comme un bienfait et un soulagement.

Seules les rivalités religieuses, qui avaient détruit toute idée de patrie, les querelles des magnats, qui avaient épuisé le pays, peuvent expliquer pareille défection de tout un peuple. Les Bogomiles, harcelés depuis plusieurs siècles, avaient déjà fait de fréquents appels au Sultan et crurent trouver dans l'arrivée des nouveaux maîtres la fin de leurs souffrances. Les gouverneurs de la religion patarienne furent les premiers à se rendre. C'est ainsi que cette contrée réputée imprenable tomba devant Mahomet presque sans combat et en moins de huit jours.

Etienne chercha un refuge en Croatie; s'étant reposé quelques heures dans la ville de Klijutch, il y fut cerné et pris par Mahomet-Pacha. Le roi obtint un traité qui lui garantissait la vie sauve. Mais le Sultan fit déclarer par un vieux mufti persan, aussi fameux par sa science que par

son fanatisme, que le firman du pacha était nul, et le prince bosniaque fut exécuté, ainsi que son frère et les magnats de sa suite.

Soixante-dix forteresses prises, trente mille jeunes gens enrôlés dans les janissaires, deux cent mille habitants vendus comme esclaves, telles furent les suites de la conquête. Une fois la Bosnie définitivement conquise, les Turcs se tournèrent vers l'Herzégovine.

Le vieux duc de Saint-Sava, Etienne Vouktchitch, se réfugia dans les montagnes et fit subir de telles pertes aux Ottomans qu'ils durent se retirer, mais en emportant un immense butin, et après avoir massacré sans pitié les seigneurs qui s'étaient soumis à eux.

Les fils du courageux Vouktchitch furent définitivement chassés vers 1476.

C'en était fait de la domination chrétienne dans la Bosnie-Herzégovine. Le royaume de Bosnie tomba sans gloire par la trahison de son peuple, qui nous donne un des plus funestes exemples de la liberté perdue par désir de vengeance. Les Bosniaques montrèrent beaucoup de grandeur à vouloir être libres, tandis que les peuples d'alentour étaient encore esclaves, mais ils firent preuve d'encore plus de folie en sacrifiant ainsi leur indépendance.

TROISIÈME PARTIE

LA BOSNIE-HERZÉGOVINE, PROVINCE TURQUE

CHAPITRE PREMIER

APRÈS LA CONQUÊTE. — LUTTES ET TRAITÉS.

Quelques places fortes, entre autres celle de Jaïtche, avaient tenté de résister. Mais les Turcs avançaient systématiquement. Quand ils voulaient s'emparer d'une forteresse, l'hiver ils dévastaient tous les environs, chassaient les habitants, et l'été attaquaient la place, qui, n'ayant plus de subsistances et se trouvant dans un désert, était forcée de se rendre.

La Bosnie et l'Herzégovine, sous le régime turc, allaient être le champ de bataille où les armées des Turcs, des Madgyars et des Vénitiens se heurteraient sans cesse. Elles allaient assister au duel à mort que se firent, pendant des siècles, les princes chrétiens et les pachas turcs, et

qui, après un jeu terrible de fortune, devait se terminer par le recul du croissant. Elles durent enfin subir les ravages des hordes pillardes, qui, à la suite des armées turques, profitaient de la confusion générale pour se livrer à toutes les extrémités.

Mathias Corvin, roi de Hongrie, refit la conquête de la Bosnie et put se proclamer son libérateur. Le Sultan marcha en personne contre lui et fut battu. Mathias organisa le banat à la tête duquel il mit un voyvode hongrois. Mais malgré la valeur et le courage des rois de Hongrie et des bans de Bosnie, surtout du célèbre comte Christophe Frangipani, la création de Mathias Corvin fut éphémère. La désastreuse bataille de Mohacs (1526), dans laquelle les Hongrois et les Tchèques furent écrasés et leur roi Jagellon tué, assura aux Turcs la conquête de tous les pays au sud de la Save.

Dans cette bataille, le jeune roi Louis II fut foudroyé, ainsi que tous ses chevaliers, par l'artillerie du sultan Soliman I^{er} et le reste de l'armée se noya dans les vastes marais qui entourent Mohacs. Les antiques piesmas sont encore vibrantes du souvenir de ce désastre :

« Mohacs, vieille plaine couverte de sang ! Quand je
« pense à toi, je verse des larmes de fureur... Cesse,
« musique retentissante ; prends du repos, résonnante
« guitare ; joyeuses vallées, forêts vertes, champs fer-
« tiles, affligez-vous...

« Florissantes filles et femmes de Madgyars, faites
« entendre d'unanimes lamentations de douleur. Avec une

« couronne de roses flétries, pleurez tristement vos morts
« en robe de deuil... Païen, Turc, image maudite de Dieu,
« cruel sauvage nourri du lait des tigresses, n'avoir pas
« épargné une si belle et si noble troupe, crois-tu que ce
« soit de la gloire ?

« Le jour du malheur arrivera pour toi aussi, car notre
« âme nous le prophétise. »

Rien n'est exagéré dans ces plaintes, jamais une seule bataille n'a été si funeste à un peuple.

La suprématie du Sultan sur les deux provinces dura jusqu'en 1878. Leur histoire est celle de l'empire ottoman et nous importe peu. Soliman, le vainqueur de Mohacs, fit de réels efforts pour organiser la Bosnie, mais la paix était irréalisable sur les confins de la Hongrie.

Dans l'intervalle des grandes guerres, les luttes étaient permanentes entre les aventuriers des deux partis.

Les souverains de Hongrie et de Turquie signaient bien des traités, mais comme un traité n'est le plus souvent qu'une soumission à la nécessité, jusqu'à ce que le plus fort puisse accabler le plus faible, les luttes recommençaient plus violentes que jamais. Aussi la pauvre province frontière était-elle tenue dans la plus étroite surveillance, hérissée de forteresses, occupée par des garnisons turques : l'état de guerre y était permanent.

Après les victoires du prince Eugène contre qui se brisèrent les tentatives de relèvement de l'empire turc, la paix de Karlovitz consacra l'annexion définitive de la Bosnie-Herzégovine à l'empire ottoman, annexion que le

congrès de Passarovitz reconnu implicitement. Dès lors, les deux provinces souffrirent plus que jamais et pourtant le joug des Turcs était si avilissant que l'histoire est muette sur leur vie intérieure. Le reste de la chrétienté se désintéressa de leur sort, notamment au XVIII^e siècle, où tous les regards étaient attirés par la guerre russo-turque.

Les exploits de Kara Georges firent rêver aux Bosniaques l'affranchissement, mais ce ne fut qu'un rêve, et la domination turque s'appesantit sur eux avec plus de rigueur. Désormais isolées de l'Europe, elles vécurent au XIX^e siècle aussi misérables que les petites républiques du moyen-âge. De temps à autre seulement, un cri de rage, bientôt étouffé dans le sang, trahissait au monde indifférent l'existence de ce peuple poussé par la terreur jusqu'au désespoir. Puis tout retombait dans le calme.

Nous venons de voir la place qu'occupèrent dans la vie politique européenne la Bosnie et l'Herzégovine ; examinons maintenant par quel régime elles étaient opprimées.

CHAPITRE II

L'ADMINISTRATION TURQUE

Les Bosniaques restèrent sous l'oppression des Ottomans jusqu'en 1878 et le régime turc avec tous ses abus leur fut imposé dès l'année 1462.

Ce n'est pas sans raison que le gouvernement turc a été appelé gouvernement du caprice, car le Sultan, maître de tout, ne trouve de limites à sa puissance que dans les usages de l'empire et la coutume des peuples. Aucun corps politique ne vient s'opposer à l'arbitraire du Grand Seigneur et les diverses administrations, sans attributions bien tranchées, manquent toutes d'autorité.

Le Sultan, enfermé dans son sérail, laisse le soin des affaires au grand-vizir. Ce haut personnage, qui est le chef effectif de toute l'administration, est entouré d'un certain nombre de ministres qui ne sont que ses agents. Le despotisme turc pèse de toute sa force non pas sur les populations, mais sur ceux qui partagent le pouvoir. Le grand-vizir, souvent coupable de perfidie et de trahison, est le premier frappé, et il doit s'estimer heureux quand il n'est condamné qu'à l'exil.

Lorsque le Sultan veut apaiser les janissaires et le peuple de Constantinople qui réclament une victime expiatoire, il n'hésite jamais à sacrifier son grand-vizir.

Aussi ce fonctionnaire redouté, qui nomme à tous les emplois, commande les armées en l'absence de son maître, marche à l'ennemi accompagné du saint étendard, et se fait rendre partout les plus grands honneurs, rentre-t-il dans la poussière, dès que Sa Hautesse vient à paraître et se prosterne-t-il comme le dernier de ses esclaves.

En Bosnie, ainsi que dans toutes les provinces turques, le système administratif est de la plus grande simplicité. Les Turcs ne connaissent pas de noblesse, et les emplois sont accessibles à tous les musulmans sans distinction. Il n'y a entre eux de supériorité que celle qui naît de la hiérarchie. C'est l'égalité la plus absolue, mais au bénéfice des seuls mahométans. Aussi voit-on un nombre immense d'hommes subjugués, contenus par quelques milliers de Turcs, entourés le plus souvent d'ennemis, mais qui savent parler en maîtres et imposer le respect. Ils méprisent toutes les nations et restent toujours séparés des peuples qu'ils gouvernent. Mais ces admirables conquérants n'ont jamais pu, par orgueil et par ignorance, s'incorporer les vaincus : c'est la raison qui donne si peu de solidité à leurs conquêtes.

Cependant l'administration turque a de bons côtés, et le mal qu'elle fait est l'œuvre des hommes. Tout le monde sait que du vizir au dernier cadi les fonctionnaires

traîquent de leurs emplois et de la justice ; c'est si bien passé dans les mœurs que dès qu'un Turc est en procès, il se soucie peu de son bon droit et de la justice : il ne songe qu'à acheter son juge. Mais en revanche le juge et l'administrateur ne voient dans les populations qu'un objet de rapport ; ils méconnaissent les droits, les besoins de leurs justiciables et de leurs administrés.

Le pachalik de Bosnie était un des plus importants de l'empire et venait immédiatement après celui de Roumélie. Toute l'autorité appartenait à un Pacha à trois queues qui représentait le Grand-Seigneur dans ce gouvernement. Ce poste, qui réunissait les dignités de Vizir et de Beylerbey ou seigneur des seigneurs, était réservé aux principaux pachas, il fut même donné à d'anciens grands-vizirs. C'est au Grand-Beyram que le Sultan faisait ces nominations.

A son arrivée en Bosnie, le nouveau Vizir est reçu à la frontière par une députation du pays ayant à sa tête le Tchaouchlar-Kéhayaci et le Déftèr-Kéhayaci (grand-maître des cérémonies et grand-archiviste de la province). Il se dirige ensuite vers Travnik, sa résidence, en passant par Bosna-Seray la capitale. A son approche les personnages marquants de la ville vont à sa rencontre, suivis de tous les Turcs en état de porter les armes. On l'accueille avec toutes les apparences du respect et de la soumission, mais on désarme les soldats de sa suite et on ne laisse leurs armes qu'à deux cents personnes qui forment sa garde d'honneur. Non seulement on le reçoit, mais on le loge et on le nourrit aux frais de la ville, lui et tout son cortège,

pendant trois jours. Passé ce délai, il doit prendre le chemin de Travnik. Cela montre le peu d'autorité que le représentant du Sultan aura sur la capitale de la Bosnie.

Les revenus du Beylerbey de Bosnie sont assez élevés ; dans les conditions ordinaires, ils montent à 1.800.000 piastres. Cette somme est fournie pour un tiers par les rayas de Bosnie, de Croatie et d'Herzégovine. La Rachie lui en rapporte autant, car il y est le fermier général des impôts et des douanes. Le reste est produit par les présents de ses subordonnés et les extorsions qu'il exerce sur eux. Il jouit en outre, ainsi que tous ses gens, d'un *tayin* qui lui est fourni par la ville de Travnik et les villages environnants. Un *tayin* est composé d'une certaine quantité de beurre, œufs, pain, viande et fruits. C'est une sorte d'impôt en nature qui pèse sur les habitants de la résidence du Vizir. Chacun de ses hommes, suivant son importance, en reçoit deux, quatre, six ou huit. En y ajoutant les *tayins* pour les chevaux, composés d'orge et de paille hachée, on arrive pour la cour du Beylerbey à une consommation journalière de 1500 *tayins*.

Le pacha de Bosnie a une maison militaire dont l'effectif varie de trois à quatre mille hommes. Sa suite, qui est une répétition de celle du grand-vizir, est de cinq à six cents personnes. A la tête se trouve le *Kehaya-Bey*, qui a la direction de toutes les affaires et est en général très influent. Ensuite viennent le *Silahdar-Aga* (porte-épée, grand maréchal du palais), le *Tchodahar-Agaci* ou grand chambellan, le *Khaznadar-Aga* ou trésorier, le *Muhurdar-*

Efendi qui garde le sceau. Ces fonctionnaires, qui sont revêtus de la pelisse de zibeline, signe de la puissance, jouissent en effet d'un très grand crédit auprès du Vizir. Ils ne touchent pas de gages et ne reçoivent que des présents de leur maître ou de ceux qui désirent leur protection auprès du pacha.

Le Vizir est représenté auprès du pouvoir central à Constantinople par un fondé de pouvoirs, qui, à l'époque du beyram, reçoit pour lui la pelisse de confirmation. Il joue le rôle de tout agent diplomatique, se renseigne sur ce qui se passe : il cherche à surprendre dans les intrigues du sérail ce qui peut intéresser le Vizir et l'en avertit immédiatement. Enfin le pacha de Bosnie est relié directement à la Porte par un service spécial de courriers.

En général un gouverneur de province turque exerce les pouvoirs qui lui ont été délégués par le Grand-Seigneur sans aucune restriction. Pour faire exécuter ses ordres, il est entouré de troupes albanaises qui lui obéissent aveuglément. Il profite de cette toute-puissance pour donner libre cours à sa cupidité, dont les pauvres raïas sont les victimes. Il a le droit de prononcer en dernier ressort au civil et au criminel, il a la direction des impôts et de leur perception, ce qui lui permet de les percevoir à son profit, il a le droit de lever des contributions extraordinaires, et sa conduite n'est soumise à aucun contrôle. Il sait enfin que sa situation est des plus précaires et il utilise le mieux qu'il peut tous ces moyens qui lui sont donnés de s'enrichir.

L'administration provinciale turque est une institution si dénuée de régularité, qu'il est préférable pour les habitants d'avoir un vizir indépendant en fait.

Le pacha, quand il est soumis, est toujours dans la crainte de se voir déposséder par un nouveau favori, et non seulement, il n'a aucun ménagement pour la province, mais encore, il est tenu à des cadeaux sans nombre aux ministres et aux officiers du sérail. Car il faut toujours partir de ce principe qu'en Turquie tout s'achète, et que celui qui paye, c'est le raïa. Si le pacha est indépendant, il est plus fort dans ses forteresses que le gouvernement, et ne craint pas d'être dépossédé. L'instinct conservateur de la propriété le pousse alors à ménager le raïa, qui est en ce cas la seule source de sa richesse.

En Bosnie, la situation n'est pas la même, car il faut compter avec le musulman bosniaque. La faiblesse du gouvernement jointe aux privilèges particuliers qu'obtinrent les Bosniaques entraîna bien vite la désorganisation de la province. La Porte, qui reconnaissait toute la valeur stratégique de cette région, tenta de s'attacher la population et, pour lui prouver son intérêt, donna toujours raison aux plaintes qui lui étaient adressées contre le Vizir. Dès que le pacha montrait un peu d'énergie, il était destitué. Les habitants s'entendaient en effet avec les pachas, ridjals et autres capitaines qui redoutaient l'activité du Beylerbey, car ils eussent été fort en peine de s'expliquer sur l'origine des revenus dont ils jouissaient. Ils excitaient le peuple, lui laissant entendre que le pacha n'était si

remuant que pour exercer plus facilement sa rapacité et un rapport adressé à la Porte le représentait comme coupable de liaisons avec l'étranger.

Le Vizir fait-il preuve de mérite, c'est le Divan qui s'inquiétera. Les Bosniaques ne se plaignent pas, il y a là un danger, peut-être va-t-il se servir de l'affection qu'il inspire pour se mettre en état de rébellion contre son souverain : au bout de deux ans on le rappelle.

Aussi le pacha envoyé en Bosnie se regarde-t-il comme un prisonnier ; rarement il emmène avec lui son harem ; c'est toujours avec satisfaction qu'il reçoit l'ordre de rentrer dans son palais et de quitter ce pays où même les plus ardents musulmans nourrissent un véritable éloignement pour la race turque.

Le Bèylerbèy de Bosnie a sous ses ordres deux pachas à deux queues qui commandent à Novi-Bazar et à Scôpia. Le pacha à deux queues est le chef de la force armée de son département ; il la commande sous les ordres du Bèylerbèy. Cette dignité toute militaire n'a d'importance qu'en temps de guerre : de là le nom de Miri-Mirâm donné au pacha et qui signifie commandant des commandants. Toutefois il n'a le droit de faire exécuter personne sans un jugement régulièrement rendu.

Le Vizir peut nommer le pacha à deux queues Sèr-Askèr, c'est-à-dire commandant en chef d'une armée. L'autorité de ce pacha est alors très grande, il donne des ordres à tous ceux qui se trouvent sur sa route, même aux autres pachas à deux queues.

Ces pachas sont tous bosniaques, il y en a toujours de huit à douze dans la province et c'est parmi eux que la Porte choisit les titulaires des deux Sandjakats.

Tantôt ils sont proposés par le Bèylerbèy, tantôt ils négocient eux-mêmes leur nomination à Constantinople. Dans tous les cas, ils n'obtiennent la place qu'à prix d'argent.

Leurs revenus consistent dans la jouissance de terres de la couronne qui leur sont données à titre de fief, leur vie durant. Cela leur rapporte annuellement de 6 à 8.000 piastres. Quand ils ont un poste, ils touchent beaucoup plus, ainsi le sandjakat de Scopia produit de 30 à 36.000 piastres. Enfin à la tête d'une armée, ils ont leur part des pillages et se font de gros profits sur les fournitures des troupes.

Ces pachas en fait sont héréditaires, mais, à chaque changement de gouverneur, sont soumis au renouvellement de leur diplôme.

Au dessous des pachas à deux queues vient le Mir-Alem-Bèy, qui est chargé de conserver les drapeaux jusqu'à ce que l'armée entre en campagne. C'est lui qui, à la mort du Bèylerbèy ou de tout autre des fonctionnaires de la Porte dans la province, est chargé, selon l'usage établi, de recueillir leur succession, et de l'envoyer au trésor particulier du Sultan. Cette fonction est une des plus lucratives. Il a en outre un revenu fixe de 6.000 piastres.

L'administration civile de la province est partagée entre six ministres appelés Ridjâls, dont voici les attributions.

1^o Le Dèftèrdar-Efendi, grand trésorier de la province. Il perçoit le produit de toutes les taxes et impôts, sauf pour la Rachie où le Vizir est lui-même fermier général. Il envoie aux fonctionnaires des districts le montant des sommes qu'ils sont chargés de recouvrer sur les habitants. Avec ce qu'il reçoit, il équilibre le budget de la province et fait parvenir les fonds qui lui restent au Dèftèrdar, qui est le grand-trésorier de Constantinople : il lui rend compte de sa gestion.

Le Dèftèrdar-Efendi touche par an à peu près 80.000 piastres. Cette somme est obtenue par le rapport de certaines terres de la couronne, puis par la perception d'un droit de 100 paras sur chaque bœuf exporté en Dalmatie. De plus, il a par jour un [tayin de cent rations pour lui et ses gens, et cinquante rations pour ses chevaux. Enfin il ne se fait pas faute d'appliquer le principe général d'indélicatesse commun à tous les fonctionnaires des finances en Turquie.

2^o Le Timar-Dèftèrdari, intendant des domaines et des fiefs de la couronne. Le Grand-Seigneur touche le revenu des fiefs qui sont vacants, ou même de ceux dont les titulaires sont morts en laissant des héritiers, mais, dans ce dernier cas, seulement pendant l'année qui suit le décès. C'est le Timar-Dèftèrdari qui les perçoit ; il est chargé aussi d'affermir les domaines de la couronne. Pour tout ce qui concerne les fiefs, sa voix est très écoutée à Constantinople. Il touche environ par an 50.000 piastres.

3^o Le Tèzkèrèhdji-Efendi est le grand maître des

requêtes. Quand le divan est présidé par le Vizir, il est chargé de lire et de développer les requêtes des particuliers, de là son influence et sa nombreuse clientèle. Il conserve les registres du Divan et contresigne tout ce qui a trait aux fiefs.

4° Le Moukabèlèhdji-Efendi s'occupe du recrutement des troupes et en tient le compte exact.

5° Le Tehaouchlar-Kèhayaci a des fonctions analogues à celles d'un directeur du protocole. Il est le grand maître des cérémonies, reçoit le Vizir à son arrivée en Bosnie, introduit les pachas auprès du Bèylerbèy, enfin lui sert d'interprète pour le bosniaque. Il a en général un très grand crédit.

6° Le Dèftèr-Kèhayaci ou archiviste conserve les décisions administratives et le récit des hauts faits des pachas. Son revenu se compose du produit de certains biens de la couronne et il touche en outre, ce qui paraît bizarre pour un archiviste, une piastre par tête sur tout le gros bétail qui passe en Dalmatie.

Les Ridjâls sont en général bosniaques. Ils sont nommés à Constantinople sur la présentation du Bèylerbèy. Leurs places sont les plus enviées de l'administration provinciale.

Dans les districts, l'autorité appartient aux Capitaines. On en compte trente-six. Leurs fonctions toutes de détail n'en sont pas moins importantes. Ils font la répartition des impôts et autres contributions publiques entre les habitants de leurs arrondissements. Ils ont la direction de l'exploitation des terres du Sultan non converties en

timars. Ils sont chargés de la police et en temps de guerre marchent en tête du contingent de leur canton sous le commandement des Pachas à deux queues et du Bèylerbèy. Ils transmettent leur charge à leurs fils aînés, mais comme le droit héréditaire n'est pas admis dans l'empire, tous les ans, ils reçoivent contre des présents une nouvelle patente d'investiture.

Si le capitaine ne laisse en mourant qu'un enfant en bas âge, il aura pour tuteur le membre le plus âgé de sa famille. Mais dès la mort de son père, l'enfant est le capitaine, tous les actes sont promulgués en son nom et en cas de guerre il doit aller en personne à l'armée, même dans un berceau.

Le capitaine, qui n'a pas d'enfants, fait souvent nommer de son vivant un de ses parents ; sinon, la Porte choisit son successeur. Elle le prend généralement dans sa famille.

Les capitaines ne peuvent infliger que la prison et la bastonnade, toute peine supérieure doit être prononcée par le Vizir. Leurs revenus dépendent de l'importance de leur district.

Souvent en étudiant la Bosnie turque, on rencontre le nom d'Aga. L'Aga n'a aucune place dans la hiérarchie administrative. Ce titre n'est qu'honorifique. Il est donné aux chefs des janissaires, aux chefs de village et, en outre, à tout musulman possesseur de propriétés.

Le Coran est à la fois un code de préceptes religieux et

de règles de droit. Il est donc naturel que primitivement les fonctions de prêtres et de juges aient été réunies. Le corps des ulémas, produit de la civilisation arabe, se composait de savants professeurs chargés d'interpréter les lois de Dieu et de régler les contestations entre les hommes. Mais la prière, la justice et l'enseignement étaient une trop lourde tâche et dans le partage d'attributions qui eut lieu, les cadis reçurent exclusivement l'administration de la justice. Les imans s'occupèrent du culte. Les cadis purent exiger de fortes rétributions et devinrent riches, les imans durent se contenter de quelques modiques salaires sur les fonds des mosquées. Aussi le dernier des cadis refuserait-il de devenir le premier des imans. De plus la coutume s'établit de prendre pour le service des mosquées les élèves les moins intelligents des médressés, et de réserver les autres pour la magistrature.

Une grande différence existe également entre les ulémas de la magistrature inférieure, comme les naïbs et les cadis, et les magistrats supérieurs. Les naïbs et cadis ont subi un examen, puis ont été admis dans une école de droit, d'où ils sont sortis avec le titre de mulazim, mais n'ont pas reçu la grande instruction, et resteront toujours les inférieurs des muderris et des mollahs.

Le chef de tous les ulémas et le maître de la magistrature et de l'enseignement de l'empire est le Mufti ou Scheik-ul-islam. Il est le véritable chef de la loi. C'est lui seul qui déclare les actes du pouvoir conformes à la loi et les rend obligatoires pour tous. Il préside l'assemblée

des ulémas et propose au Sultan les magistrats de premier ordre.

Les cadis ou les naïbs sont compétents au civil et au criminel. Toutes les causes sont portées devant eux. Les autorités militaires prononcent elles aussi des sentences en matière correctionnelle, mais cette juridiction est souvent trop rapide et ses décisions peu équitables. De ce premier degré, on peut porter la cause devant le grand cadi ou mollah qui est le chef des ulémas bosniaques. Il réside à Bosna-Séray, est nommé par le Mufti de Constantinople, jouit d'une grande considération dans la province et possède un revenu de 60.000 piastres.

Pour apprécier la justice d'un pays, il suffit de voir si l'on s'adresse à elle avec sécurité. Or, en Turquie, on ne fait appel au juge qu'à la dernière extrémité. Si deux musulmans sont en désaccord, leurs amis s'interposent d'abord comme arbitres.

Le cadi prononce toujours seul et très rapidement, car sa sentence est suivie immédiatement du paiement des frais, et ses honoraires sont du dixième de l'objet en litige. La jurisprudence turque est celle de la vénalité, de la superstition et trop souvent de la férocité. C'est ainsi que lorsqu'un criminel est condamné à recevoir des coups de bâton, le cadi fait exécuter la sentence devant lui, ne cessant de pousser l'exécuteur à frapper plus fort. Il fait quelquefois intervenir à propos le dogme et l'abandon à la volonté divine. En voici un exemple cité par Henri

Mathieu (1). Un turec avait tué un chrétien d'un coup de bâton sur la tête. Le juge, après avoir examiné l'instrument, déclara qu'il était trop léger pour que le raïa fût mort du coup de bâton, sans une volonté directe de la Providence, à laquelle il n'appartenait pas aux hommes de s'opposer. Il est probable que si le raïa avait assommé le turec, il n'eût pas été question d'intervention divine.

D'ailleurs, rien n'est déterminé, il n'y a aucun partage entre les attributions du pacha et celles des juges, aucune distinction entre les crimes et les délits, aucune réglementation dans les pénalités, qui sont laissées à l'arbitraire du juge. Quand le cadi se transporte dans un village, il commence par rançonner tous les raïas ; aussi sa présence y est-elle plus redoutée que celle des voleurs.

Les prisons sont des caves profondes et très étroites, construites de façon que le sol soit toujours couvert d'eau. Le criminel est attaché à la muraille par les mains et les pieds, les reins et le cou, il reçoit du pain de maïs et de l'eau, mais est dans l'impossibilité de dormir. La mort vient le délivrer après huit à dix jours de ce régime.

Le condamné à la peine capitale est séance tenante dépouillé de ses vêtements et conduit au supplice, battu et maltraité par les exécuteurs et les passants. Il sera pendu, mais voici comment on pend en Bosnie. Les bourreaux s'amuse à étrangler le criminel dans une corde double qu'ils tordent, en la tenant chacun par un bout.

(1) H. Mathieu, *La Turquie et ses différents peuples*, t. II, p. 223.

Quand le supplicié a perdu connaissance, on le rappelle à la vie. Et on répète trois fois cette torture, en le mutilant à la troisième fois. Lorsqu'il est mort, on le suspend à un arbre, et, si c'est un raïa, on le laisse assez près de terre pour que les chiens viennent dévorer son cadavre.

Voilà des faits qui ne prouvent que trop combien est fondé le reproche de barbarie que l'on fait souvent aux Turcs.

Abordons maintenant le régime financier et le système d'impôts.

Nous savons déjà que le produit des impôts, taxes et redevances est versé dans la caisse du Dêftêrdar-Efendi. La régie est à peu près inconnue en Bosnie. Les revenus de l'État sont affermés pour la plupart à de gros financiers ou à leurs prête-noms. Il y a bien des enchères publiques, mais personne n'ose lutter contre ces hauts personnages. Les fermiers revendent leur ferme à des sous-traitants qui, pour rentrer dans leurs frais, augmentent le taux des impôts qui tombent déjà de tout leur poids sur les raïas. Les adjudicataires doivent verser immédiatement au trésor le montant de leurs fermes ; il leur faut, en conséquence, souvent emprunter, et l'intérêt que réclament les bailleurs de fonds est encore payé par le contribuable. Il en résulte que le trésor ne reçoit qu'une partie des sommes qui sont demandées aux habitants. Le vice de ce mode de perception a été reconnu de tout temps et, malgré cela, les anciens errements ont toujours

été suivis. Le système des fermages simplifie beaucoup la tâche du trésor et lui offre une ressource toujours prête. Peu important ses conséquences désastreuses ; le despotisme indolent des Ottomans s'en contente.

Voici quels étaient les principaux impôts perçus en Bosnie-Herzégovine.

L'haràc, appelé ensuite l'askeriga ou bédelat askarie, est une capitation qui pèse sur les sujets non musulmans de seize à soixante ans, à l'exception des femmes et des enfants. Ce tribut leur est imposé parce qu'ils sont exemptés du service militaire. Son taux est de vingt-deux piastres par tête et par an, ce qui donne à peu près 4 fr. 40 cent. Les autorités turques réclament une certaine somme à chaque village et c'est le knèze qui en fait la répartition. Mais le chef de village doit verser intégralement la somme demandée, et le plus souvent, à raison des vieillards et des indigents qui ne peuvent payer, le taux monte pour les hommes valides jusqu'à trente piastres.

L'impôt foncier sur les immeubles ou vergui est de 4 pour 1000. Il frappe aussi bien le musulman que le chrétien, mais comme l'estimation des immeubles est faite par un fonctionnaire turc, les raïas se plaignent maintes fois de sa partialité dans ses appréciations.

Les céréales, légumes, fruits, raisins, fourrages sont atteints par un impôt du dixième de leur valeur, le décime ou desetina. En fait, il arrive au huitième à raison des surcharges. Cet impôt est surtout très pénible pour le

raïa, à cause de son mode de perception. Cette perception est remise à des traitants, qui non seulement cherchent à réaliser de gros bénéfices, mais encore ne tiennent aucun compte des besoins de la culture. C'est ainsi que, par leur retard, les moissons restent plusieurs semaines sur la terre, et sont détériorées par les intempéries. L'estimation doit, en effet, se faire sur pied. De plus le raïa ne sait pas lire le turc, le percepteur, sur la feuille d'imposition qu'il laisse au fermier, peut forcer impunément la valeur de la récolte, et quand on vient réclamer l'impôt, le raïa se trouve obligé de payer plus qu'il ne croyait. De là des protestations sans nombre. Les dîmes perçues restent quelquefois longtemps dans le champ. Si un malfaiteur vient les piller, on rend tout le village responsable.

Bien que le raisin paye la dîme, le vin, comme toutes les boissons fermentées, est soumis à un droit. Chaque mesure paye deux piastres, l'eau-de-vie cinq. Il en est de même du tabac qui, comme plante, paye la dîme, et dont les feuilles séchées et vendues payent un nouveau droit.

A ces impôts, il faut ajouter un droit de pâturage sur les montagnes de quatre piastres par bœuf, le porez, impôt de quinze à vingt piastres par tête de gros bétail, le donuzia, de trois piastres par porc, et enfin une taxe sur les ruches à miel.

Les chrétiens seuls sont soumis à la corvée du travail sur les routes. Or, d'après la loi, cette corvée doit être payée au corvéable, et ne durer que de quatre à huit jours

par an. Mais en fait, le raïa ne reçoit aucun paiement et est quelquefois tenu d'aller travailler très loin de sa demeure. Comme son champ n'est pas cultivé pendant ce temps et qu'il est obligé d'emporter la somme d'argent nécessaire à son entretien, sa famille est réduite à la misère la plus complète.

Aux corvées se joignent les réquisitions. Si des troupes turques passent par la Bosnie, tout individu qui possède un cheval ou tout autre monture devra la donner pour le transport du matériel. En cas de guerre, les pays voisins des opérations doivent fournir des vivres. Mais ce dernier droit est bientôt devenu un impôt fixe.

Mentionnons en outre les charges provinciales comme la taxe et les cadeaux donnés aux pachas, le paiement de leurs frais de voyage, et le logement aux frais de l'habitant des percepteurs des impôts, enfin les surtaxes pour les dépenses locales et les postes. Les maîtres de poste reçoivent une gratification de la Porte ; toutefois la province leur accorde une somme proportionnée au nombre de chevaux qu'ils peuvent entretenir pour le passage des courriers.

Ces questions de charges locales nous amènent à parler de l'organisation municipale.

La meilleure partie de l'administration turque est celle des communes et des villes qui ont une certaine liberté. Chaque commune a un maire et choisit, à la pluralité des voix, des officiers municipaux qui gèrent les intérêts publics. En général, on les prend parmi les habitants les

plus riches. Ils font la répartition des impôts et des dépenses locales et fixent la part de chacun suivant sa fortune. Ils peuvent aussi prélever certains impôts et distribuent les biens vacants et sans maître, ou les terrains en friche. Ils sont aussi chargés de défendre les intérêts de leur commune contre l'autorité supérieure.

En Bosnie, on rencontrait de telles organisations dans les grandes villes, mais il faut faire une place à part à Bosna-Séray.

En se convertissant à l'islamisme, les spahis de Bosna-Séray entendirent conserver leurs libertés et leurs privilèges ; aussi, en réalité, la capitale de la Bosnie formait-elle une sorte de petite république sous la suzeraineté du Sultan.

Les citoyens élaient leurs anciens ; les propriétaires fonciers des environs se faisaient représenter par des starchinas héréditaires ; les artisans et les marchands choisissaient un représentant par corps de métier. Ce conseil communal devint si puissant qu'il put interdire au Vizir de passer plus de deux jours par an dans la ville.

A un autre point de vue, Bosna-Séray était dans une situation très privilégiée. La Sultane Valideh jouissait d'une partie des revenus de cette ville : par contre, elle était devenue sa protectrice. Toutes les réclamations, toutes les demandes des habitants, appuyées au Divan par la mère du Sultan, étaient acceptées. C'est cette haute protection qui a permis à Séray non seulement de renvoyer de ses murs le représentant du souverain, mais même de

résister à ses ordres. Elle fut le foyer de l'indépendance et exerça sur toutes les autres villes une suprématie complète.

Pour conserver leur influence au Divan, tous les ans, les habitants de Bosna-Séray envoyaient deux députés à Constantinople. Ils apportaient à la Sultane Valideh le tribut que lui devait la ville et au Sultan un présent des six plus beaux chevaux de la province et 8.000 sequins tures. Enfin, ils étaient chargés de remettre des objets précieux et des étoffes de prix à tous les gens en place. Aussi leurs requêtes étaient-elles toujours bien accueillies.

CHAPITRE III

L'ÉTAT SOCIAL ET LES PROJETS DE RÉFORMES

Se borner à la simple nomenclature des institutions ne donnerait qu'une idée très vague de la Bosnie-Herzégovine sous le régime turc. Aussi allons-nous tenter de préciser le tableau de la vie intérieure de cette province par quelques détails sur les différences sociales, les croyances et les coutumes des Bosniaques.

I

On donne souvent en Bosnie le nom de Turcs aux musulmans, c'est une erreur ; tous les musulmans y sont de la plus pure race slave.

Dès les premiers jours de la conquête, les seigneurs slaves, désireux de conserver leurs fiefs et leurs privilèges, embrassèrent l'islamisme. Or, en dehors de la famille régnante, la noblesse n'existait pas en Turquie ; mais, pour reconnaître la rapide soumission de l'aristocratie bosniaque, les Turcs firent une exception et, sanctionnant le régime féodal, donnèrent des titres à la haute

noblesse. Parmi ces titres figura celui de bey. Dans la suite, la Bosnie fut organisée, et il se forma une nouvelle aristocratie composée des familles qui se partageaient le pouvoir local. Elle devint rapidement, par la force des choses, beaucoup plus influente que l'ancienne.

C'est cette noblesse qui est devenue un des éléments les plus fanatiques et les plus rétrogrades de l'empire.

Les paysans, sauf les bogomiles, restèrent chrétiens. Ils acceptèrent ainsi un esclavage glorieux pour eux. Ils devinrent une race de parias, taillables et corvéables à merci, ils devinrent des raïas, terme qui les assimilait au bétail.

Il existait donc en Bosnie deux classes de personnes bien tranchées. D'un côté, il y eut des beys ou agas musulmans, fiers, arrogants, souvent cruels, qui possédaient; de l'autre, des chrétiens, admirables de vigueur et d'énergie, mais pauvres, qui travaillaient; les uns, propriétaires du sol, les autres fermiers à redevance, ceux-là exemptés d'impôts, ceux-ci supportant tout le poids des charges fiscales, lourdes d'abord, écrasantes ensuite.

Maîtres des terres, les seigneurs le furent aussi des châteaux et, dominant le pays du haut de leurs forteresses, ils asservirent autant qu'ils le purent les habitants de leurs terres. Cette inégalité, qui était la règle dans tous les pays de féodalité, fut plus abusive en Bosnie-Herzégovine, car les seigneurs étaient d'une religion et les paysans d'une autre, ce qui appesantissait encore l'esclavage. C'est ainsi que les chrétiens étaient soumis à toutes sortes de vexa-

tions. Sous le plus futile prétexte, le raïa était maltraité, rançonné, ruiné. S'il passait par certains chemins qui lui étaient interdits, il était exposé à recevoir des coups de fusil ou tout au moins à être roué de coups. Sur la route, rencontrait-il un musulman, il devait descendre de cheval, lui céder le haut du chemin, et cacher précipitamment ses armes en signe de respect. Ce n'est qu'à genoux qu'il pouvait parler à un musulman et avec les plus grandes marques de soumission. Enfin son vêtement même devait indiquer son infériorité. Il ne lui était permis de porter que le turban rouge.

Ces persécutions rendirent le musulman orgueilleux, violent, et heureux d'affirmer sa supériorité, trop souvent par des cruautés sans nom. Le raïa, sous les dehors de la sujétion la plus complète, garda la haine dans le cœur, et prépara sourdement la vengeance. L'anarchie la plus néfaste en résulta ; mais, aveuglés par la passion et l'ignorance, les Bosniaques ne purent comprendre leurs vrais besoins.

C'est surtout dans le domaine religieux que la conquête produisit ses premières conséquences. Nulle part le mahométisme ne se répandit aussi vite et ne pénétra plus profondément qu'en Bosnie.

Les premiers convertis furent les Bogomiles. En écartant les considérations politiques, la simplicité de la doctrine de Mahomet, s'accordant si bien avec les conceptions religieuses des Patariens, suffirait à expliquer cette conversion. C'est le même esprit d'égalité, et presque le

même culte sans apparat, ni solennité. Les hérétiques furent attirés en outre par le côté superficiel de l'islamisme qui prescrit l'exécution d'un certain nombre de pratiques, mais ne scrute pas les cœurs.

Nulle part le Coran n'eut de plus scrupuleux adeptes que parmi les mahométans bosniaques. Leur zèle fut bientôt sans bornes et ils poussèrent plus loin que les Turcs l'enthousiasme religieux. Excités par la lutte contre leurs raïas catholiques, poussés par le désir de mériter les faveurs de la Porte, les musulmans bosniaques furent conduits par le fanatisme jusqu'à la persécution, et rendirent impossible l'exercice des autres cultes.

Cependant malgré leur apostasie, ils conservèrent des restes de leur première religion. Ils avaient le calendrier chrétien et vénéraient un grand nombre de saints du christianisme. Les familles musulmanes avaient gardé l'ancien patron de leurs aïeux et célébraient la Saint-Elie et la Saint-Georges. Il est vrai que comme concession au nouveau culte, on avait débaptisé les saints : Elie, le patron de la Bosnie, était devenu Ali et Georges, Ildus, mais la vénération qu'on leur portait était restée la même.

Mahomet II, maître de la Bosnie, appliquait à la lettre le verset du Coran : « Si vous rencontrez les infidèles, combattez-les jusqu'à ce que vous en ayez fait un grand carnage. » Il se jetait sur les chrétiens, les tuait en masse, renversait les églises, pillait leurs trésors, détruisait les couvents. Les Franciscains protégeaient de leur mieux les intérêts de leurs fidèles. Mais les catholiques

fuyaient en Hongrie. On raconte que Mahomet, l'ayant appris, fit venir le prieur du couvent des Franciscains de Fojnitcha, Angèlo Zwislovitch, et lui remit un firman accordant à son ordre la protection la plus complète, le dispensant de la capitation pour les religieux et lui donnant le monopole de l'enseignement catholique.

Grâce à ces privilèges, l'ordre parvint à soutenir le catholicisme et même à préparer la suppression du joug turc. De temps en temps, les Bosniaques restés chrétiens se révoltaient, mais, lorsque le gouvernement incapable des Jagellons fit perdre tout espoir dans la Hongrie, les Franciscains, comprenant que la résistance était inutile, les engagèrent à se soumettre et à rester en paix. C'était plus prudent et plus habile, car le gouvernement turc, en présence de cette attitude, les autorisa à fonder quelques couvents. Les musulmans parfois savent être tolérants.

C'est pour cette raison que, vers 1527, arrivèrent d'Espagne en Bosnie de nombreuses familles israélites. Chassées par le roi Ferdinand et les rigueurs de l'Inquisition, elles cherchèrent un refuge dans le sud de l'Italie et dans l'empire ottoman. Ces Juifs espagnols, bien accueillis par les Turcs, leur prouvèrent leur reconnaissance en se tenant écartés des agitations politiques, si ce n'est pour mettre leur argent à la disposition du musulman. Jamais on ne les entendit parler de revendications ; ils s'assimilèrent rapidement au dominateur. Toutefois en prenant les mœurs slaves, ils conservèrent un langage espagnol.

Le fanatisme turc s'est tout particulièrement acharné

sur les grecs orthodoxes. Quoique bien plus nombreux que les catholiques, ils n'eurent pas leurs privilèges, car ils n'eurent pas de protecteur, leur chef, le patriarche de Constantinople, étant complètement impuissant en général, et surtout s'étant désintéressé en particulier de ses fidèles de Bosnie.

Nous venons de parler de cette tolérance que les musulmans professent par mépris à l'égard des autres cultes. Malheureusement, elle était souvent inconnue des pachas bosniaques. Beaucoup d'entre eux imposaient leur religion par la force et mettaient à la torture ceux qui leur résistaient. Quand les souffrances étaient trop extrêmes, les chrétiens ne songeaient plus à lutter et cherchaient un refuge dans n'importe quel asile au-delà de la Save. Ce fut l'origine des grandes émigrations.

S'il est exact que les Franciscains aient, par leur intolérance, facilité l'invasion ottomane, il faut reconnaître que, pendant la plus grande partie de la domination turque, ils expièrent cruellement leur faute. Leur histoire n'est en effet qu'un long martyrologe. Au milieu de l'affreuse misère qui régnait, ils firent preuve de patience autant que de courage, et trouvèrent encore des paroles de compassion pour relever et consoler les chrétiens. Ils allèrent même plus loin en humanité et en piété, et on en vit qui suivaient les armées turques, exhortant les prisonniers et secourant les mourants. Le xviii^e siècle rendit aux chrétiens un peu de sécurité. Les riches marchands catholiques ou orthodoxes construisirent des églises et fondèrent des

établissements pieux. D'ailleurs, les catholiques étaient aidés par la papauté et par leurs coreligionnaires de toute l'Europe.

Les chrétiens de Bosnie ont conservé la foi naïve et sincère des primitifs. Si la barbarie et la rapacité de quelques hommes les ont rendus tous esclaves, la persécution les a retrempés et les a sauvés de l'abrutissement, qui est la plus terrible conséquence de la servitude. Ils ignoraient la pompe qui accompagne, en général, les cérémonies religieuses. Les Turcs ayant détruit la plupart de leurs églises et de leurs monastères, l'office se disait le dimanche en plein air, dans le cimetière chrétien. Tous ceux qui ont eu l'occasion de visiter la Bosnie turque, ont remarqué la ferveur et le recueillement des assistants (1).

Mais des superstitions sans nombre inventaient des usages ridicules, et l'ignorance affermissait les croyances populaires. Personne ne doutait de l'existence des sorciers, des loups-garous, des vampires, des apparitions de trépassés et d'âmes plaintives qui venaient demander du secours. Tous ces exemples de la crédulité humaine donnaient lieu à de grandes terreurs. Les musulmans étaient tout aussi superstitieux que les chrétiens et leurs craintes leur rappelaient leur ancienne religion. Ils achetaient les formules de prières que vendaient les moines et faisaient

(1) Chaumette des Fossés, *Voyage en Bosnie*, 1822. — Pertusier, *La Bosnie*, 1822. — G. Perrot, *Souvenirs d'un voyage chez les Slaves du Sud*, 1870.

dire des messes, si un des leurs était très malade. Ils faisaient un usage courant des amulettes. On en mettait au cou des enfants, des jeunes chevaux et des jeunes veaux pour les préserver des maladies. C'étaient des petits sacs de cuir contenant quelques versets du Coran. On les avait fait bénir par le mufti, puis par le pape, enfin par le prêtre catholique. Le musulman avait alors pleine confiance dans leur efficacité, car il pensait que sur les trois bénédictions, il devait y en avoir au moins une de bonne.

Quant aux chrétiens, ils avaient l'habitude de se faire tatouer sur le bras, ou la poitrine des signes religieux. C'était pour eux, au début, une profession de foi qui est devenue une mode.

Les Bosniaques, dans l'empire ottoman, forment une race très spéciale par le caractère et par les mœurs.

Le vrai Turc n'aime ni le progrès, ni les nouveautés, ni les améliorations. Le Coran lui suffit, il accomplit scrupuleusement les devoirs de sa religion, est toujours content de son sort, et ne songe pas à se passionner pour des intérêts politiques ou sociaux. Il est attaché à la dynastie d'Osman, obéit à ses chefs, et ne fait d'autres rêves que ceux que lui procure son tabac syrien. Inaccessible à la pitié, il reste aussi calme dans le sacrifice de sa vie que dans le meurtre de sa victime, se regardant toujours comme le jouet de la fatalité.

Il n'est jamais très malheureux, car en présence de la

souffrance, il tombe très vite dans la résignation, et renonce à la résistance. Très orgueilleux, il repousse avec dédain tout effort vers un état meilleur et, voyant la suprême jouissance dans l'inaction, il s'en remet pour toutes choses à la sagesse divine.

Robustes, bien faits, agiles, capables de supporter les plus grands travaux, la faim et la misère, les Bosniaques mènent une tout autre existence. Divisés entre eux, les uns catholiques, les autres orthodoxes, un grand nombre musulmans, partagés par la diversité des classes, ils vivent perpétuellement dans l'état de guerre. Le calme, la paix, le repos, la sécurité sont inconnus dans leurs montagnes. A la moindre alerte, la population s'émeut, la charrue est abandonnée dans le sillon, chacun saisit ses armes, et on voit tout un village se précipiter sur un autre en ruinant tout sur son passage. Le voyageur qui traverse la Bosnie ne trouve que des hommes armés, prêts à parer à toute attaque, des maisons fermées et barricadées comme des citadelles et dans les arbres mêmes des postes d'observation.

C'est que les Bosniaques, loin de se désintéresser des questions politiques ou religieuses, défendent avec acharnement leurs libertés ou leurs privilèges.

Sont-ils réunis au café comme tous les musulmans, ils s'occuperont du gouvernement du Vizir, et discuteront les actes des autorités turques. A Travnik, souvent après de pareilles discussions, les chefs des Janissaires et les habitants les plus influents allèrent eux-mêmes adresser

leurs plaintes ou exprimer leurs vœux au pacha qui, moins fort qu'eux, devait tolérer une aussi grave atteinte au principe du despotisme ture.

Abstraction faite de ce tempérament indomptable et de cet instinct batailleur, les mœurs des Bosniaques sont d'une grande austérité.

Vivant associés en communautés de famille, très respectueux des vieillards, très constants dans leurs affections, leur vie privée abonde en exemples de dévouement. « Ma mère, mon cœur dans ma poitrine », voilà une de leurs expressions populaires, qui en dit beaucoup plus que de longs développements.

Ils font entre eux des pactes d'amitié que rien ne peut rompre. Les amis se doivent aide et protection, et ils ont souvent poussé le respect de leur engagement jusqu'au sacrifice de leur vie.

L'hospitalité est pour eux un des devoirs les plus sacrés. C'est un bonheur d'avoir des hôtes à sa table, et celui qui franchit le seuil de leur maison devient le protégé de tous les membres de la famille.

Sobres et tempérants, ils ne connaissent pas l'oisiveté, mais, tandis que le chrétien applique son amour du travail à l'agriculture, le musulman, dont l'éducation est toute militaire, chasse la bête fauve et fatigue son cheval dans des courses folles.

On ne leur reconnaît que deux défauts, d'abord une ignorance poussée aussi loin chez le musulman que chez

le chrétien et qui est une des causes les plus évidentes de leurs souffrances.

Ensuite, ils ont un grand amour de l'argent, mais ils s'en servent pour acheter des étoffes aux couleurs éclatantes et des armes richement ciselées. C'est là, en effet, qu'ils mettent toute leur coquetterie.

Cette race, pleine d'énergie et de bon sens, dédaigne la mollesse. Nés pour la poésie et la guerre, les Bosniaques ne comprennent pas la vie sans héroïsme. Vivre, pour eux, c'est se battre et chanter.

Leurs chants populaires, dont le charme sauvage et un peu mélancolique les a fait agréablement comparer à une branche de houx étoilée de neige (1), sont de longues épopées, souvent émouvantes, sur les courageux Bosniaques tenant la montagne et tuant sans cesse des Turcs. C'est dans ces chants, répétés le soir à la veillée, avec accompagnement de la guzla, que le Bosniaque a exprimé toutes ses angoisses et toutes ses espérances.

Un dernier et très important caractère de ce peuple est un culte obstiné pour ses traditions et ses vieilles coutumes. Ceci nous conduit à examiner comment la population bosniaque arrêta dans leur exécution toutes les mesures administratives que voulut prendre l'autorité ottomane. Elle soutint indistinctement tous les rebelles, même les brigands, ne voulant voir en eux que des défenseurs de la patrie contre l'oppression étrangère.

(1) Colonna, *Contes de la Bosnie*.

II

Le fanatisme rétrograde des Bosniaques s'est surtout manifesté pendant le XIX^e siècle. Il suscita des luttes cruelles, mais le despotisme turc finit par triompher de tous les obstacles. On sait que l'empire ottoman a tenté de se régénérer en s'ouvrant à la civilisation occidentale, or nous verrons en Bosnie l'antithèse établie entre l'Occident, toujours avide de réformes, et le vieux monde oriental, irréconciliable ennemi de toute nouveauté. En Europe, les princes sont conservateurs, les peuples croient trouver dans le changement le remède aux maux dont ils souffrent. Ici les novateurs seront les princes qui devront imposer par la force leurs idées de progrès, le peuple s'acharnera à défendre le passé et, dans le désespoir qui précédera sa défaite, il se laissera aller à la fureur la plus brutale.

L'aristocratie des renégats bosniaques, d'abord favorisée par les Sultans, n'avait pas tardé à les inquiéter. Ces beys devenaient trop puissants. Peu nombreux, ils subjuguèrent tout un peuple qu'ils ne se faisaient pas faute d'exploiter et même d'égorger comme du bétail. Peu importait encore qu'ils ôtassent toutes les libertés à la nation, mais ils montraient trop d'arrogance en réclamant leurs propres franchises, et, par la méfiance qu'ils témoignaient au Vizir, ils disaient trop qu'ils voulaient bien un souverain, mais jamais de despote.

La Sublime Porte eut alors la pensée de soutenir les raïas contre les beys et donna à ses Vizirs des ordres formels en ce sens. Les nobles bosniaques ne tardèrent pas à s'apercevoir que le nouveau régime tendait à leur ruine. Ils s'unirent tous sous la direction d'Ali-Vidaïtj, bey de Zvornik, et alors s'ouvrit pour les raïas bosniaques une période d'extrêmes douleurs et de tortures que seule l'intervention européenne parviendrait à faire cesser. Les plaintes des raïas avaient dû irriter la Porte contre eux, se dirent les nobles : ils voulurent étouffer pour l'avenir ces réclamations et massacrèrent les raïas. Ils se mirent à parcourir les campagnes, souillant les églises et pillant leurs trésors. La pauvre Bosnie connut alors ce que le despotisme a de plus tyrannique et la vengeance de plus cruel. Les kmètes, en 1803, en appelèrent au Sultan. Le Grand-Seigneur indigné menaça les beys d'envoyer contre eux une armée, qui ne serait pas musulmane et ne les épargnerait pas. Cette armée qu'on leur faisait craindre, les nobles musulmans pensèrent qu'elle ne pouvait être étrangère, et que ce seraient les raïas eux-mêmes. Pour écarter ce danger, il n'y avait qu'un moyen, les tuer tous. C'était en février 1804, et les exécutions commencèrent. On cite un spahi bosniaque qui emprisonna sans exception tous les raïas de son district ; chaque vendredi, en revenant de la prière à la mosquée, il en faisait amener un certain nombre devant lui et s'amusait à les couper en deux, d'un coup de cimeterre.

Les raïas furent sauvés par les haïdouks, ces brigands

patriotes, qui, sortant de leurs cavernes et de leurs forêts, soulevèrent et organisèrent les paysans et firent tomber sous leurs coups une partie de la noblesse bosniaque. Le Vizir de Bosnie, d'abord en union avec les insurgés, s'effraya quand ils lui demandèrent des garanties contre les tyrans futurs, et prit la résolution de soutenir désormais les seuls musulmans. La persécution recommença, mais l'affranchissement poursuivait sa marche ; les spahis, les beys furent souvent battus. Cependant en 1813 les haïdouks et les raïas furent écrasés sous le nombre.

Plus de cent mille guerriers se précipitèrent sur eux. Les paysans perdirent toute énergie, leurs bras n'eurent plus de vigueur pour combattre. La population, à force de souffrir, était défailante et démoralisée. La Save se couvrit de fuyards qui passaient en Autriche. Les Monténégrins crurent le moment favorable, entrèrent dans la Bosnie et la ravagèrent dans tous les sens. Le pays fut livré à la plus douloureuse anarchie. La Bosnie arrivait enfin à l'état de dissolution que la Porte attendait. Quand les hommes se sont emportés aux dernières fureurs, il y a toujours un moment où ils faiblissent et tombent dans une sorte d'indifférence. La dangereuse aristocratie bosniaque allait enfin pouvoir être subjuguée et disciplinée.

C'est au Sultan Mahmoud II que revient l'honneur d'avoir inauguré la réforme. A partir de son règne, la Turquie nous donne le curieux exemple d'un pays qu'on veut adapter malgré lui aux conditions de la vie européenne. Mahmoud tenta de régénérer son peuple, mais il le fit en bar-

bare. Les Janissaires l'inquiétaient, il les détruisit. Le Sultan dit un jour : « Je veux que la justice règne dans mon empire, et que, parmi mes sujets, on ne distingue le Musulman qu'à la mosquée, le Chrétien qu'à l'église et le Juif qu'à la synagogue. » Il s'efforça, non pas d'assimiler les raïas aux musulmans, mais de les relever de l'état d'abaissement dans lequel ils étaient depuis la conquête.

Le Divan fut vite persuadé que tant qu'on n'aurait pas enlevé aux beys leurs privilèges, la réforme serait impossible en Bosnie.

Mahmoud envoya d'abord comme vizir le moine Dchelaloudine, avec la mission d'arrêter la moindre tentative de résistance et de maintenir le pays dans le calme par la terreur. Dchelaloudine s'acquitta de sa tâche avec cruauté et se montra inflexible dans la répression.

Son successeur Abdourahim, à son entrée en Bosnie, lança la proclamation suivante : « Mahométans bosniaques, je vous apporte de loin le baiser de la paix et de l'unité fraternelle. Oubliant vos folies et désirant ouvrir vos yeux à la lumière, je viens vous faire connaître les ordres sacrés du plus puissant des maîtres. Si vous vous montrez obéissants, j'ai le pouvoir de pardonner vos fautes. Choisissez donc entre la vie et la mort ; réfléchissez mûrement pour ne pas avoir à vous repentir. »

La noblesse bosniaque ne prit pas le temps de réfléchir et opposa au Vizir une résistance acharnée ; mais, avec ses troupes disciplinées à la franque, il triompha et put entrer à Sarajewo. Les beys furent décapités par centaines, les

autres chassés et le raïa fut épargné, il n'eut qu'à payer des contributions de guerre. La réforme européenne s'installait en Bosnie. Les antiréformistes firent bientôt presque tous leur soumission.

Mais ce n'était qu'une trêve, car en 1828 la population se souleva et extermina la garnison du Vizir. En 1831, nouvelle insurrection contre le Vizir de Travnik. Une attaque contre Constantinople fut même résolue. Le rendez-vous était dans la prairie qui entoure Novi-Bazar. « Les vertes bannières s'y déroulaient innombrables et « flottaient au gré du vent, comme dans le ciel roulent « les nuées d'orage (1). » Mais les Bosniaques furent arrêtés par les promesses que leur fit le Vizir.

En 1838 mourait le sultan Mahmoud. « La régénération « de son peuple, a dit le maréchal de Moltke, avait été la « grande tâche de l'existence de Mahmoud, l'insuccès de « son plan, sa mort. »

Les musulmans bosniaques, pensant que cet événement changerait la politique turque, en eurent une grande joie. Elle fut de courte durée, car Abdul-Medjid, son successeur, laissa gouverner ses ministres réformateurs.

Le hatt-i-schériff du 3 novembre 1839 fut proclamé sous le kiosque de Gul-Khaneh dont il garda le nom. C'était une sorte de charte des libertés et des garanties accordées par le Sultan à ses sujets, à tous, sans distinction de religion.

(1) Rapsodie citée par Cyprien Robert.

Il disait : « Les institutions nationales doivent désormais
« garantir à nos sujets une parfaite sécurité quant à leur
« vie, leur honneur et leur fortune. Ces concessions sou-
« veraines sont acquises à tous, de quelque religion ou
« secte qu'ils puissent être, tous sont appelés à en jouir
« sans exception. » Il annonçait l'application d'un mode
régulier d'asseoir et de prélever les impôts et des amélio-
rations dans le recrutement militaire.

C'était une révolution. Le hatt-i-schériff émancipait les raïas de la servitude, mais en fait ne leur assurait la jouissance effective d'aucune liberté. Un seul point était fortement établi, c'est que la différence de religion ne pourrait en rien influencer sur les droits des sujets du Sultan.

Les spahis avaient voulu s'agiter, mais ils avaient été réprimés violemment par le Vizir Vedchi, si violemment que le Divan lui-même trouva que Vedchi avait dépassé la mesure et lui retira ses fonctions.

Mais l'on ne pouvait espérer une rapide transformation d'un régime qui avait sa base dans le fanatisme. Jamais les musulmans ne pourraient se faire à la pensée que les raïas, leurs esclaves, étaient leurs égaux. Aussi leurs persécutions contre les chrétiens n'en continuèrent pas moins. En 1849, la Porte, effrayée des progrès de la démoralisation en Bosnie, crut prudent de calmer les musulmans par des concessions. La province fut exemptée du régime financier des autres pachaliks ; la perception des dîmes des timars fut laissée à leurs propriétaires, au lieu d'être donnée à des agents spéciaux. Cette mesure

n'amena pas l'apaisement, et en 1851, éclata une terrible insurrection. Omer-Pacha reçut du Sultan la mission difficile de châtier ces rebelles. Il les vainquit et, après une sanglante répression, établit l'autorité absolue de la Porte dans tout le pays. Les fiefs furent abolis et ce fut la fin du régime des beys que l'on conduisit vers les rives du Bosphore.

Le tanzimat fut mis en vigueur ; Omer-Pacha, quand il quitta Sarajewo en 1852, pouvait croire la réforme entièrement faite. Mais la brutalité et les intolérables abus du nouveau personnel administratif, unis aux exactions des collecteurs d'impôts, amenèrent bientôt d'autres insurrections.

Toutefois, de 1863 à la grande insurrection de l'Herzégovine en 1875, s'ouvre une période de calme relatif. La Bosnie murmurait, mais personne n'osait élever la voix, car la crainte arrêtait même les plus violents.

Dans tout l'empire, d'ailleurs, la réforme qui, au début, n'avancait que très lentement, commençait à conquérir les esprits éclairés et prévoyants.

Le 28 novembre 1852, avait été signé par le Sultan un firman sur l'administration des provinces : c'était une vague imitation du système français. Enfin, le 18 février 1856 fut lu solennellement le hatt-i-humayoun. C'était la confirmation des principes posés par le hatt-i-schériff de Gul-Khaneh. La liberté de chaque culte, quel que fût le nombre de ses adhérents, devait être assurée par les mesures les plus énergiques. Personne ne pouvait être

contraint de changer de culte. Voilà pour ce qui concernait la religion. Tous les sujets de mon empire, déclarait le Sultan, sans distinction de nationalité, seront admissibles aux emplois publics et aptes à les occuper.

Le hatt-i-humayoun abolissait la torture, rendait plus humain le système pénitentiaire, et ordonnait la publicité des audiences des tribunaux. Enfin, voici comment il tranchait les questions militaires et fiscales : « L'égalité des
« impôts entraînant l'égalité des charges, comme celle des
« devoirs entraîne celle des droits, les sujets chrétiens et des
« autres rites non musulmans, devront, ainsi qu'il a été
« antérieurement résolu, aussi bien que les musulmans,
« satisfaire aux obligations de la loi de recrutement.

« ... Le système de la perception directe des impôts
« sera successivement, et aussitôt que faire se pourra,
« substitué au régime des fermes dans toutes les bran-
« ches des revenus de l'Etat. Tant que ce système demeu-
« rera en vigueur, il sera interdit, sous les peines les
« plus sévères à tous les agents de l'autorité et à tous les
« membres des medjlis de se rendre adjudicataires des
« fermes qui seront annoncées avec publicité et concur-
« rence, ou d'avoir une part quelconque d'intérêt dans
« leur exploitation. »

Une loi de 1864 vint organiser le régime provincial et communal. Elle reconnaît le principe de l'élection, mais les comités électoraux, qui arrêtent les listes des citoyens éligibles et dont la désignation s'impose, sont composés

en majorité de musulmans qui conservent ainsi la suprématie dans l'organisation locale.

Quoique toutes ces réformes n'aient été que bien imparfaitement appliquées en Bosnie, nous allons terminer cette étude par un tableau très sommaire des diverses autorités provinciales dans les dernières années qui ont précédé la chute de la puissance ottomane dans la Bosnie-Herzégovine.

Depuis la loi de 1864, la Turquie est divisée en 27 vilâiets ou grands centres administratifs, comprenant 123 livàs. Les livàs sont divisés en cazàs et les cazàs en nahîehs. Ces divisions correspondent en grand à nos départements, arrondissements, cantons et communes.

L'administration de chaque vilâiet appartient à un gouverneur général ou vâli nommé par le Sultan. Il réside au chef-lieu de la province. Représentant du pouvoir exécutif, il est le chef de tous les fonctionnaires de l'ordre administratif. Il est suppléé en cas d'absence par un muâvin ou adjoint.

Les hauts fonctionnaires qui habitent également le chef-lieu du vilâiet sont : le secrétaire général, chargé de la correspondance, et les directeurs des finances, des affaires étrangères, de l'instruction publique, du commerce, de l'agriculture, etc... ; enfin, le chef de la police. Ils sont tous nommés par ordonnance impériale.

Les livàs ont à leur tête un muteğarrif. Il a des attributions administratives, financières, et de police, et fait exécuter les sentences des tribunaux. Il est dans le livà

le représentant du vâli, dont il reçoit les ordres. Auprès de lui sont des sous-directeurs des grands services publics.

Le muteçarrif a sous ses ordres des caïmacâms qui administrent les cazâs. Ils sont nommés par ordonnance ministérielle, et sont entourés de préposés aux finances, commerce, instruction publique, etc...

Enfin les groupes d'au moins deux cents maisons prennent le titre de nahïèh et ont droit à un mudir. Il est élu par les habitants et reçoit sa confirmation du vâli. Ce maire a un adjoint, qui a mandat de le remplacer s'il est empêché. Le village est-il entièrement chrétien, le maire et l'adjoint sont chrétiens. Si les cultes y sont partagés, le maire sera pris dans la religion qui compte dans le village le plus d'adeptes, et l'adjoint sera de l'autre rite.

Dans chacune de ces divisions, siège un Conseil permanent, en partie élu, qui délibère sur les intérêts locaux. C'est ainsi, par exemple, qu'à côté du muteçarrif est un conseil qu'il préside de droit et qui comprend le cadî, vice-président, le mufti, l'archevêque orthodoxe, l'évêque catholique, deux notables musulmans et deux chrétiens, l'un orthodoxe, l'autre catholique.

En outre, au chef-lieu de la province, se réunit tous les ans, à date fixe, un Conseil général présidé par le vâli.

Voici maintenant quelle est l'organisation judiciaire.

Elle est double et comprend : 1^o les tribunaux dits du cheri pour les seuls musulmans ; 2^o les tribunaux réglementaires, nizâmiyèhs, communs aux musulmans et aux non musulmans.

1^o Tribunaux du cheri. — Ils appliquent la loi religieuse et civile musulmane qui s'inspire du Coran, et n'ont de compétence que sur les musulmans.

Ils comprennent : 1^o une haute cour d'appel, qui juge en dernier ressort ; elle est divisée en deux chambres, celle de Roumélie et celle d'Anatolie ; 2^o 28 grands ressorts judiciaires, un par vilâïet, administrés par des naïbs nommés par le Sultan ; 3^o les cazàs établis aux chefs-lieux des livàs et des cazàs.

Le naïb inspecte tous les tribunaux du vilâïet et peut reviser leurs sentences.

La procédure y est simple et rapide, les parties n'ont pas besoin d'avocat.

2^o Tribunaux réglementaires. — Leur compétence est civile et criminelle. Ils connaissent des contestations civiles entre non musulmans et musulmans, quelquefois même entre musulmans, et des crimes ou délits commis par tous, sans distinction de religion.

Dans chaque cazâ, il y a un tribunal de première instance, et un tribunal d'appel au chef-lieu des livàs.

Puis à un degré supérieur sont les cours de justice établies au chef-lieu de chaque vilâïet, et divisées en deux chambres, l'une civile, l'autre criminelle.

Les présidents des tribunaux sont nommés par le gouverneur. Les membres de ces tribunaux sont élus par les habitants et choisis parmi eux. En réalité, c'est l'autorité administrative qui les fait nommer.

Enfin à Constantinople, la cour suprême est tribunal d'appel et cour de cassation.

Si l'on en croyait les termes de toutes ces réformes imposées à la Turquie, ce pays donnerait le spectacle d'une nation passant, en un quart de siècle, de l'état presque barbare à la civilisation la plus raffinée.

Mais ces chartes qui contiennent, pour satisfaire aux exigences de l'Europe, tous les termes de notre libéralisme de convention, se heurtèrent à la fine inertie des pachas qui, par leurs lenteurs, leurs hésitations continues, surent décourager les plus impatients.

Aussi pouvons-nous appliquer à la Bosnie ce qu'a dit très justement le maréchal de Moltke : « L'empire ottoman est faible comme un enfant dans les nouvelles institutions qui n'ont pas encore pris racine, caduc comme un vieillard dans les anciennes qui se survivent à elles-mêmes. »

QUATRIÈME PARTIE

LA BOSNIE-HERZÉGOVINE, PROVINCE AUSTRO-HONGROISE

CHAPITRE PREMIER

L'ARTICLE 25 DU TRAITÉ DE BERLIN ET SA MISE A EXÉCUTION

L'étincelle qui devait embraser toute la péninsule des Balkans, de 1875 à 1878, fut un soulèvement insurrectionnel en Herzégovine. Il coïncidait avec une augmentation d'un quart sur la dîme.

Dans un manifeste publié le 29 juillet 1875, les chefs insurgés exposaient leurs griefs avec la mâle éloquence que donne la souffrance, quand elle est jointe à la hardiesse. « On ne peut se faire une idée, disaient-ils, de ce qu'est le raïa, créature muette, inférieure à l'animal, espèce d'homme né pour l'esclavage éternel... Réduit à ses propres forces, le raïa a résolu de combattre pour sa liberté ou de mourir. »

Le mouvement cette fois prenait des proportions inquiétantes et trouvait des partisans dans toutes les nations danubiennes, qui envoyaient clandestinement aux insurgés des armes et de l'argent.

Mais les Turcs, avec leur nonchalance habituelle, laissaient l'incendie s'étendre, en ne prenant que des demi-mesures, toujours dangereuses, quand il s'agit de châtier des rebelles.

Les insurgés parcourant les défilés montagneux portèrent l'insurrection en Bosnie, et l'effervescence gagna bientôt la Serbie et le Monténégro.

C'est alors que la diplomatie européenne intervint, et que les consuls de la Russie, de l'Autriche, de l'Allemagne, de la France et de l'Italie furent envoyés auprès des insurgés comme médiateurs. Mais leurs chefs, parmi lesquels Liubibratich, le grand agitateur de la contrée, Peko-Paulowitch, le pope Milo résolurent de ne pas entrer en négociations.

L'approche de l'hiver fit un peu faiblir les révoltés; des tentatives de paix furent faites, mais la guerre n'en continuait pas moins avec une férocité toute orientale. Les insurgés se servaient des têtes de leurs ennemis comme de trophées, et incendiaient les villages chrétiens dont les habitants ne leur paraissaient pas faciliter suffisamment la révolte.

Les soldats turcs usaient de représailles et donnaient à l'Europe un nouvel exemple de l'atrocité qui les caractérise.

Le comte Andrassy rédigea une note qui fut communiquée à la Turquie. Elle demandait une liberté religieuse pleine et entière, l'exécution des réformes promises sur les impôts et le système agraire. On exigeait du Sultan un engagement écrit.

Toutes les puissances européennes s'associèrent à cette démarche : en fait, leur action combinée était impérative et comminatoire.

Le Sultan céda et édicta, sous forme d'un iradé, les réformes réclamées par la note autrichienne.

Mais les bandes bosniaques et herzégoviniennes ne désarmaient pas et continuaient, toujours avec le même succès, leur guerre d'escarmouches contre les Turcs de plus en plus impuissants.

Une grande crise était latente, elle éclata en juin 1876, quand le prince Milan, roi de Serbie, lança une déclaration de guerre à la Turquie.

En mai 1877, les Russes marchèrent contre la Turquie, et dictèrent au Sultan le traité rigoureux de San-Stephano. Mais l'Angleterre s'émut, le prince de Bismarck intervint et un congrès des puissances, réuni à Berlin, aboutit au traité du 13 juillet 1878.

Dans le congrès, le comte Andrassy, plénipotentiaire austro-hongrois, déclara qu'il était impossible de se fier à la Turquie pour la pacification de la Bosnie-Herzégovine. Le marquis de Salisbury proposa alors de décider que la province serait occupée et administrée par l'Autriche-Hongrie.

En conséquence, l'article 25 fut arrêté ainsi qu'il suit :

« Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront
« occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. Le
« gouvernement d'Autriche-Hongrie ne désirant pas se
« charger de l'administration du Sandjak de Novi-Bazar,
« qui s'étend entre la Serbie et le Monténégro, dans la
« direction sud-est jusqu'au-delà de Mitrovitza, l'adminis-
« tration ottomane continuera d'y fonctionner; néanmoins,
« afin d'assurer le maintien du nouvel état politique,
« ainsi que la liberté et la sécurité des voies de communi-
« cation, l'Autriche-Hongrie se réserve le droit de tenir
« garnison et d'avoir des routes militaires et commer-
« ciales, sur toute l'étendue de cette partie de l'ancien
« vilâïet de Bosnie.

« A cet effet, les gouvernements d'Autriche-Hongrie et
« de Turquie se réservent de s'entendre sur les détails. »

En acceptant cette disposition, les puissances obéirent à un très réel désir de pacification. En outre, le prince de Bismarck voyait avec plaisir cette marche de l'Autriche vers l'Orient, marche qui, dans sa pensée, amènerait un violent antagonisme entre elle et la Russie, et rapprocherait de l'Allemagne le gouvernement de Vienne.

L'Autriche depuis longtemps méditait ce projet, car elle considérait la possession de la Bosnie-Herzégovine comme des plus importantes. En lui ouvrant la route de Salonique, elle accroissait son influence politique, et lui donnait de larges débouchés commerciaux.

Elle avait dans les négociations fait valoir différents

arguments en sa faveur. Sans compter le prix tacite de la neutralité qu'elle avait observée, elle avait un intérêt tout particulier à faire cesser sur sa frontière méridionale des troubles incessants. De plus, aux frais que nécessitait la surveillance de cette frontière, s'ajoutait l'entretien des milliers de chrétiens émigrant journellement sur le territoire autrichien. Dans la seule année 1877, l'État autrichien avait dépensé pour ces malheureux 3.200.000 florins.

Enfin, l'Autriche-Hongrie avait déclaré péremptoirement s'opposer à l'occupation des provinces par toute autre puissance.

Elle fut donc très satisfaite de pouvoir faire son entrée en Bosnie-Herzégovine avec l'autorisation de l'Europe.

Le comte Andrassy prévoyait une prise de possession des plus pacifiques et des plus faciles : « Pour occuper la « Bosnie-Herzégovine, disait-il, on n'aura qu'à y envoyer « une compagnie, musique en tête. » Mais, il se trompait dans son optimisme, la poudre devait encore se faire entendre.

Au moment du traité de Berlin, le gouvernement ottoman, battu, affaibli, réduit à désirer l'assistance des grandes puissances qui, en fait, n'était qu'une ingérence, avait perdu toute autorité et tout prestige auprès de cette aristocratie bosniaque que nous avons vue si jalouse de ses prérogatives. Mais il déplaisait autant à ces beys de subir la domination austro-hongroise que la domination turque,

car ces grands seigneurs sentaient qu'avec elle, c'en était fini de leur influence.

Il y eut cependant certains beys qui restèrent neutres. Aussi l'hostilité musulmane fut un obstacle moins grand à la pacification du pays que la haine des orthodoxes contre l'Autriche : ceux-ci la soupçonnaient de venir favoriser la propagande catholique.

Ainsi, en 1878, on retrouvait les compagnons de Liubibratich luttant contre cette Autriche, dont ils avaient été les protégés. Ils voulaient bien de son appui contre les Turcs, mais ne voulaient pas de sa domination.

Que faisait la Porte en cette occurrence ?

Son attitude était aussi fausse que possible. Ses fonctionnaires se retiraient devant l'insurrection, mais, en immobilisant les 30.000 hommes de troupes qu'elle avait en Bosnie, elle permettait à l'insurrection de s'organiser et de s'étendre.

Aussi, avant qu'un seul soldat autrichien n'eût pénétré en Bosnie, la résistance était-elle décidée et organisée ; la prise de possession allait être une conquête.

Le 22 juillet 1878, les préparatifs étaient terminés, les troupes autrichiennes étaient mobilisées. Le 24, le gouvernement de Vienne entra en pourparlers pour obtenir le concours de la Porte. Mais comme les négociations traînaient en longueur et qu'il était permis de douter des bonnes intentions du Sultan, l'armée reçut l'ordre de traverser la frontière. Le 29 juillet, le drapeau austro-hongrois flottait sur la terre bosniaque.

Le général Philippovitch avait fait distribuer aux habitants une proclamation qui est encore la base de la conduite du nouveau gouvernement. Elle annonçait aux habitants que les puissances avaient donné mission à l'Autriche-Hongrie de rétablir dans leur pays la paix et la prospérité. L'armée autrichienne entraît chez eux en amie, et tous les Bosniaques, quelle que fût leur religion, étaient assurés de la protection de l'empereur-roi.

« Les troupes impériales et royales, disait le manifeste, viendront au milieu de vous, en vous apportant, non la guerre, mais la paix. Nos armes protégeront chacun et n'opprimeront personne... Vos lois et vos institutions ne seront pas renversées autoritairement; vos mœurs et vos coutumes n'auront à subir aucune atteinte; rien ne sera changé de force, sans qu'on ait pris soin d'examiner vos besoins. Les impôts arriérés des années écoulées ne seront pas prélevés.

« Habitants de la Bosnie et de l'Herzégovine, acceptez sans crainte la protection des glorieux drapeaux de l'Autriche-Hongrie, accueillez amicalement nos soldats, obéissez aux autorités, retournez à votre travail, et les fruits de votre labeur seront protégés. »

Une autre proclamation adressée aux troupes autrichiennes les avertissait qu'elles n'allaient pas faire une guerre en Bosnie, mais qu'elles y entraient dans un but d'humanité et de civilisation.

Malgré toutes ces promesses et ces précautions, la marche du corps d'occupation fut lente et pénible.

La division qui, sous les ordres du général Yovanovitch, s'avancait vers Mostar fit son mouvement avec facilité, n'ayant à soutenir que quelques escarmouches. Mais il n'en fut pas de même de l'armée du général Philippovitch. Ce ne fut qu'après d'incessants et meurtriers combats que, le 10 août, Sarajewo tomba en son pouvoir.

La capitale de la Bosnie, fanatisée par les discours des derviches, des prêtres musulmans, et soulevée par Hadji Loïa, malgré l'ordre qui lui avait été envoyé de Constantinople, se refusait à laisser entrer l'armée autrichienne. Le général autrichien dut faire lancer trois obus incendiaires. Le feu se propagea avec une grande rapidité dans cette ville toute en bois.

Ce succès chèrement acheté ne mit pas fin à la résistance. L'insurrection continuait dans l'Herzégovine et dans le nord de la Bosnie, et les Autrichiens éprouvaient plus d'un sanglant échec.

Vers la fin de septembre seulement la conquête put être regardée comme assurée.

L'Autriche-Hongrie s'aperçut qu'elle s'était lancée dans une entreprise singulièrement ardue et périlleuse. Elle n'avait pas prévu une résistance aussi fortement organisée, et dut faire de sérieux et rapides efforts militaires pour en avoir raison.

En novembre 1878, l'empereur François-Joseph promulgua une amnistie en signe de paix.

C'est un fait digne d'attention qu'à cette époque l'Autriche était en pleine possession de la Bosnie-Herzégovine

et qu'il n'était encore intervenu aucune entente entre elle et la Sublime-Porte sur les conditions de l'occupation.

Mais en janvier 1879, l'Autriche et la Turquie entrèrent en pourparlers et, après quelques difficultés, établirent la position respective qui leur avait été faite par le traité de Berlin.

Leur accord fut signé à Constantinople le 21 avril 1879.

En vertu de l'article 1^{er}, le gouvernement austro-hongrois accepte de conserver les fonctionnaires auxquels il reconnaîtra les aptitudes nécessaires pour leurs emplois. S'il y a lieu à remplacement, il s'engage à choisir de préférence les personnes originaires de la province.

L'article 2 se préoccupe de la liberté des cultes existants ; il pose qu'il ne sera porté aucune atteinte à l'honneur, aux mœurs, à la liberté du culte, à la sécurité des personnes et des propriétés des musulmans. Il insiste pour que la plus grande indépendance leur soit assurée dans leurs rapports avec leurs chefs spirituels. Enfin une des prérogatives du Grand-Seigneur, comme chef religieux, est conservée. « Le nom de Sa Majesté le Sultan continuera à être prononcé dans les prières publiques des musulmans, comme par le passé. En tant qu'il serait d'usage de hisser le drapeau ottoman sur les minarets, cet usage sera respecté. »

La convention, dans son article 3, ajoutait que les revenus de la Bosnie-Herzégovine seraient affectés exclusivement à leurs besoins, à leur administration et aux améliorations jugées nécessaires ; dans son article 4, elle stipulait que

les monnaies ottomanes continueraient à avoir libre cours dans les provinces.

Elle réglait enfin des points de détail, comme la destination du matériel de guerre turc qui se trouvait dans les places fortes.

On sent, dans toutes ces dispositions, les efforts que fait la Porte pour sauvegarder sa souveraineté, en limitant le plus possible les pouvoirs de l'Autriche. La mesure budgétaire contenue dans l'article 3 a seule une portée administrative. Si le gouvernement autrichien veut respecter la convention, il ne doit pas engager la Bosnie-Herzégovine dans les dépenses publiques de la monarchie, ni utiliser les impôts perçus dans les provinces pour des services qui leur seraient étrangers. Enfin si le budget bosniaque comporte des excédents de recettes, on ne pourra en disposer en faveur du reste de l'empire.

L'Autriche-Hongrie, à partir de 1879, put commencer son œuvre réformatrice.

Toutefois une dernière insurrection prit naissance, en 1882, en Herzégovine.

Le gouvernement austro-hongrois, en 1881, se décida à soumettre les Bosniaques au service militaire, par une loi dont l'article 1^{er} était ainsi conçu : « Tous les habitants...
« capables de porter les armes, sont tenus de participer
« personnellement à la défense du pays et de la monarchie,
« qui assure protection et sécurité aux provinces qu'elle
« administre. »

C'était une grave atteinte à la souveraineté de la Turquie.

La Porte fit semblant de protester, mais le comte Kalnoky, alors ministre des affaires étrangères de Vienne, la fit renoncer à toute intervention.

Cependant les musulmans ne voulaient pas servir sous le drapeau autrichien et les chrétiens qui, sous le régime turc, n'étaient pas astreints au service militaire, commençaient à regretter le passé. Les orthodoxes surtout étaient très surexcités.

La situation était aggravée par la propagande panslaviste alors très active. Heureusement, les troupes conduites avec habileté arrêtèrent en quelques semaines le mouvement insurrectionnel.

Depuis 1882, il n'y a pas eu d'autre agitation en Bosnie-Herzégovine, toutefois il serait imprudent d'affirmer que la tranquillité y est définitive, car l'Orient n'est-il pas la contrée où rien ne finit et où les difficultés ne font que se déplacer, pour renaître toujours plus compliquées ?

CHAPITRE II

L'ADMINISTRATION AUSTRO-HONGROISE

Le congrès de Berlin, en autorisant l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, a inauguré un mode de colonisation en pleine Europe. Les rapports juridiques créés par cette occupation et cette administration sont des moins précis et des plus complexes.

Examinons le nouvel état de choses au point de vue de la souveraineté.

L'article 25 du traité de Berlin ne parle que d'occupation et d'administration. Il ne résulte donc des termes de cet article aucune annexion. Cette opinion n'est pas partagée par tout le monde. Des auteurs, entre autres Neumann, pensent que « le traité de Berlin n'a voulu, n'a pu « vouloir autre chose que de transférer à l'Autriche-Hongrie la pleine souveraineté de la Bosnie et de l'Herzégovine (1) ». Toujours d'après le même auteur, cette

(1) Revue de droit international, t. XI, page 39.

intention se serait dissimulée derrière la rédaction bizarre de l'article 25.

Il est cependant préférable de s'en tenir aux déclarations des diplomates du congrès, en particulier de lord Beaconsfield, qui considèrent la sauvegarde des droits du Sultan comme une des bases de la paix. D'ailleurs, le fait d'avoir prévu un accord entre l'Autriche et la Turquie, pour la réglementation des détails de l'occupation, montre clairement qu'on a entendu réserver les droits de la Turquie sur les deux provinces.

L'Europe, en 1878, n'a fait que conférer à l'Autriche-Hongrie un mandat de pacification. Toutes les conséquences qui dérivent de cette application du mandat ont été fort bien développées par M. Spalaïkovitch, dans son *Etude de la Bosnie-Herzégovine au point de vue diplomatique et international*.

C'est un mandat : il n'y a donc pas d'annexion, ni d'union constitutionnelle. La pacification étant la condition du mandat, les puissances auraient pu le retirer à l'Autriche, si elle n'avait pu pacifier. Comme tout mandat, il est provisoire et trouve sa limite dans son objet, enfin son mode d'exécution est déterminé : l'occupation et l'administration constituent les deux formes précises dans lesquelles il doit être exécuté.

Il n'y a donc eu aucun transfert de souveraineté ; les habitants de la Bosnie-Herzégovine sont restés sujets du Sultan, comme ils l'étaient avant l'occupation. Ce sera aux agents diplomatiques de la Porte à les protéger à

l'étranger, et non aux représentants de l'Autriche-Hongrie. Les traités conclus avec le Sultan conservent toute leur valeur dans les deux provinces, ainsi que les anciennes conditions d'importation et d'exportation.

En résumé, nous dirons que si l'on s'en tenait à la lettre du traité, rien ne serait changé dans les relations de la Bosnie-Herzégovine avec le Sultan, comme souverain.

Mais il faut reconnaître qu'en fait l'autorité du Sultan a presque entièrement disparu. C'est ainsi que l'Autriche-Hongrie s'est saisie du droit de faire délivrer, exclusivement par ses consuls, des passeports aux ressortissants des provinces occupées. Ses représentants en Turquie ont de même obtenu le droit de juridiction consulaire à l'égard des Bosniaques et des Herzégoviniens.

Quant à l'administration, en droit aussi bien qu'en fait, le Sultan disparaît et François-Joseph le remplace.

Administration, police, armée, tout cela est aux mains du gouvernement de Vienne, la Porte s'étant interdit de donner un ordre à ses sujets ou de les punir.

Les lois administratives turques n'ont plus de valeur en Bosnie ; seules les lois austro-hongroises y sont obligatoires. C'est à l'Autriche-Hongrie à réparer les dommages que pourraient causer ses administrés bosniaques, c'est donc à elle à les prévenir. Elle est aussi chargée de protéger par tous les moyens le nouveau peuple que l'Europe l'a appelée à diriger.

Or, si, juridiquement, le mandat est limité, celui qu'a

reçu l'Autriche est purement politique et illimité. C'est à cette seule condition d'ailleurs que le comte Andrassy l'a accepté. Il est illimité non seulement quant à sa durée, mais aussi pour toutes les conséquences qui pourraient résulter de ce partage de droits entre deux souverains indépendants.

L'Autriche-Hongrie a de beaucoup dépassé son droit strict. L'Europe a laissé faire, et la Turquie, bien qu'ayant quelquefois fait mine de vouloir parler, a gardé le silence. De plus, l'Autriche a réussi dans son entreprise ; il y a peut-être eu de sa part usurpation, mais elle a triomphé : elle a donc bien des chances de paraître avoir le bon droit. Enfin l'occupation austro-hongroise a eu pour la Bosnie-Herzégovine les conséquences les plus heureuses ; or, n'est-il pas vrai qu'en politique, quand bien même les actions illégales d'un réformateur l'accusent, le résultat heureux le justifie toujours.

L'Autriche-Hongrie, en occupant la Bosnie et l'Herzégovine, ne les a réunies directement ni à la Hongrie, ni à la Cisleithanie.

Le lien qui les rattache à la monarchie est purement international, et n'a aucun caractère constitutionnel. Elles forment dans le système politique austro-hongrois un territoire étranger, une sorte de terre d'empire, administrée sous la responsabilité du souverain. Sur ce point, nous avons la déclaration du comte Andrassy, qui s'exprimait ainsi devant la Commission budgétaire des déléga-

tions le 1^{er} décembre 1878 : « Si la question d'annexion se
« présentait, les pouvoirs législatifs, de concert avec la
« couronne, auraient à la résoudre. L'annexion ne serait
« parfaite, au point de vue constitutionnel, qu'en vertu
« d'une résolution identique des deux parlements de la
« monarchie, car il s'agirait dans cette hypothèse d'une
« transformation territoriale de l'État austro-hongrois. »

Jusqu'ici il n'a donc pas été parlé de cession, ni d'incorporation.

Il était impossible d'assimiler la Bosnie-Herzégovine aux autres provinces de la monarchie et, comme le régime militaire qui leur avait été appliqué à l'époque de l'occupation ne pouvait être que provisoire, il fallut créer pour elle toute une organisation spéciale.

En vertu d'une ordonnance impériale du 16 septembre 1878, la direction de l'administration provisoire de la Bosnie-Herzégovine fut confiée au ministère commun de Vienne. C'était le premier pas dans l'établissement d'une administration civile.

On sait en effet que, depuis 1867, est intervenu entre l'Autriche et la Hongrie un accord sur les bases du dualisme. Chacune des deux parties de l'empire jouit d'une complète autonomie pour la gestion de ses affaires intérieures. L'Autriche et la Hongrie ont chacune, en tant qu'État séparé, un parlement et un ministère. Mais sont soustraites à ces parlements les affaires dites communes : affaires étrangères, armée, marine et dépenses communes.

La fonction législative pour ces affaires communes ap-

partient collectivement au souverain et à des organes spéciaux, les délégations. Les deux délégations de soixante membres chacune sont issues des deux parlements, et sont convoquées tous les ans par l'empereur alternativement à Vienne et à Buda-Pesth.

Enfin l'empereur-roi, en ces deux qualités, est assisté d'un ministère commun de trois membres, chargés de l'exécution de tout ce qui intéresse les affaires communes. Ce sont les ministres des affaires étrangères, de la guerre et des finances. Ces ministres peuvent toujours intervenir et prendre la parole dans les délégations. Ils sont constitutionnellement responsables devant le souverain et les délégations. Chaque délégation a le droit, quand elle le jugera nécessaire, à raison de la violation des lois constitutionnelles, d'intenter des poursuites contre le ministère commun ou contre les membres de ce ministère, pris individuellement. Elle doit en faire part à l'autre délégation. Si les poursuites sont décidées par les deux délégations, ou si, à raison de leur dissentiment, elles sont décidées à la majorité par un vote en séance plénière, les ministres seront envoyés devant une cour de justice composée de citoyens autrichiens et hongrois en nombre égal.

Le 1^{er} janvier 1879, le « Gouvernement de pays », système spécial appliqué à la Bosnie-Herzégovine, entra en vigueur. Il se composait de trois sections : une pour l'intérieur, l'autre pour la justice, la troisième pour les finances. Elles étaient toutes trois sous l'autorité du minis-

tère commun. Une commission spéciale fut créée, comme organe consultatif du ministère, pour toutes les questions importantes.

Enfin pour donner plus d'unité et plus de vigueur à la direction, un décret du 26 février 1879 vint réunir toute l'administration concernant la Bosnie-Herzégovine dans les mains d'un seul des ministres communs, le ministre des finances. Il est ainsi le chef de toute l'administration, et agit au nom du ministère.

Le contrôle parlementaire sur l'administration bosniaque est organisé d'une façon rigoureuse. On aurait pu se contenter de le faire rentrer dans les attributions des délégations, mais on a préféré, pour plus de garanties, faire intervenir dans les questions fondamentales les deux parlements de la monarchie.

Deux lois sont venues poser les principes de ce contrôle, ce sont la loi autrichienne du 22 février 1880 et la loi VI hongroise de 1880.

D'après ces textes, les ministères cisleithan et transleithan sont autorisés et invités à exercer, chacun sous sa responsabilité constitutionnelle, leur influence sur l'administration provisoire de la Bosnie-Herzégovine, qui sera dirigée par le ministère commun. Le ministère commun devra donc prendre l'avis des deux autres ministères de la monarchie, mais ne sera nullement obligé de le suivre.

Toutefois, l'esprit général et les principes de cette administration provisoire devront être réglés d'accord avec les gouvernements des deux parties de la monarchie.

Il en sera de même pour l'établissement des chemins de fer.

L'article 3 fixe tout ce qui a trait à la gestion des finances des deux provinces.

Leur administration devra être organisée de telle sorte que les dépenses soient couvertes par les recettes propres. S'il en est ainsi, le budget sera établi par le ministère commun et, avec l'acceptation des gouvernements d'Autriche et de Hongrie, soumis directement à la sanction suprême de l'empereur qui lui donnera force de loi. Il sera ensuite communiqué aux délégations à titre d'information, elles ne pourront ni l'accepter, ni le rejeter, ni le modifier, elles devront se borner à y ajouter quelques observations, si elles le croient nécessaire.

Il y a lieu de bien remarquer que le budget de la Bosnie-Herzégovine ne forme pas un chapitre du budget de l'empire austro-hongrois, il est indépendant. Le budget des finances de l'empire, présenté par le ministre des finances aux délégations, ne peut être sanctionné par la couronne qu'après le vote de cette assemblée.

Les délégations ont donc compétence pour voter le budget de l'empire, mais n'ont pas à voter le budget de la Bosnie-Herzégovine, quand les recettes couvrent les dépenses.

Qu'arrivera-t-il s'il en est autrement, s'il y a un déficit? L'article 3 de la loi de 1880 va nous le dire. Les projets ayant pour but de créer les ressources appelées à couvrir les dépenses d'administration courante, comme le traite-

ment des fonctionnaires, seront établis, d'accord avec les gouvernements des deux parties de la monarchie, de la manière prescrite par les lois existantes pour les affaires communes. Il faudra donc cette fois s'adresser aux délégations. Les propositions du gouvernement leur seront transmises par le ministère commun, à chacune séparément. Chaque délégation délibérera séparément, et pourra poser des questions au ministère commun ou lui demander des explications. Elles se communiqueront ensuite leur avis, et, si elles ne peuvent ainsi parvenir à s'entendre, elles décideront par un vote en séance plénière. Leurs décisions devront être sanctionnées par l'empereur pour avoir la force exécutoire.

La charge des dépenses se répartira, comme toutes les autres charges communes, à raison de 68,6 0/0 pour l'Autriche et de 31,4 0/0 pour la Hongrie.

Toutefois, si l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine venait à exiger des subsides pécuniaires de la monarchie pour des créations permanentes, ne rentrant pas dans l'ordre de l'administration courante, telles que chemins de fer, édifices publics ou autres travaux de même nature, ces subsides ne pourraient être accordés qu'en vertu de lois identiques, votées dans les deux parties de la monarchie.

En ce cas, ce seront les cabinets de Vienne et de Budapesth qui seront appelés, agissant sous leur propre responsabilité, à soumettre les projets de lois à leurs parlements respectifs. Le ministre des finances de l'empire doit en

effet s'en rapporter à eux, car il ne peut intervenir personnellement auprès des parlements d'Autriche et de Hongrie.

Aux termes de l'article 4, la même procédure devrait être suivie pour établir les principes d'après lesquels seront réglées et administrées, en Bosnie et en Herzégovine, les affaires suivantes : 1° Les douanes ; 2° Ceux des impôts indirects qui, dans les deux parties de la monarchie, sont soumis à des lois analogues concertées d'un commun accord ; 3° Le système monétaire.

L'article 5 stipule qu'aucune modification ne pourrait être apportée aux dispositions précédentes, qui fixent les relations entre la Bosnie-Herzégovine et la monarchie, que par une loi identique, votée par les deux parlements d'Autriche et de Hongrie.

Toutes les autres mesures législatives, dont l'objet ne rentre pas dans l'énumération de la loi, seront prises par l'empereur par voie d'ordonnances.

Dans les premiers temps de la conquête, le général Philippovitch dut disperser toutes les autorités et les assemblées turques, qui favorisaient la résistance. Pour remédier au trouble que créa cette mesure, l'autorité militaire pourvut à tous les services. Mais cet état de choses ne devait être que provisoire et un gouvernement civil fut constitué. Il s'inspirait des gouvernements cisleithans. Mais tandis qu'en Autriche le gouvernement civil et le commandement militaire sont séparés, en Bosnie on les réunit dans les

main du gouverneur qui, nommé par l'empereur, réside à Sarajewo. Il dirige tous les services administratifs répartis en trois sections : intérieur (cultes et instruction publique), justice, finances, et a en outre le commandement du 15^e corps d'armée.

Répondant aux questions posées dans les délégations, le 19 janvier 1880, une déclaration des ministres communs exposa que le gouvernement, toutes les fois qu'il l'avait pu, avait tenu à conserver les institutions turques.

Il en fut ainsi pour les anciennes circonscriptions dont les noms seuls furent modifiés. Les mutessariflicks et les caïmacamluks sont devenus six cercles (Sarajewo, Banjaluka, Bihaes, Travnik, Tizsla et Mostar) comprenant quarante-sept districts.

A la tête de chaque cercle et de chaque district est un fonctionnaire administratif qui porte le nom de directeur.

Tous ces directeurs, qui primitivement étaient militaires, ont été remplacés par des fonctionnaires civils, sauf dans certains districts voisins du Monténégro et de la Serbie.

Dès que la pacification a été assurée, le gouvernement a rétabli les medjlis, conseils consultatifs composés de notables désignés par le gouvernement, qui peuvent être rapprochés de nos conseils généraux et conseils d'arrondissement. Mais ils n'ont pas acquis beaucoup d'autorité. Le gouvernement a voulu, en les réunissant tous les ans à des sessions régulières, décentraliser l'administration des intérêts locaux. C'est également dans ce but qu'il a fait tous ses efforts pour accroître la vie communale. Mais il s'est

heurté à de grandes difficultés venant de la rivalité des confessions religieuses. Cependant le premier essai fait à Sarajewo a admirablement réussi.

La capitale de la Bosnie avait un beau passé de libertés locales, et les Autrichiens, pensant que cet esprit municipal pourrait leur être utile pour le maintien de l'ordre et comme moyen d'apaisement, conservèrent le conseil municipal de Sarajewo, à la tête duquel ils mirent comme bourgmestre un musulman des plus respectés.

Un règlement du 10 décembre 1883 vint déterminer la nouvelle organisation municipale.

Un conseil discute toutes les affaires d'intérêt local. Il comprend vingt-quatre membres, dont douze doivent être mahométans, six orthodoxes, trois catholiques et trois israélites.

Le pouvoir exécutif est confié au « magistrat » qui se compose du bourgmestre, d'un vice-bourgmestre, nommés par le gouverneur, et des commissaires de quartier, les mukhares.

Voici comment est recruté le conseil. Un tiers des membres est désigné par le gouvernement, les deux autres tiers sont élus. Est électeur quiconque paye soit deux florins d'impôt foncier, soit neuf florins d'impôt personnel, ou vingt-cinq florins d'impôt pour débit de boissons; ou quiconque a un loyer annuel de cent florins. Pour être éligible, il faut payer le triple de ces impôts.

L'expérience de ce libéralisme communal ayant très bien réussi lors des premières élections qui eurent lieu le

13 mars 1884, le gouvernement a facilité l'extension de la loi municipale et, en 1890, on comptait quatre-vingt-sept communes organisées.

Nous ne pouvons quitter cette partie administrative sans dire quelques mots de M. de Kallay. La direction de l'œuvre de progrès confiée à l'Autriche-Hongrie par l'Europe est des plus difficiles et des plus délicates. Elle rend indispensable une connaissance approfondie des mœurs et des habitants. Elle nécessite beaucoup de tact, de souplesse et d'habileté pour éviter de froisser les traditions et les habitudes. La complexité de la procédure parlementaire, qui facilite l'opposition des intérêts personnels ou de parti avec les véritables besoins bosniaques, exige du ministre commun des finances non moins de ténacité que de diplomatie.

Toutes ces qualités, M. de Kallay les a, et il sait remplir sa mission en jouissant de l'entière confiance de la couronne, et en s'attirant l'admiration et le respect de ses administrés.

Après avoir débuté comme consul, il fut élu député en 1874, à la diète hongroise. Choisi comme sous-secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères, il fut appelé au ministère des Finances en 1882, à la retraite de M. de Szlavy.

Depuis ce jour, M. de Kallay travaille sans relâche à l'administration des deux provinces. Il aime ces pays, d'après son expression, « comme on aime les enfants qui « vous donnent le plus de mal ». Grâce à ses efforts, avec une rapidité qui étonne, il a pu, dans ces régions si arrié-

rées, faire prospérer les institutions les plus modernes et les plus sages.

La question religieuse fut la plus grave et la première de toutes celles que l'Autriche-Hongrie eut à trancher.

En Turquie, les communautés religieuses ont une existence politique. Les nationalités en effet s'y confondent presque avec les confessions, aussi le passage d'un culte à un autre est-il chose très difficile ; même, primitivement, quiconque désertait l'islam était puni de mort. En 1859, on remplaça la mort par le bannissement.

L'Autriche, dans sa réforme religieuse, dut aller très lentement. Dans les premières années de l'occupation, elle conserva l'organisation antérieure, qu'il nous faut exposer pour pouvoir apprécier les progrès accomplis.

L'islamisme ne peut se comparer à aucun autre culte, car il ne comporte pas d'état ecclésiastique. Les mahométans n'ayant ni sacrements, ni cérémonies ou sacrifices religieux, ne connaissent pas la consécration des prêtres. Le seul prêtre de toute la Turquie est le Sultan, qui, en sa qualité de successeur du prophète, est l'intermédiaire entre la divinité et les croyants.

Les communes ecclésiastiques musulmanes de Bosnie étaient rattachées à Constantinople, sans aucune hiérarchie épiscopale ou autre.

L'Église orthodoxe comprenait trois éparchies administrées chacune par un évêque nommé par le patriarche œcuménique, sur la proposition du Saint-Synode et confirmé par la Sublime-Porte. Chaque évêque était assisté

d'un synode diocésain, composé des principaux habitants du diocèse ; le synode était chargé d'administrer les biens ecclésiastiques et de surveiller l'enseignement dans les écoles. Mais le chef de cette église, le patriarche de Constantinople, avait perdu toute indépendance. Soucieux avant tout de conserver ses privilèges, il n'était plus qu'un fonctionnaire turc.

Dans le clergé orthodoxe, tout était un objet de trafic : les évêques achetaient très cher du patriarche leur nomination et les dignités. Ils devaient en outre lui verser annuellement un tribut de 58.000 piastres. Pour rentrer dans leurs frais, il leur fallait vendre à leur tour les charges ecclésiastiques, et prélever de lourdes redevances sur leurs ouailles. Enfin les popes, presque tous misérables, étaient obligés d'avoir un métier manuel à côté de leurs fonctions religieuses. Un autre vice de ce clergé était sa complète ignorance.

Le clergé catholique était recruté en majorité parmi les Franciscains. L'autorité du Saint-Siège était exercée par un vicaire apostolique, ayant sous ses ordres des vicaires délégués. Les curés franciscains étaient soumis, pour le spirituel, au vicaire apostolique et, pour le temporel, au provincial de leur ordre. Cette double autorité donna lieu à bien des conflits. Chaque couvent franciscain avait sous sa dépendance un certain nombre de paroisses. Ses moines y faisaient fonction de curés, et étaient soumis tous les trois ans à la réélection par le chapitre de l'ordre.

Il était à prévoir que les Franciscains qui, depuis des

siècles, se recrutèrent parmi les Bosniaques, auraient une certaine tendance à l'autonomie, tout en restant fidèlement unis à Rome pour les questions de dogme. En toute circonstance, ils défendaient leurs privilèges soit contre la congrégation de la Propagande, soit contre les autres communautés. Ils donnèrent aussi de nombreux sujets de mécontentement à la papauté. Celle-ci, par exemple, ne put jamais leur faire abandonner l'usage du fez rouge, ni l'habitude de porter des armes dans leur ceinture. Leur obstination à résister au Saint-Père pour le moindre changement dans leur attitude extérieure n'était qu'un prétexte pour affirmer leur indépendance.

Lors de l'occupation austro-hongroise, il fallut mettre cette organisation en harmonie avec le nouveau régime.

Chaque confession attendait du gouvernement quelque faveur au détriment des autres. Les mahométans voulaient conserver la situation prépondérante qu'ils avaient sous la puissance turque, les chrétiens au contraire espéraient une transformation radicale qui leur permettrait de se dédommager des longues souffrances qu'ils avaient supportées en opprimant à leur tour les musulmans.

Mais l'Autriche s'était annoncée comme devant apporter le calme et la paix ; favoriser une des confessions au détriment des autres eût été non seulement manquer à sa promesse, mais, ce qui est pire pour une nation conquérante, commettre l'action la plus maladroite et la plus impolitique. M. de Kallay disait avec raison aux délégations le 6 novembre 1883 : « Le premier devoir du gou-

« vernement est non seulement de placer tous les cultes
« sur le même pied, mais de témoigner à tous les mêmes
« égards et le même intérêt. »

Musulmans, catholiques, orthodoxes s'empressèrent de faire parvenir leurs désirs et leurs vœux au gouvernement impérial. Les mahométans demandaient, tout en continuant à reconnaître le Sultan comme calife, un chef indépendant spécial à la Bosnie-Herzégovine.

Les orthodoxes sollicitèrent des réformes intérieures, comme la création d'écoles, de séminaires et de consistoires épiscopaux.

Les catholiques ne demandèrent que la construction de nouvelles églises avec des subventions de l'État. Rome, désirant séculariser toute la hiérarchie catholique, proposa sa complète transformation. Mais le gouvernement autrichien n'avait pas l'intention de porter atteinte à l'ordre des Franciscains qui l'avaient soutenu avec beaucoup de loyauté. Il tenait aussi à les ménager à raison de leur grande influence sur la population. Tout au plus reconnaissait-il que la bonne entente entre le pape et le clergé bosniaque ne pourrait qu'être profitable aux intérêts du catholicisme dans les provinces.

Jusqu'en 1880, rien ne fut modifié, mais de 1880 à 1884 la réorganisation religieuse fut exécutée.

Il fallait d'abord régler les rapports de l'église orthodoxe et du patriarche de Constantinople. On appliqua le principe d'après lequel, en Orient, depuis les empereurs byzantins, l'Église est subordonnée à l'État. Le patriarche

accepta donc sans difficulté la domination austro-hongroise, et une convention fut conclue le 28 mars 1880. Elle décide que les évêques orthodoxes seront nommés par l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie. Le gouvernement n'aura qu'à communiquer le nom des candidats au patriarche pour l'accomplissement des formalités canoniques. Dans le cas où le candidat serait inconnu du patriarche, la communication devrait être accompagnée d'un certificat de l'évêque, constatant l'aptitude canonique de ce candidat. Le traitement des évêques n'est plus à la charge des habitants, il est payé directement par le gouvernement impérial qui verse en outre 6.000 florins au patriarche, comme équivalent de l'ancien tribut.

L'empereur a le droit de révoquer les évêques.

Le nom du patriarche œcuménique sera prononcé dans les cérémonies religieuses, et c'est au patriarcat que les évêques devront se procurer les saintes huiles.

Les orthodoxes payaient une taxe religieuse, la *vladikarina*, qui n'était pas supportée par les autres cultes. Il y avait là une inégalité. Cet impôt fut supprimé en 1884.

Enfin en 1885, on construisit le séminaire de Keljévô et de nombreuses églises.

Quant à l'église catholique, les négociations entreprises à la fin de 1880, entre Vienne et Rome, aboutirent à une bulle pontificale de 1884.

Les anciens vicariats pontificaux disparaissaient. La Bosnie-Herzégovine formait une province ecclésiastique indépendante divisée en quatre diocèses: le diocèse de

Sarajewo avec 66 paroisses, le diocèse de Banjaluka avec 24 paroisses ; les diocèses de Mostar et de Trébinje avec 7 paroisses. Il était stipulé que le clergé séculier, élevé dans un séminaire qui devait être construit, serait chargé des fonctions religieuses en collaboration avec le clergé régulier, pour lequel il devait avoir les plus grands égards.

L'empereur avait la nomination de l'archevêque, des évêques et des chanoines, sauf l'archidiaque du chapitre archiépiscopal. Si la convention réservait les droits du clergé régulier, c'était sur les instances du gouvernement de la monarchie. Mais, peu après l'arrivée du nouvel archevêque à Sarajewo, des difficultés surgirent entre lui et les Franciscains. Elles furent causées par une erreur d'interprétation. Le prélat considérait la convention comme un acheminement vers la sécularisation complète. Les Franciscains, à bon droit, ne le pouvaient admettre. Un décret du Saint-Siège, du 14 mars 1883, mit fin à ce différend. Les Franciscains devaient céder trente-cinq cures à l'archevêque, en conservant les autres, dans les diocèses de Sarajewo et de Banjaluka. Toutefois les cures ainsi sécularisées pourraient encore être confiées aux Franciscains.

En 1881 fut installé à Travnik le séminaire catholique. On en donna la direction aux Jésuites qui purent fournir eux-mêmes les sommes nécessaires, et qui seuls unissaient une suffisante instruction à la connaissance de la langue bosniaque. Enfin, de 1880 à 1884, le gouvernement austro-

hongrois a donné près de 50.000 florins pour la construction des églises.

C'est en 1882 qu'on étudia la réforme musulmane; c'était une œuvre difficile pour une puissance catholique. Les théories du droit public musulman vinrent faciliter la tâche du gouvernement. Le Coran ordonne aux fidèles de respecter le chef du territoire qu'ils habitent, et le souverain, fût-il chrétien, a le droit de nommer les fonctionnaires du culte mahométan. Par le seul fait que le gouvernement austro-hongrois s'est emparé de la Bosnie-Herzégovine, le droit musulman lui donne l'entière direction de la hiérarchie ecclésiastique. Cette théorie s'explique par la réunion dans les mêmes mains des fonctions religieuses et judiciaires. Le Sultan a donc perdu toute autorité en matière religieuse sur les musulmans de Bosnie. Comme il reste la plus haute personnalité de l'islam en Turquie, on a laissé subsister l'usage de faire figurer son nom dans les prières.

Nous savons que les musulmans avaient demandé une hiérarchie autonome, un reis-el-ulema bosniaque assisté d'un consistoire, medjliss-i-ulema. Un décret du 17 octobre 1882 leur accorda cette réforme. Le mufti de Sarajewo, Hilmy-Efendi reçut le titre de reis-el-ulema. Il a 8.000 florins d'appointements. En même temps fut créé un collège de quatre ulémas avec 2.000 florins chacun. Il était chargé d'examiner les candidats aux postes de juges du cheri, présentés ensuite au gouvernement par le reis-el-ulema.

L'Autriche-Hongrie eut aussi à s'occuper de la réguli-

sation des vakoufs. Les vakoufs sont les biens destinés à des fondations pieuses ou à l'entretien d'établissements de charité ou d'utilité publique. On en distinguait trois classes :

1^o Tous les biens consacrés à l'entretien des mosquées et à la subsistance des ministres du culte ; 2^o les biens dont les revenus sont affectés à toute autre fondation s'inspirant du Coran, comme hôpitaux, collèges, fontaines ; 3^o les vakoufs coutumiers : les vakoufs étant inaliénables, exempts d'impôts et à l'abri des poursuites judiciaires, les particuliers, possesseurs d'un immeuble, en firent la cession à une mosquée moyennant un faible prix, et continuèrent à en jouir sous la condition de payer à la mosquée l'intérêt de la somme reçue. Le cédant conservait le droit de transmettre son usufruit à ses descendants directs. C'est ce qu'on appelle les vakoufs coutumiers.

Le gouvernement ottoman s'était souvent préoccupé de la bonne administration des vakoufs, mais ils n'en étaient pas moins l'objet de beaucoup d'abus dans leur gestion et dans la perception des fonds.

L'Autriche-Hongrie dut s'appliquer à faire respecter la véritable destination de ces biens, à éviter que les excédents ne fussent utilisés en dehors des provinces, et à constituer une administration exclusivement indigène. Elle dut enfin créer un contrôle très sévère sur la gestion financière.

En 1884, fut instituée une commission régionale des vakoufs, composée de notables musulmans, et en 1894, il fut créé une haute commission des vakoufs chargée de

toute leur administration. Il fut décidé également que les excédents des revenus seraient attribués à l'enseignement.

Telles sont les mesures que la monarchie austro-hongroise a prises pour réorganiser les cultes. Elles ont été inspirées par une haute idée de justice et un respect absolu de toutes les croyances.

Peut-être est-il exact qu'aucune confession ne soit contente du sort qui lui a été fait. Cela tient à ce que chacune aurait voulu voir rompre l'égalité à son profit. Le gouvernement autrichien s'est efforcé au contraire d'accorder à tous la même protection. Il a fait preuve de largeur d'esprit et de bon sens politique.

Si nous abordons les questions d'enseignement et d'instruction publique, nous voyons de grands progrès accomplis. De toutes les branches de l'administration turque, l'instruction publique était la plus défectueuse.

Cependant en 1869, la Porte avait édicté une excellente loi. Chaque village, chaque quartier de ville devait avoir une école primaire. Dans les localités plus importantes, seraient institués des établissements d'enseignement moyen ou d'enseignement industriel. Mais ce projet n'aboutit pas. Les beys trouvaient les écoles inutiles pour leurs enfants, et dangereuses pour les fils des raïas qu'il était préférable de laisser dans l'ignorance. On comptait à peine en Bosnie quelques écoles primaires ou supérieures, entretenues sur les fonds des vakoufs. Mais bien entendu on n'y parlait

que la langue turque et les élèves n'y apprenaient qu'à réciter des versets du Coran.

Les écoles des couvents franciscains étaient, elles aussi, très peu nombreuses, et quant aux couvents orthodoxes, l'ignorance y était si grande qu'il n'y avait pas d'écoles du tout. Des popes cependant, aidés par des libéralités particulières, avaient créé quelques rares écoles.

D'ailleurs, maîtres musulmans, Franciscains, popes n'avaient ni les uns, ni les autres les qualités requises pour donner un bon enseignement.

Le gouvernement autrichien, en 1879, remit en vigueur la loi turque de 1869 et rouvrit les écoles qui existaient avant l'occupation. La première chose à obtenir, c'était que les enfants fussent admis dans les écoles, sans distinction de culte. Mais pour arriver à ce résultat, il fallait créer des écoles gouvernementales « interconfessionnelles ». Des communes prirent volontairement une grande part à l'aménagement de ces nouvelles écoles. Des particuliers y contribuèrent aussi de leurs deniers. A partir de 1882, le développement de ces écoles « interconfessionnelles » reçut une grande impulsion, et, en 1894, on en comptait 161 comprenant 13.802 élèves. La plus grande difficulté fut de trouver de suite un personnel enseignant ; il fallut recourir au début à l'autorité militaire, qui mit à la disposition du gouvernement des sous-officiers qui exercèrent les fonctions d'instituteurs. La langue turque fut partout remplacée par la langue jugo-slave, qui fut préférée même à l'allemand. Dans ces écoles gouvernementales, l'en-

seignement religieux est donné par les représentants des quatre cultes : musulman, catholique, orthodoxe, israélite.

A côté des écoles « interconfessionnelles », subsistent les écoles confessionnelles. Elles vivent de leurs ressources propres. Les orthodoxes forment des « communes scolaires » qui administrent à la fois les fonds de l'église et ceux des écoles. Les écoles musulmanes, où les enfants ne resteront plus que trois ans, sont alimentées par les revenus des vakoufs, le gouvernement n'a pas à les subventionner.

L'Autriche n'a pas introduit l'instruction obligatoire. Il aurait fallu, en effet, apporter trop d'exceptions au principe, à raison de la distance, souvent de plusieurs kilomètres, qui sépare les petites agglomérations de toute école. Toutefois dans certaines écoles, on a aménagé des dortoirs et des salles où les enfants peuvent prendre leurs repas et rester à coucher en cas de nécessité.

A côté des efforts du gouvernement, il faut mentionner ceux de l'initiative privée. De nombreux établissements scolaires ont été fondés par des congrégations religieuses, comme les écoles de jeunes filles fondées par les sœurs de charité à Dervent, Livna et Jeptché. De même des orphelinats sont dus aux congrégations de Saint-Augustin et de Saint-Joseph. Ces établissements accueillent tous les enfants, quel que soit leur culte.

En résumé, l'enseignement primaire comprend donc :

1° Des écoles gouvernementales « interconfessionnelles »,

2° des écoles confessionnelles musulmanes, catholiques, orthodoxes, israélites, et 3° des écoles privées. La statistique va nous montrer la rapidité des progrès obtenus. En 1881, 3 pour 100 seulement des enfants en âge de scolarité fréquentaient l'école en dehors des écoles confessionnelles musulmanes. En 1891, ce chiffre atteignait 19 pour 100. Avant 1883, 1 pour 100 des indigènes savait lire et écrire; en 1891, leur nombre est évalué à 10 pour 100.

Voici maintenant l'état de l'enseignement secondaire : En 1879, le gouvernement créa à Sarajewo un Real Gymnasium, école industrielle où les langues anciennes étaient enseignées facultativement. Il est devenu un gymnase de plein exercice où les études durent huit années. L'étude du latin est obligatoire, le grec peut être remplacé par le vieil arabe. En 1893-94, il contenait 346 élèves, dont la majeure partie de boursiers. Un gymnase analogue fonctionne à Mostar. C'est aussi en 1879 que fut fondée à Sarajewo une école interconfessionnelle pour préparer les jeunes filles à l'enseignement. En 1894, on y comptait 192 élèves.

En 1887 fut inaugurée l'école du *cheria*, sorte de faculté de droit musulman qui a été rendue nécessaire par la collaboration des musulmans dans l'organisation des tribunaux. En 1894, elle avait 38 élèves.

Enfin pour compléter cette nomenclature, il faut citer à Sarajewo un pensionnat militaire spécial pour les fils des officiers du corps d'occupation, une école normale qui fournira tous les ans quarante instituteurs et en der-

nier lieu des écoles commerciales et des écoles techniques des eaux et forêts et ponts et chaussées.

A la suite de l'occupation tous les cadis qui n'étaient pas Bosniaques quittèrent le pays, et on ne put attendre aucun concours des juridictions existantes. Comme dans toutes les branches de l'administration, ce fut l'autorité militaire qui se chargea de pourvoir à l'organisation provisoire de la justice.

Le gouvernement austro-hongrois ne pouvait pas faire table rase de toutes les institutions judiciaires turques, car une réforme trop radicale eut été mal comprise et n'eut pas donné de bons résultats. Il eut été prématuré de transporter purement et simplement l'organisation austro-hongroise; aussi s'est-on arrêté à une sorte de système mixte qui respecte les habitudes prises.

Dans chacun des districts qui correspondent aux anciens cantons tures, est placé un juge de district, dont les fonctions sont analogues à celles de nos juges de paix; dans chaque cercle, siège un tribunal de première instance, et à Sarajewo, une haute-cour d'appel.

Cette réforme a été bien acceptée de la population, car le gouvernement a eu soin d'adjoindre au juge de district et à chaque tribunal de première instance un cadi, et à la cour suprême de Sarajewo un mufti et un cadi.

L'organisation des tribunaux en matière criminelle, ainsi que la procédure, sont réglées par le code de procédure pénale du 15 juin 1894, mis en vigueur le 1^{er} jan-

vier 1892. Il est venu remplacer un code du 12 octobre 1880, qui dut être modifié à cause de ses défauts et de ses lacunes.

La juridiction pénale est exercée : 1^o par les juges de district; 2^o par les tribunaux de première instance; 3^o par la cour d'appel de Sarajewo.

La compétence du juge de district embrasse tous les délits qui ne sont pas de la compétence des tribunaux supérieurs. Ce juge est assisté de deux assesseurs pris dans la population.

Les tribunaux de cercle jugent : 1^o les délits de presse; 2^o les infractions punies de peines privatives de liberté de plus de six mois; 3^o les infractions pouvant entraîner la perte d'un office public ou ecclésiastique; 4^o les délits contre l'ordre public et la sûreté de l'État et 5^o les délits contre les propriétés. Enfin ces tribunaux connaissent des appels contre les jugements des juges de district.

Le tribunal de cercle comprend trois juges dont un président. Ces juges sont assistés de deux assesseurs pris dans la population.

On peut porter appel de leurs jugements devant la cour de Sarajewo.

L'intervention des habitants dans la juridiction criminelle est une mesure très sage. Car, connaissant le pays, les individus, les coutumes, les assesseurs seront plus à même que des magistrats, souvent peu initiés à la vie locale, de juger en pleine connaissance de cause. Enfin leur con-

cours pourra être précieux pour comprendre bien des témoins qui ne parlent que patois.

Les assesseurs, dans toutes les phases de la procédure, ont identiquement les mêmes droits que les magistrats.

Le gouvernement autrichien avait trouvé en Bosnie une procédure purement inquisitoriale, qui donnait lieu à tous les abus. Il s'empessa de faire l'application des principes généraux de la législation autrichienne, en décrétant la procédure accusatoire, les débats publics et oraux, la libre appréciation des preuves. Le code de 1891-1892 est venu pousser tous ces principes jusqu'à leur dernière limite et placer en face de l'accusation la défense à qui on a donné les plus grandes prérogatives. Dans les juridictions inférieures, les fonctions de ministère public sont remplies par le chef de district. Au tribunal de cercle est attaché un procureur entouré de substituts, à la Cour d'appel un procureur général avec des substituts. Les procureurs des tribunaux de cercle sont sous les ordres du procureur général qui ne relève que du gouvernement du pays.

En même temps que le gouvernement faisait paraître un code d'instruction criminelle, il s'occupait de réunir les éléments de droit civil existants, et promulguait un code civil; ce code fut suivi d'un code de procédure civile. Le code de commerce pour la Bosnie est imité du code hongrois, tandis que les lois sur la lettre de change et la faillite reproduisent à peu près les lois autrichiennes.

On sait qu'en Turquie les capitulations stipulent pour

les Européens le droit d'être jugés par les juridictions consulaires et non par les tribunaux locaux. La Bosnie restait, en droit, sous la souveraineté du Sultan, elle était toujours terre turque; le régime des capitulations devait-il y rester en vigueur? La question fut tranchée par les puissances qui renoncèrent à l'usage du droit de juridiction consulaire. Le principe de la territorialité reçoit donc en Bosnie-Herzégovine son entière application.

Pour achever cette transformation de la justice, il fallut modifier le mode de répression à la turque qui est le plus inhumain que l'on puisse imaginer. Le gouvernement a fondé à Zénitza une prison centrale. Chaque prisonnier entrant à l'établissement doit apprendre un métier. Le système pénitentiaire comprend trois degrés de pénalités : l'emprisonnement cellulaire, l'emprisonnement en dortoir, et troisièmement une sorte de libération conditionnelle, avec réglementation du travail et du temps. Ce troisième degré constitue une colonie pénitentiaire agricole et professionnelle, où sont admis les prisonniers qui ont subi, avec bonne conduite, la moitié de leur peine au degré précédent. La surveillance pèse sur eux avec moins de rigueur. Ils se livrent au travail des champs, ou au jardinage et à la culture maraichère et fruitière. Ils peuvent aussi travailler dans un atelier qu'ils choisissent.

C'est là, au point de vue social, une des plus belles réformes apportées par l'Autriche-Hongrie.

En 1882, on put introduire en Bosnie-Herzégovine le

principe du service militaire obligatoire. La loi qui l'établissait était accompagnée d'une proclamation disant : « La
« défense nécessaire vous a été jusqu'à présent assurée
« par l'armée impériale et royale, car il fallait d'abord
« cicatriser les plaies ouvertes par les événements passés.
« Mais maintenant, il est déjà temps que tous les fils du
« pays, capables de porter les armes, répondent à leur
« devoir, et que, sans distinction de religion, ils reçoivent
« l'honneur de porter les armes pour la défense de leur
« patrie. »

L'application de la loi souleva un mouvement en Crivoscie et en Herzégovine. Les chrétiens surtout, dispensés du service militaire sous le régime turc, protestèrent violemment. Ils durent cependant se soumettre, et il existe aujourd'hui quatre régiments d'infanterie bosni-herzégovinienne, dont les états-majors se trouvent à Sarajewo, Banjaluka, Dolnia-Touzla et Mostar. Les officiers de ces régiments ne sont pas exclusivement austro-hongrois ; on en compte plusieurs d'indigènes.

Quant aux troupes d'occupation austro-hongroises, leur effectif était en 1893 de deux divisions d'infanterie et dix brigades, mais depuis cette époque, l'apaisement et la sécurité croissants ont permis de diminuer cet effectif. La gendarmerie en revanche a été augmentée.

Dès le début de la conquête, elle a été très fortement constituée. A sa tête est un officier supérieur résidant à Sarajewo. Ce corps se subdivise en compagnies, pelotons et postes. Les compagnies, commandées par des capitaines,

sont au nombre de sept se décomposant en vingt-trois pelotons, et les pelotons en postes. Les officiers sont recrutés, en général, dans l'infanterie. Les simples gendarmes durent être recrutés dans la gendarmerie autrichienne ou hongroise. Mais depuis 1884, l'élément indigène y devint prépondérant; sur 4.900 hommes, on en comptait déjà à cette date 4.300 de Bosniaques. Au chef-lieu de chaque cercle, on a créé un peloton d'instruction de gendarmerie où on instruit de jeunes indigènes. Au bout de huit semaines, ils passent dans les compagnies comme élèves gendarmes et y font un stage d'un an; après ils peuvent être nommés gendarmes.

L'augmentation de la gendarmerie a permis de diminuer les troupes d'occupation, mais a grevé assez lourdement le budget spécial de la Bosnie-Herzégovine.

CHAPITRE III

RÉFORMES ET QUESTIONS ÉCONOMIQUES

En 1878, la Bosnie et l'Herzégovine étaient aussi arriérées qu'au moyen âge. Vivant depuis plusieurs siècles dans une vicissitude perpétuelle, agités par les passions politiques et religieuses, les Bosniaques ne cherchaient pas à sortir de leur profonde misère. Livrés à leurs inquiétudes et à leurs rivalités, ils oubliaient leurs besoins, et cette insensibilité étouffait en eux tout désir de progrès. Ils ignoraient les richesses naturelles de leur pays, et même les exploitations autrefois prospères avaient été ruinées et abandonnées.

Au lendemain de la conquête, il fallut songer à la construction des chemins de fer. La première ligne servit même à l'occupation militaire, et fut une voie de pénétration de la Save à Sarajewo. Les travaux furent menés très rapidement, et le tracé n'en fut que provisoire. Mais à partir de 1880, l'administration militaire se préoccupa de commencer des travaux de rectification du tracé et des courbes, de consolidation de la voie, et de réfection des ouvrages d'art. De militaire et stratégique, la voie, qui

unissait la capitale de la Bosnie à l'empire, devint commerciale et économique à partir du 5 octobre 1882, date de son inauguration.

Le second projet à exécuter consistait à relier Sarajewo à Mostar, la capitale de l'Herzégovine, et de là à l'Adriatique. Le cours de la Narenta fut régularisé dès son embouchure jusqu'au port de Metkovitch en 1889, et en 1891, la ligne de Metkovitch à Sarajewo, comprenant 177 kilomètres et demi, fit communiquer l'Adriatique et le centre de la Bosnie. Depuis, des lignes n'ont cessé de relier les centres miniers ou industriels à la grande ligne. Actuellement, la Bosnie possède 809 kilomètres de voie ferrée, dont 708 kilomètres à petite section et 101 kilomètres à section normale. Quand le réseau projeté sera terminé, la somme dépensée dépassera 30 millions de florins.

Pour l'entretien de ces chemins de fer, le gouvernement se préoccupa de la mise en exploitation des charbonnages de Bosnie entièrement inconnus sous la domination ottomane. Le seul combustible employé était le bois. Le charbonnage de Dolnia-Touzla, ouvert en 1885 et ayant donné, en 1892, 687.000 quintaux de charbon, est devenu le centre vital d'industries très actives. En 1883, des puits d'essai furent creusés, et on put mettre en exploitation les salines de Gornia-Touzla. A 158 mètres de profondeur, la nappe est d'une teneur en sel de 24 kilos par hectolitre. En 1894 a été créée auprès de Touzla une

importante usine pour la fabrication de la soude ammoniacale.

Ces industries, toutes nouvelles dans le pays, ont fait naître une classe, jusque-là inconnue, les ouvriers d'usine ou de fabrique. Le gouvernement a pourvu à leur bien-être par la construction de cités ouvrières. Les maisons ouvrières de la cité de la Kréka reviennent à 2.000 florins et l'administration prélève les intérêts du prix de construction sous la forme d'un loyer mensuel de 2.50 florins. Comme encouragement au bon entretien, des primes sont décernées aux familles qui se sont signalées par la meilleure tenue de leur intérieur.

La plus grande richesse de la Bosnie est dans ses forêts. On en compte 2.708.595 hectares, presque les deux cinquièmes de sa superficie. Pour les Turcs qui ne connaissaient pas leur importance économique, les forêts étaient *res nullius* et laissées à la disposition des habitants. En 1878, l'Autriche-Hongrie eut à tout organiser ; elle commença par créer une administration forestière ; puis, à l'aide du cadastre, elle fit procéder à une délimitation exacte ; enfin les forêts furent soumises à une exploitation rationnelle et régulière. Désormais toutes les entreprises qui auront pour objet les coupes de bois seront contrôlées par l'État.

En outre, des dispositions très rigoureuses furent prises pour la protection des arbres contre la malveillance ou simplement l'insouciance des habitants et surtout des propriétaires d'animaux.

Les routes turques étaient dans un état détestable. Elles étaient si mal entretenues que les voitures devaient passer en dehors, et qu'il se formait ainsi plusieurs routes à côté les unes des autres ; aussi le transport n'était-il possible, dans certaines régions, qu'à dos de bêtes. Dans l'intérieur de la Bosnie, l'usage des voitures était inconnu. Maintenant le réseau routier comprend 4.644 kilomètres de routes de premier ordre, et 4.360 kilomètres de routes de district, sans compter les voies forestières. Ces routes, admirablement construites, sont, pour la plupart, l'œuvre de l'administration militaire.

Une loi très importante du 20 octobre 1879 a établi l'union douanière entre l'Autriche-Hongrie et les deux provinces. Avant, on appliquait le traité de commerce et de navigation intervenu entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie, le 22 mai 1862. Depuis 1879, il n'y a plus aucune barrière entre l'Autriche-Hongrie et la Bosnie-Herzégovine. Elles font partie du même territoire douanier. En outre, les brevets d'invention obtenus en Autriche-Hongrie auront leurs effets dans les deux provinces, et la législation austro-hongroise sur les marques de fabrique ou de commerce, les dessins ou modèles garantis, y sera applicable.

Une loi du 20 décembre 1879 décrète le cours exclusif des monnaies autrichiennes. D'après un règlement du gouvernement de Sarajewo, les monnaies divisionnaires turques ne seront plus reçues pour le paiement des impôts que jusqu'à concurrence d'un florin. On arrivera ainsi à les écarter progressivement de la circulation.

Enfin la Bosnie est entrée dans l'union postale universelle.

Vouloir étudier toutes les réformes économiques introduites par l'Autriche-Hongrie serait examiner tout ce qu'une nation, qui jouit de longs siècles de civilisation et qui est ouverte à toutes les innovations sages et durables, peut apporter à un pays qui est resté stationnaire depuis l'occupation barbare.

Nous ne retiendrons que deux problèmes : l'émigration et le régime agraire. Ce dernier nous conduira à l'étude de la zadruga.

I

Depuis l'occupation ottomane, aux époques de grandes crises, la population chrétienne quittait la terre d'asservissement et allait vivre en Croatie, en Esclavonie ou en Hongrie, sous la protection des princes allemands ou hongrois. C'est ainsi qu'en 1592, lors de la prise de la forteresse de Bihatch par les Turcs, une émigration de familles chrétiennes eut lieu. Elle devint considérable quand les restes de saint Sabas furent jetés au feu et les cendres au vent, par ordre du Grand-Vizir Sinan. Ce Saint était le plus vénéré des orthodoxes ; devant une telle provocation, ils allèrent s'enrôler dans les armées chrétiennes. Ce fut le début des grandes émigrations bosniaques.

Ce mouvement se continua jusqu'à nos jours. Entre

l'insurrection de 1875 et le traité de Berlin, par crainte des levées exceptionnelles qui devaient comprendre tous les hommes de 18 à 45 ans, 300.000 Bosniaques traversèrent la Save et se réfugièrent en Autriche-Hongrie.

Avec l'occupation austro-hongroise, l'émigration chrétienne a cessé, mais en revanche l'émigration musulmane a pris de grandes proportions. De nombreux propriétaires fonciers, craignant la suppression de leurs privilèges, se rapprochèrent de Constantinople. Après l'insurrection, d'autres musulmans, malgré l'amnistie, partirent pour éviter la répression. Malgré la pacification complète, le mouvement continue : tous les ans, on mentionne le départ de familles musulmanes qui se retirent en Serbie.

Par contre, il faut signaler le rapatriement de nombreux chrétiens et d'importantes immigrations. Les premiers qui revinrent furent des paysans chrétiens que la guerre avait chassés. Les Franciscains ont attiré des cultivateurs de la Westphalie, tous catholiques. En 1878, un moine franciscain se mit en route pour les contrées germaniques et y prêcha avec succès l'émigration. Des colons hongrois et croates, des émigrants de Wurtemberg et de Hanovre achetèrent des terrains et les cultivèrent. Ils montrent tous beaucoup d'ardeur au défrichement des terres. Ces colons, par leur travail et leur sobriété, sont arrivés à de très bons résultats. Ainsi, dans la Posavina, la colonie allemande de Franz-Josefs-Feld, composée de 60 familles en 1886 et possédant quelques huttes en bois, compte aujourd'hui 160 maisons, 1.000 habitants, une maison commune

et deux écoles. L'État protège ces colons. Il leur loue ses terres, mais à un prix très minime, uniquement pour sauvegarder le principe de non gratuité et son droit d'intervention. Chaque famille peut recevoir dix hectares de terrain pour une période de dix ans, moyennant une redevance de cinquante kreuzers par an et par hectare. Au bout de dix ans, si le colon en est digne, il devient propriétaire du terrain. Comme fond de premier établissement, le colon ne peut que retirer, des forêts de l'État, le bois nécessaire à la construction de sa maison. Il doit fournir les semences, le bétail et les instruments de culture. Les résultats économiques de cette législation sont excellents; mais, quand on regarde les statistiques, on est frappé du grand nombre des colonies allemandes protestantes. Il y a là un réel danger pour l'Autriche-Hongrie, qui ne doit pas faciliter l'extension de la race germanique sur ses États. L'intérêt économique d'une nation trouve sa limite dans son intérêt politique.

II

En 1878, la charrue dont se servaient les paysans bosniaques était la même que celle dont on lit la description dans Hésiode. Ce simple détail dépeint l'état dans lequel se trouvait l'agriculture. La culture n'est florissante que là où règne la paix. Elle a besoin de stabilité et de sécurité, choses tout à fait inconnues en Bosnie. Le laboureur,

qui travaille avec une ceinture remplie de pistolets et de poignards, ne peut être un bon laboureur. En outre, les conditions du travail étaient si rudes, les exigences des propriétaires si excessives, qu'elles décourageaient toute initiative. Nous sommes là dans le vif de la question agraire qui n'est pas encore résolue. Pour en apprécier toute la portée et chercher les moyens de mettre un terme aux irritations qu'elle cause, nous allons l'étudier dès ses origines.

Avant la conquête turque, la Bosnie vivait sous le régime féodal. Le sol appartenait à des seigneurs féodaux et était cultivé par des tenanciers qui payaient des redevances. Les fiefs, comme dans tout le moyen-âge, étaient des récompenses accordées aux guerriers.

Lors de la conquête ottomane, il fut proposé à cette noblesse par Minnet-Bey, le premier gouverneur, de conserver ses fiefs, en devenant musulmane. Les seigneurs acceptèrent presque tous, et désormais reçurent du Sultan leur investiture. Tout fief au-dessus de 500 arpents s'appela *siamet*, au-dessous de 500 arpents, il reçut le nom de *timar*.

Le *spahi* ou possesseur du fief n'était soumis qu'à la condition de marcher en armes contre les ennemis de l'empire. Les fiefs étaient héréditaires, mais, en Turquie, le droit d'aînesse n'existe pas, et le bien était transmis en indivis à tous les fils du défunt.

En compensation de ce service militaire et du paiement d'une certaine redevance pour le trésor quand il entraît

en possession, le spahi, exempté d'impôts, percevait la dîme. Il exigeait aussi du paysan des corvées pour battre le blé des dîmes et en faire le transport jusqu'à sa résidence. Le plus souvent les seigneurs n'avaient pas de château et habitaient les villes. Les raïas qui cultivaient n'avaient de rapports avec le spahi ou son représentant qu'au moment de la livraison des dîmes, ce qui, le reste du temps, leur donnait une grande liberté. Ils n'étaient pas attachés à la glèbe et pouvaient émigrer ou chercher un autre spahi. Car il faut bien remarquer que le spahi n'était nullement le propriétaire de la terre ; il n'avait qu'un droit, celui de percevoir un impôt sur les paysans, qui en fait étaient les véritables propriétaires.

Il s'en fallait de beaucoup que les seigneurs fussent alors tyranniques, leurs intérêts étaient trop solidaires de ceux du cultivateur, et on en vit de très populaires. Cette entente déplut au gouvernement turc dont la devise paraît avoir été en Bosnie : diviser pour régner.

Il s'attacha à diminuer l'importance des beys slaves, et la première mesure qu'il prit en ce sens fut l'envoi d'un pacha à titre permanent.

Peu à peu ce fonctionnaire turc augmenta les prérogatives du gouvernement qu'il représentait. Il revendiqua toutes les terres sans propriétaire, tenta l'établissement de quelques impôts, et se montra le défenseur des intérêts des raïas ; c'était un moyen de faire sentir son autorité. Quoique les spahis fussent encore bien plus puissants que le pacha, qu'ils surveillaient et contre lequel, au moindre

abus, ils obtenaient des réparations éclatantes, sa présence les inquiétait, et ils se rapprochèrent plus étroitement de leurs raïas. Ils s'assuraient ainsi des soldats contre les empiètements du pouvoir turc. La Porte en fut alarmée et conçut le projet de ruiner le système des spahiliks. Elle voulait arrêter le danger que l'union des Bosniaques musulmans et chrétiens pourrait lui faire courir. Elle fut trompée dans son attente, car elle fit disparaître une institution très sage, qui était une des bases du nouvel ordre de choses que la conquête avait créé.

Mais la Porte, plus fidèle à son instinct de domination que soucieuse des véritables intérêts de ses provinces, cherchait partout des sujets et non des alliés. Aussi, dans le courant du XVIII^e siècle, voyons-nous apparaître la transformation des spahiliks en tchifliks qui, en mettant les intérêts des beys et des raïas en opposition, allaient devenir un appât à la cupidité des uns et une cause de misère pour les seconds.

Les armées ottomanes qui passaient sans cesse par la Bosnie chassaient dans la montagne les cultivateurs chrétiens. Un musulman quelconque s'emparait de leur bien, et trouvait toujours un titre pour faire sanctionner son usurpation par le gouverneur de la province. Ces nouveaux beys exigèrent la propriété du sol, et reçurent le nom de tchiflik-sahibis.

Il en résulta le système suivant : La grande propriété foncière portait le nom de tchiflik. Le tchiflik avait deux maîtres, 1^o Le spahi possesseur du droit fiscal. Il ne s'oc-

cupait pas de la question de propriété et ne réclamait que sa dîme. 2° Le tchiflik-sahibi, propriétaire du sol, qui devint bientôt propriétaire des paysans qui le cultivaient, et exerça sur eux toutes les violences. On appela kmète le paysan qui cultivait le sol, et demeurait dans la maison dont un autre était propriétaire.

Il arriva que les spahis ne se contentèrent plus de leur droit du dixième, et voulurent augmenter leurs revenus. La loi religieuse vint entraver leurs intentions. Elle interdisait la transformation du spahilik en tchiflik. Le spahi ne pouvait prélever sur le même bien sa dîme et une redevance foncière. La loi religieuse fut habilement tournée. Ils exercèrent le droit de tchiflik sur un autre fief que celui où ils percevaient la dîme. Pour cela, ils ne se firent pas faute de déposséder les petits propriétaires chrétiens. On cite tel pacha qui, passant dans les villages, faisait rouer de coups les habitants jusqu'à ce qu'ils l'eussent reconnu pour leur tchiflik-sahibi. Souvent aussi les petits cultivateurs achetaient la protection d'un bey puissant en le reconnaissant pour leur tchiflik-sahibi.

En outre, les spahis qui ne pouvaient obtenir de tchifliks, contrairement à la loi, érigèrent de leur propre autorité leurs terres en tchifliks.

La situation des raïas devint intolérable. Le paysan ne semait plus pour lui ; tout le produit de sa terre passait à son maître, musulman que le fanatisme poussait à dépouiller sans merci le fermier chrétien. Même si la récolte avait été mauvaise, le bey était impitoyable dans

ses exigences, et le paysan était réduit à mourir de faim. Les plus cruelles vexations s'appesantissaient en outre sur lui. Il devait loger et nourrir tout spahi qui se présentait, et était tenu de lui prêter ses chevaux pour un jour de marche, sans aucune rétribution. A cela s'ajoutaient les mauvais traitements que le raïa devait subir en silence sous peine de mort. C'est sous ce régime de confusion et de cruauté que vécurent les Bosniaques jusqu'à l'insurrection de 1850.

A cette époque, les seigneurs musulmans, voyant dans l'application des principes du tanzimat en Bosnie la fin de leurs privilèges, tentèrent de les retenir par la force et prirent les armes. Omer-Pacha brisa leur résistance et détruisit le régime féodal.

La cause principale de l'anarchie bosniaque était l'absence complète de réglementation agraire. On chercherait en vain dans les rapports entre fermiers et propriétaires des traces d'équité et de justice. Tout était livré à l'arbitraire. D'ailleurs, dans le droit musulman, les notions de propriété sont très vagues et n'ont reçu de définition nulle part. Le sol appartient à Dieu, puis au Sultan, enfin aux grands seigneurs. Mais le musulman cultive rarement la terre, et il l'affermé à des kmètes ou mieux aux familles de kmètes ou zadrugas.

Antérieurement à 1850 les engagements conclus entre les propriétaires et les kmètes pouvaient être de deux espèces. Ou bien, comme dans le centre et le midi, le propriétaire fournissait la terre, la maison, les bêtes de

trait, les outils agricoles et les semences, et le paysan apportait son travail ; dans ce cas, le produit se partageait ainsi, soit par moitié, soit deux tiers pour le propriétaire et un tiers pour le raïa. Ou bien, selon l'usage du nord, le propriétaire ne fournissait que la terre et le fermier gardait les huit neuvièmes de la récolte.

Ce système bien appliqué eut été tolérable, mais les propriétaires ne cessèrent de l'aggraver par des corvées et par des redevances supplémentaires.

En 1849, la tretina ou droit au tiers de la récolte pour le bey remplaça le droit au neuvième. Comme cette redevance était importante, on vit naître l'industrie des fermiers de redevance, qui prenaient à bail la tretina.

Le gouvernement turc nomma une commission du tanzimat qui, en 1859, proposa et fit adopter par le Sultan un règlement encore en vigueur aujourd'hui dans ses parties essentielles.

Voici quelles étaient ses principales dispositions : Toute corvée était supprimée. Donc les fermiers ne seraient plus obligés, sans rémunération, de couper et d'apporter chez les seigneurs le bois nécessaire à leur provision, d'entretenir leurs jardins, etc... Le kmète n'est plus tenu qu'à transporter le tiers de la récolte chez l'agha, et s'il lui donne moins que le tiers, il lui doit quelques services de jardinage. Désormais le propriétaire doit construire les bâtiments d'exploitation et maisons des kmètes, et en faire les réparations. Sur toutes les récoltes, il ne pourra réclamer que le tiers, alors que souvent sur les fruits, les

légumes et les fourrages, il prenait la moitié ou même les trois quarts.

Le règlement supprime le droit de gîte ou droit pour l'agha de se faire héberger lui et sa famille chez le kmète ; il abolit aussi l'usage des cadeaux périodiques qui étaient devenus obligatoires. Il interdit aux propriétaires de céder à des tiers les revenus de leurs propriétés. C'était là en effet une des plus grandes causes d'abus. Certains beys cédaient à leurs créanciers ou à des fermiers le recouvrement de leurs revenus. Ces tiers, n'ayant aucun intérêt à ménager les fermiers, les torturaient pour les forcer à payer. Ou bien on enfumait le malheureux au-dessus d'un feu de bois vert, ou on l'enterrait jusqu'au cou à la porte de sa maison. Dorénavant ces crimes seront évités.

En cas de contestation entre le propriétaire et son fermier, le kmète ne pouvait obtenir justice, car les tribunaux locaux subissaient l'influence des riches possesseurs de biens, et de plus le témoignage des chrétiens était annulé par celui d'un seul musulman. Maintenant toutes les difficultés de ce genre seront soumises à quatre arbitres qui, en cas de désaccord, en nommeront un cinquième pour se départager.

Enfin les contrats entre propriétaires et locataires devront être faits par écrit, passés sans frais devant l'autorité locale, et écrits endouble exemplaire, chaque partie en conservant une copie légalisée.

Quant aux rapports entre propriétaires et fermiers, le cultivateur doit au maximum la moitié des produits, si le

propriétaire fournit les bâtiments et le matériel agricole ; s'il ne donne que la terre, le fermier devra la tretina ou tiers des céréales. Le tenancier n'est pas attaché à la terre, il peut la quitter volontairement. S'il remplit bien ses obligations, le propriétaire n'a pas le droit de le chasser.

En plus du tiers au seigneur, le paysan doit la dime au fisc. Ces deux prélèvements se font en nature, mais l'État commence par prendre la dime sur toute la récolte ; le seigneur a le tiers du restant.

Toutes ces mesures étaient excellentes, cependant elles ne furent pas appliquées. Le règlement n'améliora pas la condition des kmètes, il exaspéra les beys qui les mal-traitèrent plus que jamais. Ils exigèrent le payement de la tretina en argent, et, comme l'argent était très rare et qu'on les payait mal, ils recommencèrent leurs séries d'atrocités.

La terreur des raïas en était arrivée au point qu'ils n'avaient plus la force de se plaindre. Découragé par toutes les exactions qu'il lui fallait subir, le paysan n'était capable d'aucune initiative ; il travaillait juste assez pour ne pas mourir, et préférait même rester dans la misère pour ne pas attirer l'attention du bey. Il finissait par souffrir les excès des Turcs comme on souffre les rigueurs des saisons, avec résignation, et comme une des conditions de l'existence. Son indolence s'accommodait de ce régime, et la plus grande impéritie présidait à l'exploitation agricole. Telle est la situation que trouva l'Autriche-Hongrie.

Andrassy, au congrès de Berlin, présentait la question

agraire comme la source principale des secousses qui périodiquement ont soulevé la Bosnie-Herzégovine. C'est en considérant l'impuissance de la Turquie à apporter une réforme efficace, que les puissances consentirent si facilement à donner à l'Autriche-Hongrie le mandat d'occupation. Aussi le gouvernement austro-hongrois était-il tenu de résoudre le plus rapidement possible cette difficile question. Certes, l'Autriche voulait améliorer la situation des raïas, elle le devait même, puisque leurs misères avaient été la cause de son occupation, mais aussi elle avait promis à la Porte de respecter la propriété des musulmans ; surtout elle craignait d'exaspérer tous ces beys fiers et belliqueux. Le gouvernement fit rendre un règlement provisoire, mais qui n'apportait que quelques modifications administratives, et au fond laissait subsister l'ancien régime. Les rapports fonciers restèrent les mêmes.

Un gouvernement civilisateur doit en effet repousser tous les moyens violents ; il peut lui être utile de laisser subsister les abus jusqu'au jour où il pourra, sans aucun trouble dans la population, les faire disparaître. Mais cette politique si sage n'a pas été comprise au début par les paysans. Ils furent déçus dans leur attente d'une transformation complète qui leur donnerait la propriété de la terre. Ils ressentirent même de la colère contre ce gouvernement qui, promettant la délivrance, défendait de son autorité le recouvrement des anciennes redevances.

La question agraire est donc loin d'être close et pour-

tant c'est de sa solution que dépend l'apaisement complet du pays.

Un certain nombre de réformes ont été apportées. On commença par établir le relevé cadastral de tous les terrains. Ce travail dura de 1880 à 1886, et coûta sept millions de francs.

Les tenanciers sont encore soumis à l'obligation de livrer au propriétaire le tiers de la récolte et à l'État la dîme. Comme impôt, le gouvernement n'a pas trouvé de meilleur système pour ces régions.

La dîme se prélève sur les céréales, fourrages, fruits, légumes, même sur les abeilles. La justice et l'impartialité qui président à l'estimation par l'employé du fisc ont déjà apporté beaucoup de soulagement. On peut appeler de sa décision devant l'autorité judiciaire.

Cette estimation de la dîme doit servir de base à la redevance due au propriétaire. C'est pour donner plus d'uniformité à la législation. Le propriétaire assistant aux opérations d'expertise a ainsi un intérêt à faire augmenter la dîme, puisque sa part en sera également accrue. Enfin, la dîme ne se paye plus du tout en nature, mais en espèces, d'après un prix moyen fixé chaque année par une commission spéciale. Il faut ajouter à la dîme deux autres impôts : l'impôt sur les immeubles de 4 0/0 sur la valeur des terrains et des propriétés bâties ; et un impôt, d'ailleurs très impopulaire, sur le bétail. Enfin, en 1882, fut créée une taxe additionnelle à la dîme de deux kreutzers par florin.

D'après ce que nous apprend M. de Kallay, dans son rapport aux délégations de novembre 1883, les impôts rentrent bien ; les arriérés mêmes sont payés, et l'exécution forcée est très rare. D'un autre côté, les contestations entre propriétaires et tenanciers sont très peu nombreuses.

Le paiement de la dime en argent présente un grand inconvénient. Le kmète, pour avoir du numéraire, doit emprunter, il se met ainsi dans la main des usuriers. Un remède efficace à ce danger a été apporté par la création en 1886 des caisses de crédit agricole. Ces caisses mettent à la disposition du paysan, sous certaines garanties et moyennant intérêt, des avances soit d'argent, soit de valeurs en nature. Ces avances sont faites pour un temps assez restreint : huit mois, et l'intérêt est de 4 à 6 pour 100.

Les fonds sont constitués : 1^o par l'État. Sa contribution est double, il donne d'abord une certaine somme qui sert de capital de fondation à la caisse, puis une contribution équivalente à la somme que la population s'est engagée à verser à la caisse : 2^o par d'anciennes caisses de secours de l'époque turque, appelées menafi-sandouks, qui prêtaient aux nécessiteux ; 3^o par la population du district intéressé. Elle paye une taxe additionnelle à la dime de 2 pour 100 pendant cinq ou six ans. Cette contribution n'a aucun caractère obligatoire, mais tous les contribuables sont engagés par l'assentiment du chef de village.

Les intérêts du capital sont utilisés pour former un

fonds de réserve, servant à donner des ressources en cas de sinistre.

Ces caisses, bien accueillies par la population, ont fait de rapides progrès, et sont appelées à rendre de grands services. Elles évitent par leurs prêts de peu d'étendue le recours à l'usurier, et donnent au cultivateur le moyen de se procurer les instruments aratoires et le bétail qui lui sont nécessaires.

Après avoir fait établir un livre foncier basé sur le cadastre, le gouvernement fit ouvrir à Sarajewo un établissement de crédit national hypothécaire, qui facilitera au kmète la libération des droits du propriétaire. Si on ajoute la création de stations agronomiques, de fermes modèles et de haras, on aura toutes les améliorations que l'Autriche a apportées à l'agriculture.

L'administration austro-hongroise a à lutter contre l'apathie bosniaque, fruit de longs siècles de servitude, qui cherche des prétextes dans le maintien des traditions. Elle a avant toutes choses à faire l'instruction du paysan. Sa tâche sera dure, mais elle y arrivera, car il n'est pas de peuple si ignorant qui ne finisse par comprendre la vérité, surtout quand un gouvernement digne de sa confiance la lui dévoile.

L'administration va lentement, par politique, car elle sait que le temps est le plus précieux auxiliaire des réformateurs et que l'évolution progressive vaut mieux qu'un brusque changement, qui eût ruiné le bey et donné

au kmète une indépendance dont il n'eût pas su faire bon usage.

III

On appelle *zadruga*, ou communauté de famille, une association agricole dont les membres, unis par des liens de parenté, d'alliance ou d'adoption, exploitent un domaine qui est la propriété collective de tous. Il y a lieu tout d'abord de distinguer la *zadruga* d'une autre institution agricole dite *inokosna*, qui est une *zadruga* composée uniquement du père, de la mère et des enfants. Cette dernière forme de la famille rurale avait été longtemps assimilée à la famille urbaine, c'est-à-dire que les biens appartenaient en pleine propriété au père de famille, qui pouvait en disposer. Mais il est maintenant établi que, dans l'*inokosna*, la propriété appartient à tous; chaque enfant peut du vivant de son père obtenir le partage, et les immeubles ne sont aliénables que du consentement de tous. Les règles sont donc les mêmes, et il nous suffira d'étudier la *zadruga*.

Dès la plus haute antiquité, la base du droit de famille chez les Slaves méridionaux est la communauté. D'ailleurs il est permis de penser que, en général, la forme primitive de la propriété a été telle que nous la voyons encore chez les Slaves. On rencontre en effet avec les mêmes caractères, chez les peuples les plus divers, de ces communautés de famille. Mais tandis que les autres races ont

transformé leurs institutions, la race slave a conservé jusqu'à nos jours ses coutumes primitives. Au moyen-âge, sous l'influence du droit romain, les communautés de famille disparurent presque partout; les Slaves méridionaux, bientôt soumis par les Ottomans, échappèrent à l'action romaine. L'organisation familiale fut respectée par les musulmans comme tous les usages domestiques des peuples qui leur sont soumis, et elle devint même le refuge de l'esprit national. Vaincu et opprimé, le Slave chercha dans la vie de famille la consolation, et y trouva l'espérance. Toutefois cette vieille institution a subi des modifications; si elle subsiste encore, elle a été bien souvent minée par les influences modernes, mais là où elle s'est conservée avec le plus de force, c'est en Bosnie-Herzégovine.

Le nombre des membres d'une zadruga varie beaucoup. On en compte en moyenne vingt à vingt-cinq; toutefois certaines communautés ne comprennent que sept ou huit individus, tandis que dans d'autres on en voit soixante. Jamais cependant une seule communauté ne compose tout un village.

Tous ces associés sont parents, ou sont entrés dans la zadruga par voie de mariage ou d'adoption. Quelquefois aussi des vieillards, n'ayant ni enfants, ni famille, sont admis dans la communauté à laquelle ils lèguent leur bien.

La zadruga forme une personne civile qui possède la terre, et peut ester en justice. Son patrimoine est indivi-

sible; aussi, à la mort d'un des membres, il ne s'ouvre aucune succession. Si à la mort du père les enfants acquièrent un droit sur les produits de l'exploitation du domaine, ce n'est pas en vertu d'un droit d'hérédité, mais en vertu d'un droit personnel. Ils recevront une part dans les fruits, non parce qu'ils représentent le défunt, mais parce que leur travail contribue ou contribuera à accroître le patrimoine commun.

La terre, les bâtiments, le bétail, les outils sont biens communs. Les immeubles sont inaliénables. Les meubles peuvent être vendus, sauf les outils servant à l'exploitation et un certain nombre de bœufs. Néanmoins pour qu'un bien de la communauté soit mis en vente, il faut l'assentiment de tous les associés, même des femmes, des jeunes gens et des filles. Il n'y a qu'une hypothèse où un seul pourrait disposer des biens de la zadruga, c'est en cas de décès des autres membres, le dernier survivant devenant en effet unique propriétaire. En dehors des biens communs, les associés en possèdent d'autres qu'ils ont acquis avec le produit de leur travail personnel ou le bénéfice de petits métiers qu'il leur est permis d'exercer.

Dans toute zadruga, l'autorité appartient à un chef appelé domacin. Il est élu par la communauté. Les Slaves ayant beaucoup de respect pour l'âge, on le choisit le plus souvent parmi les vieillards. Mais il peut arriver que l'énergie, l'intelligence et la volonté d'un homme jeune lui attirent la confiance de ses coassociés, et qu'on le préfère à un membre âgé.

Quelquefois le domacin, ne pouvant plus suffire à sa tâche, renonce à ses pouvoirs en faveur de son fils. En pareil cas, il faut toujours l'assentiment des membres de la communauté. Très souvent, à la mort du domacin, on élit son frère ou un de ses fils ; mais on tient toujours compte des qualités personnelles du futur chef. Aussi pourrait-on élire une femme.

M. Bogisic (1) cite même dans la ville de Sarajewo une communauté placée sous la présidence d'une fille. Sa mère et ses frères se sont mis volontairement sous son autorité. Il paraît que comme elle a beaucoup voyagé, ses compatriotes la regardent très respectueusement comme un être extraordinaire.

On accorde à certains chefs, remarquables par leur sagesse et leur expérience, le droit de désigner leur successeur. Cette coutume, qui est exceptionnelle en Bosnie, est devenue la règle en Herzégovine.

Enfin, il en est de ces petites communautés comme de grandes républiques, et on y a vu naître des usurpateurs. Il en résulte toujours des crises qui aboutissent au partage.

Quelles sont les attributions du domacin ? Il préside l'assemblée de famille ; il est le représentant de la communauté dont il administre tous les biens, et gère la caisse commune. Responsable des dépenses, le domacin doit

(1) Fedor Demilic, *Le droit coutumier des Slaves méridionaux*. (Revue de législation ancienne et moderne, 1876, page 286.)

pourvoir aux frais d'entretien de la zadruga. Mais il ne peut commander aux associés, car ils sont ses égaux et ont le même droit de vote dans le conseil.

Il ne fait que les surveiller et fixer l'ordre des travaux qu'ils doivent exécuter.

Le chef de la communauté a le droit de vendre ou d'acheter des objets de peu de valeur ; pour des opérations importantes, il devrait obtenir le consentement de tous. En cas d'urgence, il peut agir immédiatement, mais doit rendre compte de ses actes au conseil de famille.

Le domacin, vis-à-vis de l'autorité publique, représente la communauté. Dans les élections municipales, il a seul le droit de vote. Il est responsable du payement des impôts, et doit faire exécuter les décisions des autorités religieuses. Cependant, il n'a aucune responsabilité pénale du fait des délits commis par ses coassociés ; il n'est obligé qu'à les désigner à l'autorité judiciaire.

Il n'a pas de juridiction criminelle, ne peut infliger aucune peine. Il n'a que le droit de blâmer plus ou moins sévèrement les actes répréhensibles. Enfin, le chef de la famille doit s'efforcer de maintenir la paix, de régler les différends, et de concilier tous les intérêts. Il veillera à prévenir les froissements et les rivalités qui viendraient entraver l'œuvre commune, et protégera les veuves et les enfants.

Si le maître de la maison n'agit pas conformément au désir de la communauté, il pourra être destitué du consen-

tement de tous. S'il ne veut pas s'incliner devant la décision du conseil, il sera exclu de la zadruga. On destitue le domacin pour incapacité, ivrognerie, immoralité, dissipation, injustice, condamnation, ou enfin s'il s'est fait détester de tous. Après destitution on élit un nouveau chef.

Le domacin est entouré de la vénération de toute la famille qui lui montre le plus grand respect. Il a la place d'honneur et est servi le premier dans les repas; il désigne à chacun sa portion dans les mets; enfin s'il vient un étranger, il lui fait les honneurs.

On voit par tout ce que nous venons de dire du domacin, combien son autorité est moindre que celle du père dans la famille patriarcale. Il ressemble tout au plus au directeur d'une société anonyme et non pas, au chef tout puissant d'un groupe d'hommes, de femmes, d'enfants, d'esclaves, unis par un lien de sujétion commune. Ses pouvoirs de gestion ne dépassent pas l'administration et sont soumis à un contrôle incessant qui trouve une sanction dans la destitution.

Après le domacin vient la domacica. Elle est en général la femme du chef de famille, mais garde ses fonctions même après la mort de son mari. Si cependant la femme du domacin n'a pas les qualités exigées pour cette dignité, on la remplace par une autre femme âgée. La domacica dirige les travaux intérieurs; elle a soin du ménage, s'occupe de la laiterie, et reçoit le produit des ventes de lait et de volailles qu'elle remet au domacin. Elle surveille les femmes et leur distribue le travail. Elle s'occupe des en-

fants quand les travailleurs sont aux champs et prépare les repas. La domacica, à qui on rend les mêmes honneurs qu'au domacin, intervient dans les querelles et donne ses conseils sur les mariages. Elle fait l'éducation religieuse des jeunes filles, les conduit aux offices et leur apprend à s'occuper du ménage.

« Pendant les longues soirées d'hiver, écrit M. Fedor Demelic, quand les travaux des champs sont suspendus, que le vent souffle au dehors et que le feu pétille dans l'âtre, la domacica rassemble les jeunes filles autour d'elle pour leur faire de charmants contes ou des récits populaires qu'elles écoutent pieusement... C'est de la bouche même de la domacica que les jeunes filles reçoivent ce trésor populaire qu'elles légueront plus tard à leurs enfants. Durant ces veillées brumeuses, les jeunes filles ne restent pas inactives : elles tiennent presque toutes la quenouille, et la bonne vieille mère fait bourdonner son rouet en leur chantant une poétique chanson nationale... Qui pourrait mieux enseigner ces chants patriotiques, si beaux et si naïfs, que la bonne mère, cette compagne inséparable de ses enfants, à la maison comme à l'église, à la danse comme à la prière ? (1) »

Quant aux autres associés, ils doivent donner à la communauté tout le temps nécessaire à l'exploitation de

(1) Fedor Demelic, *Le droit coutumier des Slaves méridionaux*. Revue de législation ancienne et moderne, 1876, page 295.

son patrimoine. Chaque membre a une part des bénéfices, et est nourri, logé, et habillé par l'association. Il a le droit de vote dans le conseil et peut introduire des hôtes aux repas.

Les femmes n'ont pas toujours le droit de vote; les hommes le possèdent à partir de dix-huit ans.

Le conseil de famille se réunit le soir après le repas, ou bien les jours de fête après la messe. Le domacin expose ce qu'il a fait et ce qu'il compte entreprendre. La discussion est ensuite ouverte, puis on ratifie les actes du chef.

Le conseil doit intervenir pour autoriser tout ce qui dépasse l'administration courante, comme les ventes d'immeubles, les emprunts, le partage. C'est lui aussi qui décide les mariages.

La coutume veut en effet que l'aîné se marie avant le cadet, sauf autorisation expresse, et que les filles se marient avant leurs frères. Un mariage entre personnes de différentes religions ne serait pas permis.

Bien que le principe de la communauté soit absolu chez les Slaves, on a admis la formation d'un pécule. Le pécule ne peut jamais consister en immeubles, mais en armes, bijoux, linge, argent. Un associé pourra garder le butin fait à la guerre, les armes prises à l'ennemi. Un prêtre conservera les dons casuels, mais ajoutera à la masse les taxes annuelles que lui versent les habitants.

On donne souvent à chaque ménage un petit champ qu'il cultivera, et dont le produit lui appartiendra en propre. Les associés qui ont un commerce ou un métier

pourront conserver leurs bénéfices comme propriété particulière.

Les jeunes gens qui naviguent garderont également tous les bénéfices faits dans leurs voyages. Enfin la dot de la femme est regardée comme pécule.

Ainsi la propriété privée existe ; toutefois, si elle peut s'appliquer au produit de la terre, elle ne s'applique jamais à la terre elle-même.

Supposons un associé parti à l'étranger ; s'il revient, quelle sera sa situation dans la zadruga ? S'il est parti par ordre du chef, ce qu'il a gagné appartient à la communauté. Est-il parti volontairement, il pourra garder son gain.

D'ailleurs l'absence, même de plusieurs années, ne fait pas perdre les droits sur les biens communs. Les jeunes gens qui s'engagent à l'armée ou vont tenter la fortune dans les villes gardent leur place dans la famille. En cas de partage, l'absent aura sa quote-part des biens existants avant son départ, car, pour les autres, il n'a aucun droit, n'ayant pas contribué à les acquérir. La charité est une des vertus caractéristiques des Slaves. Le bâton du mendiant et sa besace, dit un proverbe, viennent de Dieu ; aussi l'absent dans la misère peut-il revenir chercher un abri dans sa zadruga. Il y sera toujours bien reçu.

Les femmes travaillent pour leur mari et leurs enfants, et, à tour de rôle, pour les associés non mariés et les orphelins.

La fille qui se marie entre dans la communauté de son mari. Si elle devient veuve, elle peut rentrer dans la com-

munauté de ses parents. Elle emmène ses enfants, à condition qu'à l'âge adulte, ils reviendront dans la famille de leur père.

Quand la veuve retourne chez ses parents, elle perd tout droit sur les biens de la communauté de son mari.

La zadruga, outre ses membres, compte des serviteurs, mais ils ne sont jamais associés. Ils sont payés surtout en nature.

Sous l'influence des idées de l'Europe occidentale, les Slaves méridionaux ont admis le partage des communautés. Mais le peuple voit encore la division d'un très mauvais œil, car il la considère comme une cause d'appauvrissement.

Cependant, depuis 1848, les partages sont plus nombreux ; pourtant ils ne sont encore que partiels. Les familles divisées n'ont souvent partagé que les fruits du travail, tout en conservant le même chef, ou bien elles ont laissé en commun le bétail et labourent ensemble.

Quelles sont les causes des partages ?

D'abord le désir d'être indépendant, et de repousser l'autorité du domacin, puis la pensée que le travail en commun rapporte moins que le travail individuel, qu'en vivant séparément, on arrivera plus vite à la richesse. Enfin il y a toute une série de causes plus immédiates, comme les dissensions intérieures, les rivalités de femmes, ou bien l'accroissement trop considérable des membres d'une famille.

Souvent la misère a ramené à la zadruga primitive les

membres séparés qui n'avaient pu surmonter les difficultés soulevées par les intempéries, les sinistres, et surtout par la modicité de leurs capitaux.

Tout associé majeur peut, avec l'assentiment du domacin, quitter la communauté en emportant sa quote-part. Le conseil de famille de son côté a le droit de chasser un des membres de la zadruga pour avoir commis un crime, ou seulement pour être coupable d'insoumission ou de paresse. Là encore il emportera sa quote-part.

Le partage se fait par souches, et on subdivise en branches. Le domacin reçoit en plus de sa part un cheval, un fusil, et autres présents. La fille qui n'a pas de frère a la même part qu'un homme. Les produits agricoles sont partagés par tête, et les lots tirés au sort ; chacun emporte son pécule, sans avoir à le rapporter à la masse partageable. En cas de désaccord on fait intervenir des arbitres.

Il nous paraît intéressant de rapprocher de la zadruga le ménage des champs en Nivernais, dont Guy Coquille fait le tableau suivant : « Plusieurs personnes doivent
« être assemblées en une famille pour demener ce ménage, qui est fort laborieux, et consiste en plusieurs
« fonctions en ce pays qui de soi est de culture malaisée...
« Ces familles ainsi composées de plusieurs personnes,
« qui toutes sont employées, chacun suivant son âge,
« sexe et moyens, sont régies par un seul, qui se nomme
« maître de communauté, élu à cette charge par les autres,
« lequel commande à tous les autres, va aux affaires qui

« se présentent ès villes ou ès foires, et ailleurs, a pou-
 « voir d'obliger ses parsonniers en choses mobilières qui
 « concernent le fait de la communauté, et lui seul est
 « nommé ès rôles des tailles et subsides. Par ces argu-
 « ments se peut congnoistre que ces communautéz sont
 « vraies familles et collèges qui, par considération de l'in-
 « tellect, sont comme un corps composé de plusieurs
 « membres, combien que les membres soient séparés l'un
 « de l'autre ; mais par fraternité, amitié et liaison éco-
 « nomique font un seul corps (1). »

Nous trouvons là un certain nombre de traits qui s'ap-
 pliquent à la communauté de famille des Slaves méridio-
 naux.

Quels sont les avantages et les inconvénients de cette
 institution ? La zadruga présente tous les avantages des
 sociétés de coopération. Elle permet de réunir dans les
 mêmes mains le capital et le travail, elle offre les avan-
 tages de la grande et de la petite propriété. Le sol n'est
 pas morcelé et, grâce au capital plus fort que dans la
 propriété individuelle, est mieux cultivé et peut être sans
 cesse amélioré. En outre, chaque travailleur, étant co-
 propriétaire, a un intérêt direct à obtenir le plus grand
 rendement possible. La division du travail peut y être
 appliquée dans une large mesure, et la vie en commun
 permet de réaliser bien des économies, soit sur les frais

(1) Guy Coquille, *Questions sur les coutumes*, n° 58.

d'entretien de la famille, soit dans la garde et le soin des troupeaux.

Les bienfaits de la zadruga sont surtout évidents au point de vue social. Les sentiments de famille y sont très profonds, et cette vie en commun, entraînant une surveillance réciproque et continuelle, y rend les mœurs très pures. Les associés vivent unis, tendant vers un but unique qui est le bien-être de tous et la prospérité générale. Ils ne connaissent pas les haines qui naissent des héritages, ou des contestations entre vendeurs et acheteurs. Confiants dans l'avenir, car leur sort est assuré dans la zadruga, ils ne sont pas agités du désir de s'enrichir, de l'ambition de s'élever au dessus des autres, et ne souffrent pas de l'envie inquiète du prolétaire. Leur existence est paisible et heureuse, car dans la zadruga il n'y a pas de place pour les idées de lutte sociale. La misère y cause rarement des crimes ; en effet, dès qu'un membre est dans l'impossibilité de travailler, il trouve dans la communauté tous les secours qui lui sont nécessaires. La zadruga prend à sa charge les vieillards, les infirmes, les incapables, élève les orphelins, et vient en aide aux veuves.

C'est dire que ses charges sont souvent très lourdes ; mais les associés valides ne cherchent pas à se soustraire à leurs obligations et travaillent avec plus de courage. Il est de ces pauvres petites zadrugas qui donnent de beaux exemples de solidarité humaine.

Malgré ces avantages, la communauté de famille a des

ennemis. On lui reproche de diminuer l'activité individuelle et de détruire tout esprit d'initiative. L'homme a toujours une tendance trop grande à la nonchalance, et cette sécurité que lui donne la vie en commun ne pourra que l'augmenter. Il deviendra un rouage ne faisant jamais mal, mais n'ayant pas la volonté de faire mieux. Il acceptera l'état de choses existant, ne tentera aucun effort, car il ne songera pas qu'il est possible d'améliorer l'ordre établi.

C'est pour ces raisons que peu à peu les communautés de famille disparaissent. Dès que le Slave est en contact avec les idées modernes de progrès politique et social, il rêve lui aussi l'indépendance et ne peut plus supporter les entraves que lui impose l'organisation de la zadruga.



CONCLUSION

A la fin du ^{xix}^e siècle, un grand conflit européen s'est terminé par une conquête austro-hongroise et par un démembrement partiel de l'empire ottoman. De cet événement nous avons vu les causes et les résultats ; quelle conclusion nous en faut-il tirer ?

Malgré toute la sympathie que l'on peut avoir pour l'esprit musulman, plein de profondeur et de subtilité, on doit applaudir à ce triomphe de la civilisation occidentale sur la barbarie asiatique. Le gouvernement turc était despotique, ignorant et barbare, mais surtout il était impuissant. Il a bien montré que le plus grand danger pour un peuple est d'avoir un gouvernement faible, car lorsqu'il voulut faire quelque bien, il ne put y réussir. Avec ses résolutions ambiguës et la lenteur de ses décisions, son action fut le plus souvent funeste. Toute autorité était monopolisée par les musulmans peu nombreux, mais toujours conquérants, qui, pendant des siècles, gouvernèrent un peuple toujours conquis, leur étant étranger par la langue, la religion et toute la vie sociale. Loin de chercher à se fondre avec le vaincu, ou plutôt à l'assimiler, les Turcs, poussés par un égoïsme de race, aussi aveugle

que l'égoïsme de l'individu, et aussi dangereux, se sont toujours considérés comme une race dominatrice, supérieure à toutes les autres. Ils se bornaient à chercher leur sûreté dans l'oppression de leurs sujets. N'avoir aucun souci de leurs intérêts, les mettre dans l'affreuse nécessité ou de ne pouvoir jamais respirer librement, ou de secouer le joug de leur tyrannique domination ; tel était leur système, système qui fit naître bien des révolutions. C'est en effet quand un souverain est plus absolu que sa puissance est moins affermie ; il est maître de tout, possède à lui seul tout l'État, mais comme tout l'État languit, il s'annihile lui-même par l'anéantissement insensible du peuple dont il tire sa richesse et sa force. Le Sultan a autant d'esclaves que de sujets : son empire en Europe a cependant été sans cesse menacé et, maintes fois, n'a subsisté que grâce à la protection des puissances. Car à la moindre difficulté, le pouvoir, quand il est oppressif, voit se dresser devant lui le mépris, la haine, le ressentiment, et n'est pas assez fort pour abattre tant d'ennemis.

Les populations chrétiennes, sous ce régime, étaient livrées, sans protection aucune, à des tyrans subalternes. Dans cet état de délabrement et de misère, il ne pouvait être question de progrès économiques. Méconnaissant même leurs intérêts, en écrasant les paysans sous de lourdes exactions, les beys causaient leur propre ruine. Ils ressemblaient en cela aux sauvages de la Louisiane dont parle Montesquieu : « Quand ils veulent avoir du « fruit, dit-il, ils coupent l'arbre au pied et cueillent le

« fruit. » Voilà bien le gouvernement turc qui, sourd à tous les conseils et à toutes les objurgations, a conduit l'empire ottoman à la décadence. Longtemps les réclamations des peuples ne furent pas entendues, et, comme dans toute nation, parmi les événements les plus douloureux, il y a toujours un poète qui chante : « O expérience, « s'écriait le poète slave, ouate épaisse qui protège « l'oreille de nos maîtres contre les gémissements impor-
« tuns de l'humanité souffrante. » Mais si les diplomates et les hommes d'expérience croyaient plus prudent de ne pas entendre cette plainte humaine qui montait des Balkans, le sentiment populaire s'émut et protesta.

Aujourd'hui, c'est fini : une grande nation civilisée a apporté la paix, la sécurité et la justice. Toutefois l'occupation austro-hongroise, que nous considérons comme un bienfait, a rencontré des adversaires. Ils nous montrent la Bosnie-Herzégovine, en 1878, n'ayant pour unique aspiration que de se joindre à la mère-patrie, à la Serbie. Les Serbes des deux provinces, aussi bien les chrétiens que les musulmans, considéraient en effet les Autrichiens comme des ennemis. Par cette annexion de la Bosnie, la Serbie eût ainsi acquis la prépondérance dans la péninsule, et fût devenue le grand centre de l'influence serbe. D'autre part, le Monténégro se serait agrandi aux dépens de l'Herzégovine.

L'administration autrichienne est, elle aussi, l'objet de critiques. On reproche au gouvernement de Vienne de ne pas respecter assez les droits des peuples. Il ne craint pas

de froisser les Serbes dans leur sentiment national. Aucune loi n'est venue assurer l'exercice des droits politiques aux habitants. Quant aux prétendues réformes, ajoute-t-on, elles n'ont presque pas servi à la prospérité du pays, et il est peu flatteur, pour la monarchie, de n'avoir pas encore trouvé de solution à la question agraire, quand des petits pays comme la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro ont eu raison de toutes les difficultés. Enfin, on en conclut que, puisque la Bosnie ne devait pas être remise à la Serbie, il eut été préférable de la laisser à la Turquie.

S'il est exact que les Autrichiens n'étaient pas aimés des Bosniaques non catholiques, les Serbes n'étaient pas moins détestés. Cette antipathie date de loin, elle a commencé au temps du royaume serbe. On en rencontre une preuve dans les locutions populaires qui marquent, en Bosnie et en Serbie, le dédain que l'on professe mutuellement pour le voisin. Quant aux résultats heureux de la possession autrichienne, ils découlent du simple exposé des faits et n'ont pas à être prouvés. Malgré tous les obstacles qu'elle a rencontrés, causés par les conflits d'intérêt des uns, les espérances déçues des autres, l'Autriche-Hongrie a en quelques années élevé la Bosnie-Herzégovine au même degré de civilisation que les autres provinces de la monarchie. On lui reproche de ne pas aller assez vite dans ses améliorations, mais c'est une preuve de sagesse. Lorsque, par un brusque changement de politique, un peuple sort de l'engourdissement le plus complet, il serait dangereux de vouloir lui faire atteindre en un jour la perfection. La civi-

lisation est avant tout l'œuvre du temps, car lui seul donne aux institutions la force et la vitalité.

De son côté, l'Autriche-Hongrie a acquis deux belles provinces. C'est une compensation aux nombreuses pertes qu'elle a éprouvées pendant ce siècle.

La terre de Bosnie ne demandait qu'à enrichir ses habitants, mais les habitants manquaient à la terre. Déjà, en pleine période de formation, la province a un budget qui présente un excédent de recettes ; il est des nations qui ne pourraient en montrer autant pour des colonies bien plus anciennes.

Que deviendront la Bosnie et l'Herzégovine ? Il n'est possible de répondre que par des présomptions, car, s'il est un pays où toutes les hypothèses peuvent se réaliser, où la folie d'un jour est le bon sens du lendemain, c'est la péninsule des Balkans.

Malgré la fiction qui a laissé les deux provinces sous la suzeraineté nominale du Sultan, elles ne seront plus séparées de l'Autriche-Hongrie. Tout appelle l'annexion, et on y arrivera sans secousse. Quelques vieilles familles mahométanes retourneront vers Constantinople, mais le reste de la population acceptera ce changement sans aucune plainte. Il ne peut, en effet, être question de rendre la Bosnie au Sultan. Tous les progrès accomplis disparaîtraient, et il faudrait bientôt une nouvelle intervention européenne. Au point de vue économique, l'annexion aurait un excellent effet, car beaucoup de capitaux n'osent

encore se risquer sans la garantie complète du gouvernement austro-hongrois.

Cette annexion est d'autant plus certaine, qu'elle ne rencontre d'opposition ni dans le panslavisme, ni dans les projets de confédération slave, ni dans un retour du régime turc.

Le panslavisme n'est pas un danger, bien que Joseph de Maistre ait pu dire que le désir slave est sans limites. Ce n'est réellement qu'en Russie que le panslavisme présente le caractère d'un système politique. Il y a certes des panslavistes qui ne cherchent dans la Russie qu'un point d'appui, sans être disposés à accepter sa domination ; mais le véritable panslavisme est le tzarisme russe, dont le but est la concentration de tous les Slaves sous le sceptre du tzar. Or, l'autocratie russe est redoutée plus que toute autre, et jamais un Slave indépendant et éclairé ne donnera ses sympathies au mouvement panslaviste.

C'est une chimère aussi que de rêver un fédéralisme de tous les pays slaves. Il serait impossible, car ces petits peuples se mangeraient entre eux. A travers l'histoire, ils nous ont toujours offert le spectacle de frères ennemis. Partagés entre trois religions, désunis par leur passé, divisés par le culte de leur liberté, qu'ils poussent jusqu'à l'héroïsme, ils n'ont jamais eu eux-mêmes la pensée d'une unité quelconque. Les Slaves ne connaissent pas la notion de l'État tel que nous pouvons le concevoir. Le paysan serbe, dans ses besoins, ses désirs, ses satisfactions, ne dépasse pas les limites de la zadruga à laquelle

il appartient, et ne se passionne pas pour des intérêts plus éloignés, comme les intérêts politiques et sociaux. Individualisme et particularisme, voilà les deux termes qui définissent l'Orient en général et les provinces sud-slaves de la monarchie austro-hongroise en particulier.

Si cependant la fédération devenait une réalité, qui en aurait la direction ? « Parmi toutes ces populations slaves, « écrit M. Charles Benoist, qui n'ont de commun que le « germe primitif, rattachées seulement les unes aux autres « par la vague tradition d'une fraternité lointaine, disjointes « et désarticulées pour tout le reste : par la langue, par « la religion, par la géographie, par l'histoire ; parmi tous « ces éléments slaves si profondément, si incurablement « divers, lequel imposerait au voisin, slave ou non, son « slavisme particulier (1). »

Si la Hongrie, séparée de l'Autriche, se mettait à la tête de la confédération, la force seule pourrait maintenir une pareille combinaison et encore pour peu de temps, car on ne tarderait pas à voir tous les Slaves unis contre le Madgyar.

L'union des Slaves, en tant qu'État, est donc chose inadmissible. Peut-on penser que l'empire ottoman reprendra sa revanche sur la chrétienté ? Quoique ses victoires sur la Grèce aient redonné quelque prestige à la Turquie, il est probable que les progrès de l'Islam en Europe sont finis

(1) *Revue des Deux Mondes*, 13 Juillet 1898, page 307.

et qu'il s'arrêtera là où il est. Bien avant dans le xviii^e siècle, les villages de l'Allemagne du sud avaient conservé l'antique habitude de faire sonner une fois par jour la « cloche turque » ; à ce signal, le laboureur se découvrait derrière sa charrue et priait Dieu qu'il voulût bien détourner de la chrétienté le fléau d'une invasion musulmane. Le Turc ne menace plus l'Europe de ses invasions, mais, malgré tous les pronostics, au xx^e siècle, les cloches de la péninsule des Balkans ne feront pas encore tinter le glas de l'empire européen des Osmanlis. Il serait, en effet, non moins difficile qu'injuste de rejeter les Turcs en Asie. « Nous étions trois mille, lorsque nous débarquâmes il y a cinq cents ans, disait un jour Midhat-Pacha, il faudra nous réduire au même chiffre avant de nous rembarquer. »

On serait contraint, pour chasser l'infidèle, de procéder par une savante extermination, indigne de nations civilisées. En outre, les Ottomans s'appuient sur des millions de coréligionnaires, et la religion qui, seule, les fait fléchir, est encore capable de les relever, en leur criant que la foi est en péril. Si le mahométisme n'est pas de sa nature progressif, s'il est un débilitant social ; en prêchant aux hommes le mépris de la vie, cette jouissance trompeuse, en prêchant aux peuples la guerre sainte, car l'idolâtrie est pire que le meurtre, le mahométisme sait inspirer aux guerriers le fanatisme que rien n'arrête, et fait des conquérants que rien n'abat. Voilà la cause primordiale de la fortune rapide et de la force irrésistible de l'Islam.

Tant que le profond sentiment religieux de la race turque n'aura pas disparu, on peut toujours s'attendre à un réveil de sa puissance.

Cependant la Bosnie et l'Herzégovine semblent désormais à l'abri de toute tentative turque, et c'est pour cela qu'ayant écarté toutes les causes s'opposant à la réunion des deux provinces à la monarchie, nous pourrions conclure à une annexion durable, s'il ne surgissait alors un autre problème. A l'heure actuelle, publicistes, diplomates s'inquiètent de l'avenir de l'Autriche-Hongrie. On parle de sa dislocation et de son partage, conformément au principe des nationalités. Un tel bouleversement viendrait compromettre le sort de l'Europe entière, et il faut espérer que la monarchie, qui est certainement à la veille d'une crise, tout au moins constitutionnelle, vivra pour le repos du monde européen et continuera longtemps à être « l'idéal de l'Etat-Tampon ».

Quoi qu'il en soit, et quelque solution que l'on adopte, la paix et la stabilité semblent impossibles dans toutes ces régions. La lutte des races, qui est vieille comme l'humanité, y sévira toujours plus qu'ailleurs, car il n'y a ni frontières naturelles, ni frontières historiques, et les seules frontières politiques exigent toujours la force pour se faire respecter.

L'avenir de la péninsule des Balkans, dont personne n'a d'ailleurs le secret, promet encore bien des combats et des guerres, bien des trêves et des compromis. Aussi, pouvons-nous lui appliquer cette pensée de la loi du Pro-

phète : Le monde sera comme un champ de bataille où, dans la confusion et le tumulte, les peuples, semblables à l'écume qui se fait et se défait à la surface des eaux, naîtront, se briseront les uns contre les autres, et disparaîtront enfin, pour laisser leur place à des peuples meilleurs.

Vu :

Le Doyen de la Faculté.

E. VILLEY.

Vu :

Le Président de la Thèse.

J. CABOUAT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen.

E. ZÉVORT.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	xi

PREMIÈRE PARTIE.

La Bosnie-Herzégovine, province romaine	1
--	----------

CHAPITRE I. — <i>L'Illyrie ancienne</i>	1
— II. — <i>La conquête romaine</i>	9
— III. — <i>Invasions des Barbares. — Les Anciens Slaves</i>	26

DEUXIÈME PARTIE.

La Bosnie-Herzégovine, royaume indépendant	37
---	-----------

CHAPITRE I. — <i>Les premiers bans</i>	37
— II. — <i>L'Hérésie des Bogomiles</i>	44
— III. — <i>Les rois de Bosnie et la conquête turque</i>	57

TABLE

TROISIÈME PARTIE.

	Pages
La Bosnie-Herzégovine, province turque	71
 CHAPITRE I. — <i>Après la conquête. — Lutttes et traités . . .</i>	 71
— II. — <i>L'administration turque.</i>	75
— III. — <i>L'état social et les projets de réformes . . .</i>	95

QUATRIÈME PARTIE.

La Bosnie-Herzégovine, province austro-hongroise. . .	119
 CHAPITRE I. — <i>L'article 25 du traité de Berlin et sa mise à exécution</i>	 119
— II. — <i>L'administration austro-hongroise</i>	130
— III. — <i>Réformes et questions économiques</i>	161
 CONCLUSION.	 195



Le Mans — Association Ouvrière (Mauboussin, Jobidon et C.^{ie}) 5, rue du Parc-Epue.
